

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

Notice historique

SUR LE

PARLEMENT DE DOMBES

1523 — 1771

PAR

Pierre LENAIL

ÉLÈVE DE LA FACULTÉ LIBRE DE DROIT DE LYON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le Samedi 31 Mars 1900

DEVANT LA FACULTÉ DE LYON



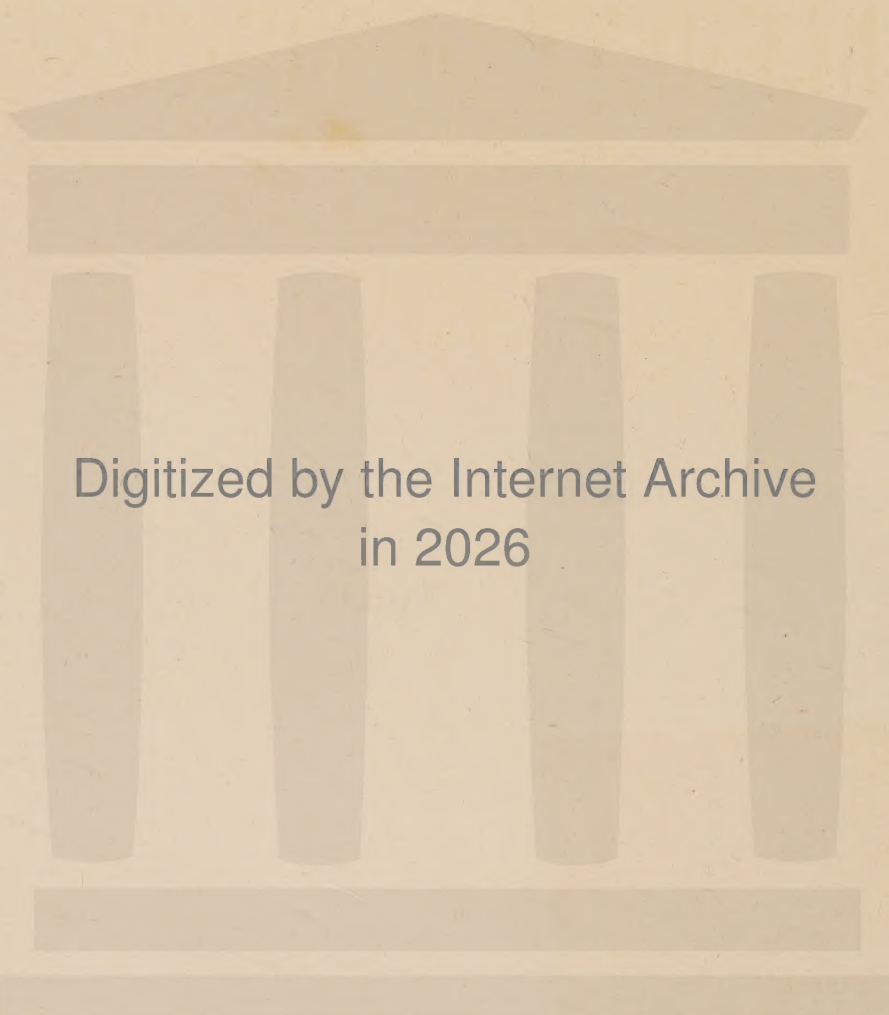
LYON

IMPRIMERIE EMMANUEL VITTE

18, rue de la Quarantaine, 18.

—
1900

Notice historique
SUR LE
PARLEMENT DE DOMBES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Notice historique

SUR LE

PARLEMENT DE DOMBES

1523 — 1771

PAR

Pierre LENAIL

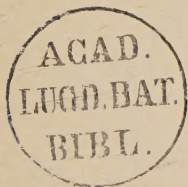
ÉLÈVE DE LA FACULTÉ LIBRE DE DROIT DE LYON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le Samedi 31 Mars 1900

DEVANT LA FACULTÉ DE LYON



LYON

IMPRIMERIE EMMANUEL VITTE

18, rue de la Quarantaine, 18.

—
1900

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. ✱, I. ✱, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

THALLER, I. ✱, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ✱, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ✱, professeur de Droit civil.

ROUGIER, I. ✱, professeur d'Economie politique.

COHENDY, ✱, I. ✱, professeur de Droit commercial.

PIC, A. ✱, professeur de Droit international public.

BARTIN, I. ✱, professeur de Droit civil.

SOUCHON, A. ✱, professeur d'Histoire des Doctrines économiques, en mission.

APPLETON (Jean), A. ✱, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, agrégé, chargé des cours d'Histoire du Droit.

BOUVIER, agrégé, chargé des cours de Science et de Législation financières.

LAMEIRE, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, agrégé, chargé du cours de Procédure civile.

BROUILHET, agrégé, chargé du cours d'Histoire des Doctrines économiques.

HUVELIN, agrégé, chargé du cours de Droit romain.

BECQ, A. ✱, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. CAILLEMER, O. ✱, I. ✱, doyen, *président*.

LAMEIRE, agrégé.

HUVELIN, agrégé.

LA CRÉATION DU PARLEMENT
SA COMPOSITION — SA RÉSIDENCE — SA COMPÉTENCE



ÉTAIT un fort petit pays que la principauté de Dombes. La Bresse la bornait au nord et à l'est ; au midi le Franc-Lyonnais et le Lyonnais. La Saône, de son cours placide, la séparait à l'ouest du Beaujolais et du Mâconnais, spectatrice insouciante des querelles de mauvais voisinage que son large ruban ne suffisait point à prévenir.

Au xv^e siècle, elle faisait partie des vastes domaines de la famille de Bourbon. Il n'y avait pas longues années, sous la dénomination de « Beaujolais à la part de l'empire », elle dépendait de la vieille et vaillante maison des sires de Beaujeu ; mais le dernier duc, ayant eu la malencontreuse idée de renvoyer par la fenêtre un acte de justice et le sergent qui le signifiait, s'était vu pour ce fait transférer aux prisons royales. — Même pour un gentilhomme très blasonné c'était alors un attentat que de mal recevoir les huissiers. — La haute intervention de Louis de Bourbon sauva l'irascible justiciable d'un châtiment corporel ; mais la rançon fut énorme ; et c'est ainsi que la Dombes quitta les seigneurs de Beaujeu.

Avec eux déjà le caractère de souveraineté de ce petit territoire s'affirmait à la fois par les circonstances de son érection et par les actes de ses princes. Conquis par Jules César sur les Eduens dans la confédération desquels il se trouvait, il était devenu partie de la Gaule Lyonnaise, puis l'invasion des Burgondes en avait fait une province du royaume de Bourgogne (1). Rodolphe III, dernier prince d'une des familles qui avaient à tour de rôle ceint cette couronne disputée, la transmit en 1003 à l'empereur Conrad le Salique. Mais ce riche héritage était trop loin de son bénéficiaire pour qu'il pût se flatter d'en demeurer longtemps le maître, et les grands feudataires d'abord, les petits ensuite, se constituèrent sur leurs domaines en souverains indépendants. Les sires de Beaugé et de Villars furent des premiers que tenta cette occasion d'indépendance. Or, en 1218, Humbert de Beaujeu épousait Marguerite de Beaugé, qui lui apportait la seigneurie de Miribel et les possessions de sa famille en Dombes. Il possédait déjà sur la rive droite de la Saône, Montmerle, Saint-Trivier et la moitié de la chàtellenie de Riotiers que son grand père Guichard II, avait acquis du comte de Forez, du vicomte de Mâcon et d'un troisième seigneur, Robert l'Enchaîné.

Vainement les comtes de Savoie, vicaires de l'empereur, essayèrent-ils de se faire prêter hommage en Dombes comme d'une terre de l'empire. Quelques seigneurs isolés purent par surprise ou par hostilité céder à leurs instances, mais jamais les princes régnant en Dombes ne reconnurent sur aucune des seigneuries qui la composaient, aucun droit féodal de l'empereur ou de ses représentants. Les ducs de Bourbon, pas plus que les sires de Beaujeu, n'admirent les prétentions impériales. En 1503, deux plaideurs, Marie de Duin, dame de la Bastie et de Belvay, et le seigneur de Condres se chargèrent sans le vouloir d'établir l'inexistence complète des rapports de subordination de la Dombes à l'empire. Mécontents d'un

(1) Gondicaire fut le fondateur de ce 1^{er} royaume de Bourgogne en 414.

jugement du conseil des ducs séant à Moulins, ils en appelèrent à la chambre impériale de Spire. Pierre de Bourbon outré de cette manœuvre attentatoire à la souveraineté de sa province fit emprisonner les trop ingénieux novateurs ; et l'on vit le duc de Savoie, loin de profiter de l'occasion pour revendiquer les droits de son suzerain, solliciter la grâce des imprudents en garantissant leur repentir. — La juridiction que les événements politiques allaient substituer au conseil des ducs devait bénéficier de la compétence souveraine et absolue que ces précédents lui reconnaissaient.

Nous sommes en 1523. Le connétable de Bourbon, depuis deux ans privé de ses gages et appointements, sous le coup d'un arrêt de sequestre qui lui laisse entrevoir une spoliation définitive, vient de faire alliance avec Charles Quint ; et la Dombes est confisquée. *Au nom du Roy*, Pierre de la Guiche, bailli de Mâcon, s'est mis en possession du Beaujolais et se présente à Trévoux où l'on est sur la défensive. Maître Claude Tanorer « docteur en chacun droit » fait sa révérence et observe au bailli que le pays ne relève point du roi, « dit et remonstra que le connétable tenait le pays *en souveraineté*, et sans le recognoistre d'aucun supérieur ». Ceci dûment établi pour le plus grand profit de la vérité, le docteur en tire une conclusion pressante. « Les dits habitants n'étaient aucunement ressortissans par appel ailleurs qu'au conseil dudit Bourbon ». Echevins et habitants toutefois se déclarèrent prêts à obéir : François I^{er} leur semble le meilleur de maîtres ; et humblement ils lui dictent leurs conditions. — Le Bailli venait pour prendre et non pas pour accorder. Il subit la harangue ; puis il leur dit : « Mes bons amis, il vous faudra vous pourvoir auprès de Sa Majesté ».

On suivit cet avis. Les députés vinrent à Lyon, exposèrent au roi et à son conseil la requête des gens de Dombes, puis le gouverneur partit pour s'assurer de leurs dires et recevoir leur serment ; car ils l'offraient volontiers ; mais ils ne l'avaient point encore prêté. Comme la peste sévissait à Trévoux, ce

fut à Ambérieu que les députés, après avoir écouté la lecture de leur requête et réitéré les propositions qu'elle contenait jurèrent entre les mains de Messire Jacques de Chabannes, seigneur de la Palisse et maréchal de France, d'être tant qu'ils vivraient bons et loyaux sujets de Sa Majesté. Deux mois plus tard — novembre 1523 — François I^{er} ratifiait les privilèges des Dombistes.

A tant faire que de demander, ils avaient demandé beaucoup : un gouverneur, « parce que le pays était limitrophe et frontière » ; l'exemption des tailles et des subsides, parce qu'ils n'avaient pas coutume d'en payer ; le rétablissement de la *Monnoye* de Trévoux qui depuis vingt ans ne travaillait plus ; enfin la confirmation de leurs antiques privilèges judiciaires. C'était la première prérogative dont se targuât leur requête ; ils y revenaient sur la fin, comme s'ils voulaient graver dans l'esprit du monarque, par-dessus toutes les autres, cette revendication : leurs justices.

Leurs seigneurs naturels étaient souverains ; ils leur avaient donné des juges qui statuaient dans le pays même : à Trévoux un juge ordinaire et un juge d'appel, avec la cohorte habituelle d'avocats, de procureurs et de greffiers ; à Moulins, le grand Conseil du prince auquel revenaient les appellations du juge d'appel, réglées en dernière instance, puis prononcées à Trévoux. Les habitants demandaient au roi ces deux juges, et, pour remplacer le Conseil des ducs de Bourbon, tel nombre qu'il lui plairait de gens de robes longues siégeant à Lyon autour du sénéchal ou de son lieutenant.

François I^{er} accorda tout, passant ses moindres fantaisies à la petite province qui se donnait à lui. Des lettres patentes, datées de Lyon, enregistrées le 6 novembre en la sénéchaussée de ladite ville, instituèrent le *Conseil et chambre du dernier ressort de Dombes*. Ce fut le Parlement.

Les lettres ne lui donnaient pas ce titre ; mais le sceau que le sénéchal reçut du roi le portait ; et d'ailleurs, comme le dit Aubret « c'était bien un Parlement, puisque c'était la

chambre du dernier ressort de Dombes, et que ces corps de judicature n'ont pris le nom de parlement que parce qu'on y parle beaucoup... — « avec sagesse et gravité » ajoute même l'archaïque magistrat qui songeait seulement aux compagnies de son époque.

Huit officiers recevaient la mission de juger en dernière instance les affaires litigieuses de la souveraineté. En tête venaient le gouverneur de Lyon et Dombes et le sénéchal, « quand ils y seraient et voudraient y assister » ; puis le lieutenant général et le lieutenant particulier du sénéchal, deux docteurs résidant à Lyon, le procureur à la sénéchaussée, et un greffier. En outre deux charges d'huissier étaient créées pour instrumenter près de la nouvelle juridiction.

François I^{er} ne s'était pas mis en frais de magistrats nouveaux ; le conseil et chambre en dernier ressort de Dombes ressemblait fort à la sénéchaussée de Lyon, et la modeste adaptation de deux docteurs à l'organisme primitif ne semblait pas devoir en modifier beaucoup le fonctionnement.

Quant aux justiciables, on les servait à souhait. Ils avaient demandé le sénéchal ou son lieutenant, on les leur donnait tous les deux, et par surcroît le second lieutenant et le procureur. Ils attendaient du bon vouloir du roi tel nombre qu'il lui plairait de gens de robes longues. Vu l'étendue du ressort le roi fixait ce nombre à deux ; et certes, c'était suffisamment évaluer. Mais le choix qui marquait d'un véritable cachet d'originalité cette petite cour souveraine, c'était celui du maréchal de la Palisse, non point à cause de la sotte réputation faite à ce vaillant homme de guerre qui sut être en même temps remarquable administrateur ; mais parce que la part active et brillante de Jacques de Chabannes à tous les faits d'armes de sa province et du royaume ne devait guère lui laisser le loisir — et l'acte royal l'avait prévu — de signer des arrêts de Cour. François I^{er} le savait en tout cas sympathique aux gens de Dombes dont il avait fait prévaloir les requêtes ; et peut-être cette désignation n'était-elle de

sa part qu'une amabilité de plus à l'égard de sa nouvelle principauté.

Le maréchal profita largement de la faculté de s'abstenir que lui conférait le titre constitutif de sa charge judiciaire, si bien qu'après son glorieux trépas dans le désastre de Pavie — 1525 — le conseil en dernier ressort continua paisiblement à statuer sans que la vacance présidentielle parût le préoccuper le moins du monde (1). Au bout de cinq ans pourtant, Louise de Savoie, usufruitière de Dombes, de par la transaction du 25 août 1527, s'avisa de cette lacune, et pour la combler fit Antoine Dubourg premier président. « Elle crut devoir, dit Aubret, mettre un homme de robe à la tête d'une compagnie de justice dans laquelle le gouverneur de Lyon et Dombes et le sénéchal de Lyon, qui étaient gens d'épée, ne venaient point. »

De cette présidence militaire, si peu effective fût-elle, il resta longtemps un souvenir fort curieux. Le gouverneur de Dombes garda le droit de venir siéger. Quand il arrivait, deux conseillers délégués par leurs collègues le recevaient cérémonieusement au haut des degrés du palais pour le conduire à la grand chambre. Un fauteuil lui était réservé, placé entre le premier président et le bureau ; et la séance terminée, les mêmes conseillers le reconduisaient avec la même solennité.

La résidence de la nouvelle juridiction fut fixée à Lyon « par territoire emprunté » ; et à vrai dire, sa composition ne permettait guère de l'installer ailleurs. Cette combinaison satisfaisait tout le monde : les Dombistes qui se donnaient le luxe d'un Parlement sans avoir à l'entretenir seuls ; les magistrats que le séjour de Trévoux aurait médiocrement récréés

(1) A la mort de la Palisse, l'Italien Théodore Trivulce fut investi du gouvernement de Lyon et Dombes ; mais aucun auteur ne laisse à penser qu'il ait aussi succédé à la dignité de chef du Parlement. Les raisons mêmes qui avaient inspiré le choix du premier pour cette charge semblent indiquer qu'elle était personnelle, et nullement afférente aux fonctions de gouverneur.

et dont les autres charges de judicature exigeaient la présence à Lyon ; elle enfin, la grande ville parcimonieuse et pratique, qui jadis avait envié un parlement, et qui ne l'ayant pas obtenu pouvait au moins se faire illusion avec celui des autres. Il faut bien dire qu'on l'avait déjà consolée en lui donnant, au lieu d'une cour souveraine, deux foires annuelles exemptes d'impôts ; et elle avait trouvé que le pouvoir royal s'y connaissait en institutions utiles (1).

Il y avait alors le long de la Saône, fort près du cloître de Saint-Jean, un édifice appelé maison de Roanne. Il avait appartenu à un chanoine de ce nom au temps des luttes de l'Archevêque et des officiers de France. Puis il était par héritage passé dans les possessions du Dauphin de Viennois, à qui le roi le louait pour y loger le gardiateur. Lorsque les habiles et patientes manœuvres de Guy VII, comte de Forez, eurent amené Humbert II, dernier seigneur du Dauphiné, à signer l'abandon de ses biens au profit de Charles, petit-fils de Philippe de Valois, la justice royale cessa d'être en location pour habiter chez elle.

Ce fut cette maison de Roanne, siège de la sénéchaussée, qui abrita la première session du Parlement ; elle devait lui prêter asile jusqu'au 31 décembre 1696. Le compte dressé pour l'année 1525 par Guillaume Barjot mentionne les réparations faites à la chambre que devait occuper le conseil de dernier ressort. Sur le certificat de MM. du Peyrat, Pariel, Audoin, Deschamps et Dupuy, conseillers, les ouvriers touchèrent leur salaire. Le roi, seigneur de Dombes, paya la dépense (2).

(1) En 1419, le Consulat lyonnais profitant du crédit que son assistance pécuniaire lui valait auprès du dauphin, le futur Charles VII, crut pouvoir exprimer une triple requête : il s'agissait d'obtenir un Parlement, une Université et une draperie. — On voit qu'il fut débouté avec compensation.

(2) En 1565, le palais royal de Roanne avait grand besoin de réparations si l'on s'en rapporte à cette anecdote citée par Rubys, L. III, ch. 59, p. 406.

A la Fête-Dieu, « un certain avocat qui n'avait pas la cervelle des mieux faites, ainsi qu'il l'avait déjà fait paraître pendant les troubles, qu'ayant voulu trancher du canonier, il s'était crevé un œil et brûlé la moitié de la figure », voulut empêcher son propriétaire de placer des tentures le long de sa maison

Le nouveau ressort avait à juger toutes les causes civiles ou criminelles ; et pour commencer, toutes les affaires pendantes devant le grand conseil de Moulins étaient évoquées devant lui. En même temps, François Favre, greffier de la sénéchaussée, se transportait à Moulins, et signifiait à Messieurs des comptes qui composaient auparavant le grand conseil du prince les lettres patentes par lesquelles ils apprenaient n'avoir plus à connaître des plaids de la souveraineté (2).

Le 27 janvier, ce François Favre, proposé par Jacques de Chabannes pour l'office de greffier de la chambre de dernier ressort, reçut du roi, alors à Blois, des provisions particulières pour jouir des honneurs et prérogatives attachées à cet office. Le 8 novembre précédent, Messieurs Jean des Francs et Jacques Varinier avaient été investis par lettres patentes données à Lyon de la charge de conseillers avec « les honneurs et autorités, prérogatives, prééminences, droits, franchises, libertés, profits et émoluments inhérents à de telles fonctions ». Le Parlement était au complet.

pour le passage du très saint Sacrement. D'où altercation. Un conseiller au siège présidial s'interposa ; mais « le galant d'avocat » l'envoya promener, lui déclarant qu'il se moquait du gouverneur et ne se souciait « de roy ni de roc ». Le gouverneur vint en personne et procéda à l'arrestation du mutin qui dut faire amende honorable, la torche au poing, et payer 10.000 livres d'amende employées à la reconstruction du Palais de Roanne.

(2) Par édit enregistré au Parlement de Paris le 12 février 1535, François I^{er} supprima la chambre des comptes de Moulins.



II

LE PARLEMENT SOUS LES ROIS DE FRANCE
SÉPARATION DE LA DOMBES ET DU BEAUJOLAIS
EFFICACITÉ DES PRIVILÈGES DE DOMBES



ANDIS que les gens du Roi prenaient possession de la Dombes et du Beaujolais, M. de Bourbon, dans les conseils de l'empereur, s'occupait à le leur faire payer cher. François I^{er}, battu à Pavie, signait le traité de Madrid qui rétablissait dans tous ses biens et droits le connétable parjure.

Ce n'était pas assez pour celui-ci; on lui avait parlé de lui donner la main de la sœur de son allié, et d'ajouter, pour qu'elle fût reine, la Provence et le Dauphiné aux anciens états du fiancé. Mais le roi de France offrit de prendre la princesse, et Charles Quint renonça à constituer un royaume au profit de celui qui avait seulement failli devenir son beau-frère.

Charles de Bourbon, dupé, quitta l'Espagne. Il y avait rencontré des habitants qui pensaient comme Bayard, et qui disaient : « Si l'empereur nous oblige à le loger nous brûlerons la maison dès qu'il en sera sorti. » Sans argent, — Charles Quint n'en donnait guère, — il vendit à un sieur de Gorrevod pour la somme de 20.000 écus d'or les terres et seigneuries de

Chalamont et de Montmerle dont il évaluait les revenus à 2.000 écus. Puis il s'en vint se battre contre les confédérés, lançant au pillage des cités Italiennes ses bandes qui ne touchaient plus leur solde. Le 6 mai 1527, un coup de mousquet l'abattit à l'assaut des remparts de Rome, plus flétri par ce fait d'armes sacrilège que par la défection lamentable où l'avaient poussé la haine de Louise de Savoie et les injustes arrêts du Parlement de Paris.

Son testament instituait comme héritière Anne de France, la mère de sa femme, avec substitution en faveur de son neveu, Louis de Bourbon, fils de sa sœur aînée, la princesse de la Roche-sur-Yon. Mais le traité de Madrid étant déclaré caduc, la sentence de confiscation prononcée par la Cour des Pairs contre le rebelle subsistait. Il n'y avait plus en présence que les droits du roi et ceux que sa mère prétendait tenir de Suzanne de Bourbon, femme du connétable. Le 25 août 1527, une transaction intervint, et Louise de Savoie fut reconnue souveraine de Dombes. Par son ordre les trois états du Beaujolais à la part de Dombes s'assemblèrent (1). Le bailli, Jean d'Albon, les écuyers Jean de Colanges, seigneur de la Muelle, et Antoine Charreton, seigneur de la Terrière y assistaient à titre de commissaires. Vingt-quatre seigneurs comparurent ou se firent représenter ; onze villes et châellenies envoyèrent des députés. Après avoir tenu conseil les trois états vinrent dire aux commissaires qu'ils donnaient libéralement à Madame pour sa bienvenue et pour l'aider à racheter la châellenie du Châtelard 10.000 livres payables en trois fois.

Le dernier terme n'était pas encore échu que l'intervention étrangère changeait une fois de plus le gouvernement de la principauté. Les enfants de France étaient restés en captivité,

(1) En Dombes, les levées de troupes, les impositions au don gratuit, et généralement toutes les mesures graves impliquant la participation des habitants, se délibéraient et se décrétaient dans l'assemblée des états composée de députés des trois ordres. A partir de 1523, c'était tantôt le premier président tantôt le gouverneur qui les convoquait, et cela ordinairement à Trévoux.

et François I^{er}, pour les avoir, admit au traité de Cambrai ce qu'il avait déjà consenti à celui de Madrid : que les héritiers de Bourbon vinssent à la succession de leur auteur, nonobstant toute sentence ou lettre de déchéance. L'empereur invitait le roi à ne pas se mêler de la Dombes qui, prétendait-il, relevait de l'empire, et dont il saurait bien seul conférer la jouissance aux héritiers du défunt. « Or, dit Aubret, le pays était de l'empire, mais il n'en relevait point, c'était une souveraineté allodiale. »

L'empereur en pouvait exiger la restitution à titre d'allié de Charles de Bourbon, mieux encore de vainqueur ; mais pour qu'il en donnât légitimement l'investiture, il eût fallu l'existence d'un lien de féodalité. Or, où le trouver ? Ni les Bourbons, ni les sires de Beaujeu ou de Villars ne reconnaissaient devoir au chef de l'empire foi, hommage ou redevance. La justice se rendait chez eux en dernier ressort, et les ducs de Savoie, vicaires de l'empereur, s'étaient défendus de soutenir la prétention de Gathiniera l'avocat savoyard de Marie de Duin qui en appelait des décisions ducales à la chambre impériale de Spire. — Ils ne fournissaient ni aveu ni dénombrement, ils ne participaient point aux expéditions militaires ; ils entretenaient leurs troupes et battaient monnaie, leurs terres ne connaissaient pas d'inféodation ni leurs personnes de sujétion. Il était évident que la Dombes ne relevait pas de Charles Quint.

Mais François I^{er} voulait ses fils... Des lettres patentes rétablirent la mémoire du connétable, et Louis de Bourbon, par l'intermédiaire de sa mère tutrice, reçut à titre provisionnel, en attendant l'issue du vieux procès toujours pendant devant la cour de Parlement de Paris, le comté de Forez, la seigneurie de Beaujolais, le *pays de Dombes*, et le duché de Chatelleraut. Sa Majesté mentionnait la Dombes entre deux apagnes : c'était la silencieuse riposte à l'invite insolente de délaisser cette terre de l'empire.

Madame de Bourbon, en vertu de ces lettres, prit possession de la souveraineté, nomma quelques officiers aux lieux et place des titulaires installés par Louise de Savoie ; puis, sur de

nouvelles lettres, le sénéchal de Lyon, lieutenant général au balliage, Jean du Peyrat, survint à Trévoux, flanqué de Claude Bellièvre, docteur en droit, plus tard procureur au Parlement, et annonça aux habitants que Louise de Savoie redevenait souveraine de Dombes. Le dauphin et le duc d'Orléans étaient rentrés en France... Un an après, Madame mourut et la principauté resta le domaine de François I^{er}.

A travers ces vicissitudes politiques, le conseil en dernier ressort prenait de l'assiette. La reine mère, régente pendant que son fils guerroyait en Italie, avait dès 1524, créé deux nouvelles charges de conseillers dont elle pourvut Antoine Audoin, dauphinois et docteur en droit, et Nicolas de Langes. Avec les deux lieutenants du sénéchal et les deux docteurs de la fondation, cela faisait six magistrats actifs. La Régente estima qu'elle pouvait sans ridicule mettre à leur tête un premier président, et Antoine Dubourg prit la direction de la petite compagnie. Ce fut pour cet homme de robe d'une réelle valeur un stage qui le mena loin. Promu en 1532 conseiller au grand conseil et maître des requêtes, il quitta le Parlement de Dombes ; deux ans plus tard, il occupait le fauteuil présidentiel au Parlement de Paris, et le 16 juillet 1535, il devenait chancelier de France.

Son successeur n'eut pas sa notoriété. Il s'appelait Jean Godon, possédait la seigneurie de Gravins et plaidait contre ses gens, ce qui faisait travailler le Parlement. Il vint même — on ne sait pourquoi — aux adversaires de Monsieur le Premier l'idée fantasque de contester la souveraineté de cette cour et d'appeler de ses arrêts au Parlement de Paris et au conseil privé du Roi. Ils furent déboutés ; mais leur prétention devait plus tard être reprise par des plaideurs irréductibles, — avec le même insuccès !

Les justiciables de Gravins se plaignirent aussi de ce que Monsieur Godon eût assisté au jugement de son affaire et que sur les quatre juges deux lui fussent parents ou alliés. Le premier président nia sa parenté, et constata que l'audience avait

été tenue par le même nombre de magistrats qu'il était d'usage soit au Conseil de Moulins, soit au Conseil de Lyon. La question devenait délicate. Le roi trouva que les intérêts des gens de Gravins justifiaient une mesure d'exception, et il renvoya le procès devant le Parlement de Grenoble, qui n'eut du reste pas à statuer. Plutôt que d'entreprendre le voyage, les parties tombèrent d'accord, choisirent des arbitres et transigèrent.

Cependant François I^{er} continuait à témoigner à la Dombes l'empressement dont elle avait déjà ressenti les effets. Trévoux, Thoissey, Marlieux, toutes les petites cités voyaient confirmer leurs franchises sitôt qu'elles en émettaient le désir. Au mois d'avril 1543, des lettres patentes datées d'Evreux vinrent donner satisfaction à une requête qui tenait fort au cœur des Dombistes : la Dombes fut déclarée distincte du Beaujolais tant pour les impôts que pour la justice. Les deux provinces ne participaient point de la même condition juridique ; l'une était une souveraineté, un alleu dans l'empire ; l'autre un fief du royaume ; la situation des habitants différait dans la même mesure. Et pourtant un seul bailli, celui de Beaujolais et Dombes leur administrait indistinctement la justice ; et son siège était à Villefranche.

A maintes reprises, des réclamations avaient surgi parce que sur le rôle des contributions de guerre, des impôts de garnison et des convocations de ban, les fonctionnaires de Beaujolais avaient, au mépris de privilèges en due forme, imposé pour une part leurs voisins d'outre-Saône. Les Dombistes rappelaient que depuis 843 les deux pays étaient séparés. En même temps le Parlement, venant à la rescousse de ses justiciables, défendait à peine de nullité et d'amende arbitraire à tous les huissiers du Beaujolais d'exploiter dans son ressort. Il fallait qu'une haute décision tranchât le différend ou qu'on se battît.

Les gens de Beaujeu hâtèrent imprudemment la solution en faisant incarcérer dans les prisons de Villefranche le consul

de Beauregard qui refusait de payer leurs tailles. Du coup les Dombistes se pourvurent au roi. Le 18 avril 1544, l'année prise à Pâques (1), où le procureur général en ses réquisitions, le Parlement enregistra les lettres du *Roy, seigneur de Dombes*. Elles consacraient une séparation définitive et déclaraient les habitants « exempts de toutes contributions de tailles, subsides, impositions foraines, réception et assiette de garnison, sauf en temps d'éminent péril de guerre, pour la défense et sécurité de leur pays. »

C'était un beau succès. Les gens de Dombes, sûrs de leurs droits, n'avaient pas dédaigné de mettre toutes les chances de leur côté, et les conseillers de la couronne qui examinèrent la requête purent voir, discrètement glissée parmi tant d'autres arguments, la quittance de Maître Jean La Guette, trésorier et receveur général des finances extraordinaires et parties casuelles, constatant le versement de 2.000 écus d'or au soleil libéralement offerts à Sa Majesté. Pour séculaire que fût la séparation, le cadeau ne pouvait nuire, et mieux valait le faire avant qu'après. Soyons juste ; la Dombes n'y perdait pas !

Toutefois le bailliage resta à Villefranche ; Trévoux devait attendre jusqu'en 1558 l'installation d'un bailli de Dombes.

Dans ses lettres d'Evreux, François I^{er} donnait à la chambre en dernier ressort le titre officiel de Cour de Parlement. Il y invitait son amé et féal, Jean du Peyrat, conseiller au dit Parlement et lieutenant général en la sénéchaussée de Lyon, à délivrer sous le *scel* de la chancellerie, dont il avait la garde, toutes les lettres de justice que prenaient et expédiaient les

(1) Autrefois l'année commençait à Pâques. Un édit de Charles IX, daté de Roussillon en Dauphiné, l'an 1564, en reporta le commencement au mois de janvier. Cette réforme ne ressortit son plein effet pour les différentes parties du royaume que depuis 1567. — L'année 1566 qui avait commencé le jour de Pâques, soit le 14 avril, se termina le 31 décembre, et ne compta par conséquent que huit mois et dix-sept jours. — D'où la nécessité pour éviter toute équivoque d'ajouter à l'indication de la date les mots « ancien style » ou « l'année prise à Pâques ».

autres chancelleries du royaume. La signature du greffier remplacerait le paraphe des secrétaires du roi. Ce sceau dont Sa Majesté engageait du Peyrat à user pour le plus grand profit des justiciables de Dombes, elle l'avait déjà remis au sénéchal André Bohier en instituant le Parlement. Quels scrupules avaient jusqu'alors retenu ces officiers, et nécessité les nouvelles déclarations du prince ? L'acte n'y fait pas allusion. Mais désormais l'écu surmonté de la couronne de France et accolé de deux F. couronnés, put s'apposer sans conteste avec la devise en exergue : *Sigillum Domini nostri Francorum regis pro supremo parlamento Dumbarum.*

Si les Dombistes se félicitaient de posséder une cour souveraine, ils ne la voulaient pas trop grande. On le vit bien lorsque François I^{er} pressé d'argent par ses longues guerres eût créé six offices de conseillers à la sénéchaussée de Lyon et à la conservation des foires. Il s'était avisé pour donner du lustre à la charge de leur octroyer par surcroît la séance au Parlement de Dombes. La protestation surgit immédiate, et l'on sut pour cette fois que le pays était trop petit et qu'il y avait fort peu d'affaires. Comme cela sert toujours de crier, des lettres patentes du 5 juillet 1544 supprimèrent les attributions parlementaires des six candidats (1). Ils reçurent en dédommagement de ceux qui désiraient se passer de leurs services le *quint* des sommes qu'ils avaient versées au trésor ; et ils se contentèrent des foires et de la sénéchaussée. Un seul d'entre eux, François de Villars, fut par la suite promu à la dignité de conseiller et reçu sans encombre dans cette assemblée sur le seuil de laquelle ses compagnons et lui étaient venus se heurter aux privilèges de Dombes (2).

(1) Ces six officiers étaient Louis Gayant, François de Villars, Guillaume Martin, Pierre Bouilloud, Pierre Grolier et Pierre Limandas.

(2) Il ne serait pas impossible que Pierre Bollioud qui figure comme avocat général dans l'énumération des officiers du Parlement faite en 1559, par le roi François II fût le même que Pierre Bouilloud dont les Dombistes ne voulaient pas. Cependant en dehors de cette analogie des deux noms, nous n'avons trouvé aucun argument qui permît de l'accoler à François de Villars.

Lorsque passa de vie à trépas le monarque qui avait créé le Parlement la première magistrature en était occupée par du Peyrat, l'ancien garde du scel. Depuis plus de vingt-cinq ans il exerçait à la sénéchaussée les fonctions de lieutenant général. Maintes fois cette qualité doublée du titre de conseiller l'avait mis en contact avec la Dombes. C'était lui qui le 24 juin 1542, avait assemblé à Trévoux les Etats pour leur demander au nom du Roi, le don gratuit de 10.000 livres; lui qui, le 29 août 1530, avait reçu mission de rétablir Louise de Savoie dans les domaines un moment restitués à Louise de Bourbon. Le procès-verbal de la séance du 6 novembre 1523, où furent enregistrés les lettres royaux qui instituaient le conseil en dernier ressort, portait la mention « Jean du Peyrat lieutenant général y séant ». Ce vétéran méritait bien la première place dans la Compagnie qu'il avait vu naître. On la lui donna en 1544, au décès de Jean Godon, et il la garda jusqu'aux environs du 17 janvier 1550, qui fut le jour qu'on l'enterra.

Henry II, cependant, était devenu roi de France; et, la nouvelle requête des Bourbon-Montpensier renvoyée à son procureur général, il restait seigneur de Dombes. La principauté s'empressa de lui en faire compliment, et par la même occasion lui exprima le vif désir de voir confirmer ses officiers et garantir ses privilèges. Henry le trouva bon. Il adressa de Fontainebleau aux gens du Parlement, aux gouverneurs, baillis, sénéchaux et élus de Lyonnais, Beaujolais, Mâconnais et Bresse, des lettres qui comblaient les vœux de « ses chers et bien-amez les manants et habitants de son pays de Dombes. »

Ces confirmations de privilèges n'étaient pas vaines écritures, et il n'y avait pas d'intérêt particulier qui tint contre les réclamations des bénéficiaires. Les six officiers de François I^{er} l'avaient éprouvé. Plus récemment un sieur Thomas du Toc, pourvu de l'office de tabellion dans la souveraineté, en suite d'une déclaration royale qui autorisait ces fonctions dans le royaume, dut plier bagage; car la Dombes « n'était pas du

royaume, et le nouvel office gênant la liberté des contractants se trouvait contraire aux franchises du pays. »

Quelques semaines avant sa mort, Jean du Peyrat avait dû invoquer une fois de plus en faveur de ses justiciables les droits spéciaux que leur reconnaissait le contrat royal. L'invitation était venue d'assembler les états et de leur demander 3302 livres 12 sols 9 deniers pour subvenir au paiement de la gendarmerie. De fait il fallait bien qu'on la soldât, et comme autrefois les villes fournissaient les vivres, tout naturellement le trésorier leur demandait en argent ce qu'elles ne procuraient plus en nature. Mais la Dombes, sauf le cas d'éminent péril de guerre, ne recevait point de garnison. Le premier président mourant avertit les trois ordres qui s'assemblèrent, et, député par eux, le seigneur de Messimy partit à la suite du conseil du Roi. Il montra les lettres patentes de 1523 et de 1543 ; on convint qu'elles créaient à la petite principauté une situation exceptionnelle, et Henri II déchargea les Dombistes des 3302 livres 12 sols.

Ce fut le nouveau président, Hugues Dupuy, qui reçut l'acte.

III

LE PARLEMENT ET LES PÉAGES

LA COMMISSION D'HENRY II. — MATHIEU DE VAUZELLES



LE Parlement vivait depuis près de vingt-cinq ans lorsque les réformes nécessitées par une institution fiscale florissante vinrent fournir une occasion de voir la place qu'il avait su se créer. Le trafic énorme dont Lyon se trouvait le centre avait fait des péages le revenu le plus fructueux des villes et des châtelainies dotées de ce droit de perception. La Dombes notamment favorisée par la Saône, artère principale du commerce entre Lyon et les produits de l'est et du centre, y trouvait un accroissement notable de ses finances.

En principe, rien de plus raisonnable que cet impôt. Le propriétaire d'un domaine créait des routes, les entretenait, y postait des tours et des gens de guet, ou bien il établissait des estacades sur la rivière, donnait la chasse aux malandrins. C'était de toute justice que les marchands, profitant de cette sécurité, indemnisassent celui qui la leur procurait à ses risques. Malheureusement les péages se multiplièrent sans que la route en devînt plus sûre, ni le cours d'eau plus navigable. La tentation s'expliquait si naturellement... Tel petit riverain

vivait à grand peine sur sa maigre châellenie d'une rente noble, de quelques *années* de blé, quelques *poinsons* de vin, d'un chétif droit de basse justice. Qu'il puisse percevoir un péage, et les tapisseries de haute lice de Rouen, la coutellerie de Châtelleraut, la mercerie de Caen, les épingles de Mantes, les cuivres d'Allemagne, les toiles de Saint-Gall, les laines de Hollande, en touchant à son ponton, sèmeront dans son escarcelle, à chaque voyage, autant de livres tournois que tout son domaine en une année. Sans doute le premier venu ne pouvait pas ainsi instituer un péage. Mais la guerre fournissait le meilleur des prétextes, et la guerre était fréquente.

Cette pléthore de péages, ces *exactions indues* comme on disait alors, — *exactions* n'étant, sans épithète, que le substantif du verbe *exiger* — ne constituaient point assurément le monopole de la Dombes. L'an 1546, François I^{er} avait dû mettre le hola à propos de la Seine, de la Somme « et autres fleuves descendant d'icelles ». Même avant lui, semblable édit émané de Louis XII avait reçu l'enregistrement des différentes Cours souveraines du royaume. Unè commission de Henry II, datée du 13 février 1547 (vieux style), investit spécialement le Parlement de Dombes de la connaissance en dernier ressort de tous les péages qui se levaient le long du Rhône, de la Saône et de l'Isère. Le roi citait entre autres les péages sur le sel « qui se tire contre mont » « lesquels sont en si grand nombre et si énormes que les marchands ni notre povre peuple ne les peuvent plus porter ». Cette mention faite d'une catégorie plus particulièrement vexatoire, l'édit frappait indistinctement de déchéance tous péages établis depuis moins de cent ans. Quant à ceux qui remontaient au delà de cette prescription centenaire, leurs propriétaires en devaient apporter les lettres, titres et renseignements par devant les gens du Parlement de Dombes commis et députés en cette partie.

La Commission royale revêtait pour la petite Compagnie

judiciaire une portée considérable : elle créait une nouvelle compétence et la lui attribuait. Car ce n'était point des péages de Dombes qu'il s'agissait seulement ; mais tout le cours du Rhône, de la Saône et de l'Isère allait relever de sa juridiction extraordinaire. Le Charolais, le Mâconnais, le Beaujolais, le Lyonnais, le Valentinois, le Dauphiné, une bande du Languedoc et de la Provence allaient s'incliner devant les arrêts souverains de cette Cour d'un infime ressort constituée en tribunal de revision des péages. On pouvait espérer qu'elle s'en acquitterait fermement. L'avocat du Roy au Parlement s'appelait alors Mathieu de Vauzelles, jurisconsulte sagace et magistrat énergique, pitoyable au menu peuple, intraitable avec les « arrançonneurs » de quelque influence ou de quelque richesse qu'ils disposassent. On l'avait vu juge-mage à Lyon contraindre les possesseurs de moulins à les retirer du Rhône où ils « gênaient le navigage ». « J'étais, dit-il lui-même, déterminé à poursuivre cette réformation ». — La susceptibilité des autres Parlements ne le lui permit pas.

Ils refusèrent de bailler les lettres de placet indispensables pour les exécutions sur leurs territoires. Soutenus par cette mauvaise volonté puissante, les péageurs qui ne relevaient pas de la Dombes s'abstinrent de soumettre leurs titres, et continuèrent leurs vexations en dépit de la commission royale et des magistrats qui en étaient dépositaires. L'avocat général tout d'abord tint tête à la coalition ; puis quand il vit, suivant son expression « ceux même qui avaient poursuivi la réforme, marchands et voituriers, se retirer tout refroidis, il laissa tout en désespoir. »

Mais c'était un rude chrétien, et la religion lui suggéra ce que ne pouvait plus lui inspirer l'amour de sa profession. Il jugea que s'il ne devait pas arriver à châtier les péageurs iniques, du moins c'était son devoir d'éclairer leurs tributaires sur l'étendue de leurs obligations et l'efficacité de leur résistance. Comme il le dit en son style d'honnête homme « il se

raisonna, et pendant les vacations des vendanges, étant à Millery, il se résolut à parfaire un petit traité des péages en langue vulgaire, afin que chacun entende ce qu'il doit payer, et de quelles marchandises, et pour retirer les péageurs à ce qu'ils ne fassent abus et exactions indûes. »

Cet ouvrage obtint un légitime succès. En 1550, Jean de Tournes le livra à la publicité sous ce titre : « *Traité des péages, composé par M. Mathieu de Vauzelles, docteur ès droits, avocat du Roy au Parlement de Dombes et sénéchaucée de Lyon.* » La préface qui suffit à peindre l'homme débutait ainsi : « L'auteur au lecteur bienveillant, salut. — A Dieu donc qui reçoit autant bienveillamment le moindre que le plus grand je présenterai ce mien petit opuscule non comme digne de la présence de sa divine Majesté, mais en très humble reconnaissance des infinies obligations que nous avons tous à sa miséricordieuse bonté, et mesmement qu'il m'a délivré d'une si longue et inconnue maladie où j'ai périclité l'espace de trois ans. Et pour le respect de laquelle grâce, me suis ingéré comme la moindre de ses créatures à mettre la main à ce petit travail mien, à la seule intention de retirer plusieurs de maintes exactions indûes et maints autres, qui sont les marchands, de se savoir garder de l'iniquité et malice des mauvais péageurs qui infectent et injurient les bons... Il te plaira, amy lecteur, excuser la débilitation de mes bras que la détention de ma longue maladie m'a laissée..., me confiant du tout à ce bon Dieu qui est vérité luy-mesme, le suppliant du meilleur de mon cœur être toujours mon protecteur et me préserver des lèvres iniques et mauvaises langues. » Les péageurs ont disparu, et l'on ne fait plus de ces préfaces.

La réformation dont le roi de France confiait la tâche « à ses amis et féaux les gens tenant sa Cour de Parlement de Dombes » n'eût pas été, à supposer qu'ils eussent pu s'y livrer, sans leur créer un sérieux souci. Force gens en effet — et non des moindres — levaient des péages qu'eût nécessairement ou supprimés ou fort réduits la réglementation très sage,

rude aux publicains, pitoyable au « povre peuple », dont les édits exigeaient la mise en pratique.

« Règle infailible et générale, écrivait Mathieu de Vauzelles, il est prohibé à tous princes, ducs, comtes, barons, communautés, de créer, établir, ni lever aucuns péages ni nouveaux subsides sur les fleuves et rivières navigables. Tous ceux qui entreprennent de lever péage sans congé et sans autorité du Roy doivent être exilés et bannis du royaume, et l'on doit procéder extraordinairement contre eux. »

Les marchands peuvent directement citer les péageurs devant les juges royaux qui seuls connaissent de ces questions à l'exclusion des seigneurs subalternes, de leurs châtelains et officiers. Grâce à cette dérogation aux règles ordinaires de compétence, la victime passe par dessus la tête d'un arbitre dont précisément les agents l'ont lésée, pour porter ses doléances à des tribunaux qui y fassent convenable accueil. Louis XII estimant même que la répression pouvait arriver trop tard, trouva meilleur de confier à ses sujets une arme préventive ; et par un curieux article 141 d'une de ses ordonnances, il permit aux marchands de se défendre des péageurs par leurs propres moyens. Mais comme, isolé, chacun d'eux eût couru le risque d'une infériorité redoutable, ils les engagea à faire bourse commune, et à prélever eux-mêmes sur leurs marchandises une cotisation pour parer au danger commun, originale application du principe de mutualité fort en vogue aujourd'hui, et dont l'ancienne France avait fait un si fécond emploi.

Il ne devait y avoir par province qu'un seul péage : tellement que si le Roi en érigeait un second sans faire mention du premier, cette érection serait considérée comme subreptice ; le procureur général et tout le pays auraient le droit de s'y opposer. — Le Roi pouvait créer des péages, mais pour bonne et juste cause, par exemple afin de subvenir aux dépenses de guerre ; la guerre venant à cesser, le péage devait être aboli.

Pour les péages dûment érigés un certain nombre de règles s'imposaient. Les publicains devaient avoir sur le port des tableaux publics portant la liste des marchandises sujettes aux droits et le taux de la perception, entretenir un homme en permanence sur le ponton afin que les voituriers sussent à qui parler. Le passant qui transportait sa provision, « le povre mercier qui porte sa tablette de peu de valeur ou le povre laboureur qui mène vendre un peu de bled, vin ou bois de son crû pour avoir quelques deniers à sa nécessité, » ne tombaient pas, — du moins la loi le voulait, — sous la griffe du péageur.

L'énumération des denrées sujettes à péage était entendue dans un sens restrictif. C'est ainsi que le titre autorisant à percevoir un droit sur les bêtes sans autre indication ne devait pas permettre d'y taxer « les oyes, poules, levraux et autres petites bestes encore qu'il y en eût gros nombre ». Exemption plus curieuse, les vivres destinés aux repas de fiançailles ou de mariages ne payaient pas péage, s'agit-il même « de gros brochets ou grosses carpes de Saône valant plus de vingt sols la pièce, et qu'envoient quérir à Lyon certains bourgeois de Vienne, Valence, Villefranche ». « Et à la vérité, conclut le bon avocat du Roy qui signale cette immunité, il faut favoriser aux noces et dépendances d'icelles ».

Il y avait des privilégiés que les péages n'atteignaient pas. Le Roi commençait la liste qui se terminait par les hôpitaux et les pauvres. « En notre Parlement de Dombes, disait Mathieu de Vauzelles, j'ai obtenu deux arrêts sur les péages pour notre hostel-Dieu ». L'un de ces arrêts, en date du 21 avril 1541 fixait la franchise à 100 *pipes* de vin, 100 *éminées* de blé, et 2 *batelées* de bois.

Puis venaient les légats et ambassadeurs pendant la durée de leur ambassade, les princes, chevaliers et capitaines allant vendre les produits de leurs fiefs, à condition qu'ils suivissent le métier des armes ; les *conseillers, advocats ou procureurs du Roy ès cours souveraines de ce royaume*, le secrétaire du Roi, les gouverneurs et présidents des provinces, leurs femmes

et leurs veuves, « les escholiers qui vont ou demeurent aux études ès universités », les Révérendissimes Cardinaux, Archevêques, Abbés, Prélats et tous gens d'église exerçant eux-mêmes leurs offices. Enfin en temps de famine tous les péages étaient suspendus, y compris ceux du Roi.

Telle était la théorie des Péages ; et sans doute de braves gens la pratiquaient. Malheureusement la plupart des propriétaires recouraient au déplorable système du bail à ferme. Or « s'il se trouve quelque homme diffamé, oisif, banquerottier, mauvais garçon, ce sont eux qui se mettent à tenir péage ». On juge de la pitié que devaient éprouver pareils individus pour le « povre mercier ». — « Dieu leur donne grâce de s'amender, écrivait Mathieu de Vauzelles, mais je ne crois pas qu'ils se puissent jamais sauver sans grande repentance et restitution. »

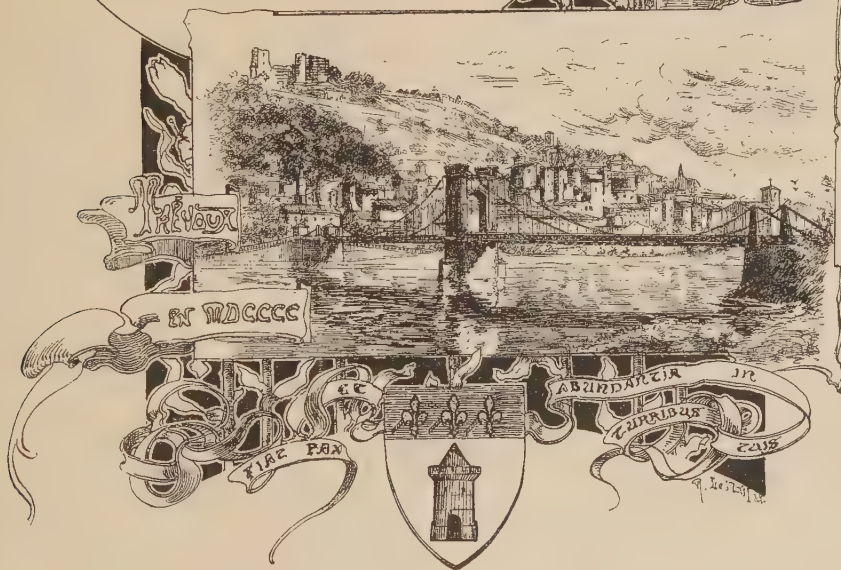
De fait ils volaient de leur mieux. Les uns négligeant d'afficher les tarifs, malgré les édits royaux, prélevaient ce que bon leur semblait. D'autres, contraints de produire les anciens tableaux, les falsifiaient, écrivaient *dix* où il y avait *deux*, au mot *livre* ajoutaient la mention de *poivre*, de *cannelle*, de *gingembre*, denrées très chères à cette époque. — Ils s'associaient vingt-cinq ou trente, et monopolisaient les péages afin de maintenir sûrement leurs taux. Parfois même, allant plus avant dans la voie du progrès, ils intéressaient secrètement à l'entreprise les consuls, échevins, magistrats. Ces publicains étaient des hommes de génie.

Mais ces combinaisons financières de haut vol n'épuisaient pas leur réserve de facultés inventives. Ils en gardaient pour des manœuvres plus modestes bien qu'aussi malhonnêtes. Témoin la mésaventure traditionnelle du marchand qui se présentait à un péage tenu par plusieurs fermiers. Chacun d'eux est de semaine à son tour mais ce n'est jamais celui dont le tour est venu qui se trouve au port. Cependant le voiturier appelle *Monsieur le Publicain*, et le prie « tête nue et jointes mains » de le *dépêcher*. — Impossible ! Le semainier seul pourrait le faire, et il est à quelques lieues de là. — Le voiturier se lamente ;

ses bateliers vont rester inactifs et leur salaire marche quand même ; sa marchandise ne gagne rien à séjourner sur l'eau ; la foire s'achèvera quand enfin il pourra débarquer ; le mauvais temps menace. Bref, tout le presse. Ce que voyant, le gentil compagnon consent, malgré qu'il ne soit pas de semaine, à remplir les formalités nécessaires ; mais cela vaut quelques politesses ; et le povre voiturier passe à la mercy de « l'arrançonneur ». Il n'y a point de meilleur parti. A la moindre protestation on attendrait le semainier.

Avec de tels fripons, les exemptions ne comptaient guère. Ils arrêtaient les ecclésiastiques les plus pauvres, et les contraignaient à payer. Une marchandise qui avait soldé les droits à l'aller, et que son propriétaire n'avait pas pu vendre, les acquittait encore au retour ; le bateau même comptait comme une marchandise. Les foires de Lyon « les plus belles et solennelles foires d'Europe » leur fournissaient un rendement énorme, en dépit du privilège de franchise concédé par les rois de France à toutes les nations sauf aux ennemis séculaires, les Anglais.

Contre toutes ces « exactions indûes » il y avait une coutume, des ordonnances, des édits solennellement enregistrés. Mais nul n'osait poursuivre les péageurs « de peur d'avoir procès contre tant de gros seigneurs ». Et le Parlement de Dombes qui avait reçu mission de redresser ces abus, et qui l'aurait pu faire hardiment, venait échouer contre la jalousie des autres Cours souveraines, contre l'intrigue puissante des *arrançonneurs* coalisés. Ce rôle grandiose lui échappait. — Mathieu de Vauzelles, avocat du Roy, avait largement rempli sa tâche, et son dernier conseil aux « malpiteux publicains » suffisait, s'il eût été suivi, à compenser beaucoup d'injustices : « Faut faire ce que disait Zachée : *Si quid defraudavi, do quadruplum.* »



IV

LE PARLEMENT ET LOUIS DE BOURBON-MONTPENSIER

L'ORDONNANCE DE CHAMPIGNY



1 les circonstances n'avaient pas permis au Parlement d'exercer cette exceptionnelle juridiction dont l'avait investi l'estime du roi, il lui restait du moins l'honneur d'en avoir été jugé digne, et sa considération s'en rehaussait aussi bien aux yeux de ses concitoyens qu'à ceux des autres corps du royaume avec lesquels surgissaient parfois des terrains de rencontre.

Cour de justice, arbitre et régulateur de l'impôt, mêlé par les missions individuelles de ses membres à tous les contrats qui pouvaient intéresser les droits de la souveraineté, il constituait désormais un rouage influent dans la vie de la province de Dombes. Le jour venait où la restitution de celle-ci à ses seigneurs naturels devait faire de lui l'organe essentiel, le porte-parole des décisions souveraines, et dans de graves éventualités le respectueux et ferme contradicteur des volontés qu'il était chargé de transmettre. Le Parlement de Dombes cessant de compter pour le douzième Parlement de France,

allait devenir — et ce n'était pas difficile — le premier de sa principauté.

Le 10 juillet 1559, en effet, Henri II était mort, laissant le trône à son fils François II, qui tranchait par la transaction de 1560 les longues difficultés pendantes entre la couronne et les héritiers du connétable : Louis de Bourbon-Montpensier reprenait les terres et seigneuries de Beaujolais et de Dombes, appartenances et dépendances. Ce n'avait pas été sans de minutieux débats, au cours desquels Maître Gilet Bourdin, procureur général au Parlement de Paris, contestait la souveraineté d'une partie de la Dombes. Après deux mois d'examen, les commissaires députés par Sa Majesté rejetèrent cette prétention ; et la reine mère, Catherine de Médicis, à qui son fils avait, huit ans auparavant, délaissé le pays et bailliage pour en jouir comme l'avait fait Louise de Savoie, céda la place.

Le nouveau seigneur de Dombes, fort des lettres royaux (1), chargea ses amés et féaux François de Saint-Hilaire, écuyer, et Etienne Fergeon, de se transporter dans ses terres pour en prendre possession, et recevoir en son nom le serment des officiers de justice. Il avait été stipulé que sauf le cas de forfaiture aucun des titulaires de charges pourvues par le roi ne pourrait être destitué. Les commissaires vinrent à Lyon et s'en furent quérir le lieutenant général de la sénéchaussée, Jean du Fournel, conseiller — cela va sans dire — au Parlement de Dombes. Mais ce n'était point à ce dernier titre que s'adressaient les arrivants. Il leur fallait le fonctionnaire tenant ses pouvoirs *du Roy* et faisant métier de parler au nom de la Couronne afin de dessaisir solennellement son maître et d'investir le leur.

Du Fournel, le 6 mars, se présentait à Villefranche, et

(1) François II avait donné ses lettres patentes le jour même de la transaction — 27 novembre — ; mais il tomba brusquement malade le surlendemain, et mourut au bout de six jours — 4 décembre. — Charles IX octroya de nouvelles lettres le 17 décembre. Ce furent celles que l'on enregistra.

le 7 à Trévoux. Trois officiers du Parlement l'accompagnaient, Néry de Torvéon, Toussaint Charreton, et le greffier André Perret. On les reçut en grande pompe, enseignes déployées et tambour battant. Villes et châtelainies avaient envoyé leurs députés qui se félicitèrent — suivant l'usage — de changer de prince, et prièrent les deux mandataires de faire confirmer leurs privilèges et leurs officiers. Messieurs de Saint-Hilaire et Fergeon le promirent, prirent le serment des deux conseillers et du greffier, et leur remirent tous les actes dont il avait été donné lecture afin que l'enregistrement s'en suive. Du Fournel ne prêta pas serment avec ses collègues : la personnalité du conseiller disparaissait ce jour-là devant les fonctions du lieutenant royal.

Le 20 mars, le Parlement, ouï Maître Mathieu de Vauzelles en ses réquisitions, enregistra la procédure de transfert et l'acte de 1560. Les différences notables qui distinguaient l'une de l'autre les deux provinces retrocédées à Louis de Bourbon s'accusaient dans la transaction en termes caractéristiques. Tandis qu'une minutieuse énumération détaillait les droits du prince sur le Beaujolais et ses justices, la justice de Dombes qui comptait un Parlement n'était pas même mentionnée. « Dudit pays de Beaujolais, portait la rédaction royale, jouira le dit duc en tout droit de justice haute, moyenne et basse, fruits, profits, émoluments des greffiers, amendes, et autres droits de l'exercice de justice... », — tandis qu'elle disait sommairement : « Pour le regard du pays de Dombes entend le Seigneur Roy que le dit duc et ses successeurs jouissent de tous droits de *souveraineté*. » Ce seul mot comprenait assez de prérogatives pour qu'on ne s'arrêtât pas à les préciser. La Dombes était au duc. Qu'il y entretînt un Parlement, ou qu'il lui plût de le supprimer, qu'il eût un bailliage ou des juges d'appel, nul n'avait à lui en demander compte. — Le Beaujolais, lui, relevait du royaume. Aussi l'acte continuait-il à son propos : « Et sera la justice administrée sous le nom et titre du Roy, par officiers qui seront par lui pourvus. » La

présentation en demeurait au duc, à charge de payer les gages.

Henri II avait, deux ans plutôt, brisé la dernière entrave qui depuis la séparation de 1543 liât les Dombistes à leurs voisins du Beaujolais : le bailliage. Sis à Villefranche, il fallait qu'en violation de leurs privilèges, ils allassent y chercher la justice. — Or le 13 octobre 1548, la Cour avait enregistré les lettres par lesquelles le monarque établissait à Trévoux un bailliage de Dombes qu'il composait d'un lieutenant général civil et criminel, d'un lieutenant particulier, d'un procureur et d'un avocat du roi (1). Il n'y avait plus de point de contact.

Le bailliage était tribunal de première instance et juridiction de second degré pour les décisions des châtelainies et des petites justices seigneuriales (2). Ses sentences allaient ensuite par devant un magistrat dit juge d'appeaux, que Louis

(1) D'après Aubret, le premier magistrat pourvu fut un nommé Cayrel ; mais le bailly de Villefranche, Jean Gaspard, sut indisposer contre le nouveau promu les habitants de Thoissey et des châtelainies voisines. Comme en même temps il offrait de venir se fixer à Trévoux et de rembourser Cayrel, le Parlement le maintint dans son office. Les autres charges furent achetées par d'autres officiers du Beaujolais, et le personnel ne changea guère. Mais du moins le greffe se trouva à portée des gens de Dombes et les audiences se tinrent dans leur capitale.

(2) La justice, sous le règne des premiers princes de Dombes était administrée par un seul juge qui résidait dans la capitale de chaque seigneur, à Beugé, à Villars. Les appellations relevaient par devant le souverain jugeant à la tête de son conseil composé de quelques Ecclésiastiques, Gentilshommes, et Docteurs en droit. Les sires de Villars avaient en outre un *baillif* dans leurs terres de Villars pour la part de Dombes. — Un gentilhomme, gouverneur d'un château-fort et de plusieurs paroisses groupées sous sa protection réglait la police et les impositions : on l'appelait *capitaine* ou *châtelain*. Par la suite, ces gentilshommes qu'absorbait le métier des armes abandonnèrent ces fonctions entre les mains de substituts qu'ils se choisirent autant que faire se put « clercs et gradués en droit » ; les dits substituts au courant des formalités judiciaires reçurent peu à peu attribution de compétence pour des sommes minimes et ajoutèrent aux fonctions auxquelles on les avait commis le titre de châtelains que cessèrent de porter les anciens capitaines.

Il y avait en Dombes 12 châtelainies : Trévoux, Beauregard, Montmerle, Thoissey, le Châtelard, Lent, Chalamont, Ambérieu et Villeneuve ; — ces neuf dites royales parce que le souverain y investissait lui-même les officiers — Saint-Trivier, Lignieu, et Baneins — appelées seigneuriales parce que les offices y étaient à la nomination du seigneur.

de Bourbon supprima « comme une occasion de fuite aux plaideurs et de travail aux gens de bien. » Une ORDONNANCE DE CHAMPIGNY contenait cette abolition.

Ce n'était pas la seule mesure qui dans cet édit manifestât les hautes qualités du prince et sa sollicitude pour ses sujets. Il réalisait encore l'excellente réforme de la réunion au bailliage de toutes les justices qui en étaient distraites « en sorte que par cy-après n'y ait que deux seuls degrés de juridiction, sinon pour urgente cause et soulagement de nos sujets qui se trouveraient trop loin du siège principal. » Il déclarait que toutes les appellations, civiles et criminelles, seraient *relevées en la Cour de parlement, et que ladite Cour se tiendrait désormais deux fois l'année par forme d'échiquier et de grands jours ès la dite ville de Trévoux*, tout en continuant ses séances ordinaires à Lyon par territoire accordé. La présence de cinq conseillers pour le moins était exigée aux audiences à peine de nullité des arrêts. A la fin de ce paragraphe consacré aux réformes d'ordre judiciaire, le prince annonçait sa résolution de publier un règlement général « *pour l'abréviation des procès et formes de justice.* » Les belles ordonnances de 1581 devaient tenir la parole ducale.

Passant aux questions politiques, l'édit constatait que les gens du tiers état faisaient souvent des assemblées où ne figuraient ni les ecclésiastiques ni les nobles, et il interdisait à aucun des trois ordres de lancer des convocations sans y comprendre les deux autres. Il arrivait même, paraît-il, que lesdites assemblées fussent provoquées par d'avisés compères « *désirant faire voyage aux dépens de nos sujets;* » car les frais de déplacement s'imposaient sur l'habitant, « *et c'est toujours à la grand'foule des povres gens qui n'ont moyen d'y contredire* ». Or Louis de Bourbon n'entendait pas que l'on foulât son menu peuple. Il prévint que pour tenir une assemblée, il en faudrait demander la permission soit à lui-même soit à son Parlement, et que les contre-

venants s'exposeraient aux peines de la rébellion. Quant aux moyens d'en régler les dépenses, nulle somme supérieure à cent livres ne pouvait être imposée sans son autorisation spéciale revêtue de sa signature.

Cette ferme prévoyance, le bon duc allait avoir besoin d'en témoigner en présence d'ennemis redoutables de son peuple et de lui-même, les huguenots. Tandis que des chefs de bandes féroces, comme Poncenat et des Adrets, massacraient les paysans et leur clergé, que des créatures de Catherine de Médicis, comme le comte de Sault, gouverneur de Lyon, travaillaient à leur assurer dans la grande ville un champ d'expériences plus fructueux (1), les zéloteurs d'outre-frontière inondaient le pays de pamphlets contre la religion catholique. En Dombes le peuple fort attaché au culte de ses pères, et paisible au point d'en être indolent, ne semblait pas disposé à goûter les théories nouvelles et leurs procédés d'application. Il allait s'apercevoir que les sectateurs du libre examen ne se souciaient pas de son avis.

Par bonheur les Dombistes avaient leur duc, et le duc ne

(1) La ville de Lyon, surprise une première fois par les huguenots, à l'issue de la foire d'août, avait été sauvée par la promptitude du gouverneur Messire Antoine d'Albon, qui depuis ce coup de force montait bonne garde. Cela ne faisait pas l'affaire des « *remueurs de ménage* ». Ils intriguèrent si bien auprès de la reine mère que le vaillant abbé de Savigny fut relevé de ses fonctions et remplacé par François d'Agoult, comte de Sault, « le mondain, dit Rubys, qui le mieux sçavait dissimuler que l'on eût pu trouver en toute la cour. » — A maintes reprises les notables l'avaient averti du danger que courait la ville ; et il en riait. Un jour vint enfin où les préparatifs des huguenots furent poussés si loin qu'il n'y eut plus de doute sur l'imminence d'une attaque. Néry de Torvéon, lieutenant général en la sénéchaussée et au présidial de Lyon, conseiller au parlement de Dombes, se présenta chez le gouverneur avec une députation, et lui fit en détail le plan de la conjuration. A quoi le sieur de Sault répondit goguenard qu'il empêcherait bien les catholiques d'avoir mal s'il ne pouvait les empêcher d'avoir peur. Et le soir du même jour, mercredi, 30 avril 1562, les huguenots ouvrirent les portes de Lyon au baron des Adrets.

Après ce fait d'armes, le comte de Sault qui, pendant son gouvernement, « oyait la messe à deux genoux et se confessait au tant renommé frère Ropitel tenu pour le fléau de Calvin », s'abstint de ces manifestations papistes et mourut à la bataille de Saint-Denis, dans les rangs de l'armée protestante. (Cf. RUBYS, *Hist. de Lyon*. Ch. 58-59.)

laisserait pas de gâté de cœur implanter chez lui la guerre civile. Son premier acte d'autorité après sa mise en possession de la province avait été de faire arrêter vingt ballots de livres hérétiques que les Genevois expédiaient sur sept mulets. Le Parlement, saisi du fait, avait commis pour examiner cette denrée malfaisante, Nicolas de Langes, « le plus ancien officier qui maniât le gantelet de justice » et deux chanoines de Trévoux, docteurs en droit canonique, Jean de la Colonges et Pierre Mosnier. L'hérésie des livres constatée, la Cour, par arrêt du 7 juin 1561, ordonna qu'ils fussent brûlés. Puis assumant une autorité tout à la fois législative et politique, elle défendit de transporter ni débiter aucun livre hérétique, et décréta la peine de mort contre qui s'en rendrait coupable.

Le prince pensait comme son Parlement ; et pour préserver ses bons et fidèles sujets « des damnables, réprouvées et nouvelles sectes qui commencent à pulluler en beaucoup d'autres lieux », il édictait dans son ordonnance de Champigny la même peine « contre tous séducteurs luthériens, faisant prêches, conventicules et assemblées illicites. Pour autant que telles damnables hérésies pullulent ordinairement par la communication des livres contenant la doctrine d'icelles, qui se transportent et se baillent par les porte-paniers » les colporteurs de ces libelles étaient punis du fouet et du bannissement, et en cas de rupture de ban et de récidive, de la mort.

L'événement prouva que ces mesures étaient sages. Les huguenots purent bien s'emparer de Trévoux et en ruiner la tour, mettre le siège devant quelques châtelainies et piller des églises. La Dombes resta catholique, et dès que sa noblesse, dont une bonne part combattait déjà dans les armées royales, eut pu se réunir, et sous les ordres du gouverneur, soutenue par le Parlement, jeter dehors l'envahisseur, elle retrouva l'exercice paisible de son culte dont elle n'avait à aucun moment abandonné la tradition.

Du reste ces mesures énergiques une fois prises, le duc se

proposa d'autres remèdes. Il voulut « que tous les abbés, prieurs, vicaires et curez dudit pays résidassent en leurs bénéfices, pour y prêcher et instruire, faute de quoi leurs revenus seraient saisis pour être le tout employé en aumônes et choses pies, sans en mettre un seul denier à son profit et utilité privée. » Exiger de ses sujets ecclésiastiques l'assiduité à leurs fonctions, aviver dans l'âme du peuple l'intelligence de la vraie religion, c'était couper l'herbe sous le pied des soi-disant réformateurs.

Au triple point de vue qu'elle avait envisagé, judiciaire, politique et religieux, l'ordonnance de Champigny fut donc une œuvre de haute portée.

V

LE PARLEMENT ET LA DÉFENSE RELIGIEUSE



PENDANT les calvinistes s'étaient emparés de Lyon, et le Parlement avait été dispersé. Ses membres, « tous bons catholiques », dit Aubret, avaient dû chercher asile dans les villes du duc de Savoie, et l'année 1562 n'offre pas trace d'acte de justice émané de la Cour souveraine. L'édit de pacifica-

tion octroyé par Catherine de Médicis aux protestants que les armées royales venaient de vaincre permit aux catholiques lyonnais de rentrer chez eux et au Parlement de rétablir ses séances. Ce fut lui qui soutint la campagne de résistance aux entreprises des huguenots, pendant que Louis de Bourbon, en grande estime près du roi, guerroyait de Bourges à la Rochelle.

Le 1^{er} juillet 1563, sur l'invitation des gentilshommes et du tiers-état, le premier président, Jean du Fournel, surintendant des affaires du prince, avait, au nom de Son Excellence, reconnu comme gouverneur de Dombes Claude Champier, seigneur de la Bâtie. C'était un convaincu, actif et brave, de plus fort respectueux de l'autorité de la Compagnie. A eux deux, le soldat et le Parlement, ils menèrent énergiquement la lutte et gênèrent fort les perturbateurs.

Quelques seigneurs étaient passés à la réforme. On citait notamment les sieurs de Chazelles, de la Colonges, de Challes, de Tavernost, d'Amarins. En attendant qu'ils redevinssent catholiques, ils se permettaient des fantaisies irritantes à l'égard de leurs anciens coreligionnaires. C'est ainsi qu'au mois de janvier, ils avaient envahi l'église de Saint-Trivier, renversé les autels, lacéré les livres, brisé les statues, et — par zèle uniquement ! — dérobé les vases sacrés et les ornements de valeur. Champier courut à Lyon informer de ces violences Messieurs du Parlement. Ils déclarèrent qu'il fallait réparer les autels et racheter les ornements nécessaires à l'exercice du culte dans le sanctuaire dévasté. Puis ils lui donnèrent mandat de lever à petit bruit une trentaine d'arquebusiers pour opposer aux vandales d'autres contradicteurs que le sacristain.

Quinze jours après, le gouverneur était au lit, malade, en son château de la Bâtie, quand trois gentilshommes huguenots, escortés de gens armés, s'emparent des issues, et font irruption dans sa chambre. Ils l'insultent, jurent de tailler en pièces les garnisons qu'il installera, parlent de jeter en Dombes 10.000 hommes de troupe, crient que tous les officiers de la souveraineté méritent d'être pendus et qu'ils ne veulent plus de Parlement. Là dessus ils se retirent et s'en vont brûler la maison de l'enquêteur qui avait informé contre un sieur Moine, de la religion dite réformée. — A Chalamont le pauvre prédicateur faisait savoir qu'il ne pouvait pas prêcher sans soldats pour garder l'église, car les protestants le menaçaient de le rouer de coups.

M. de la Bâtie dressa de ces faits un procès verbal qu'il envoya au prince et au Parlement. Celui-ci, réuni le même jour, commit séance tenante M^e Catherin Charnu, notaire, pour informer. L'enquête commença le 6 avril, et par arrêt du 16, les sieurs de Chazelles, Jean de la Colonges, Philibert et Lyonet de Challes furent décrétés de prise de corps. En même temps le conseiller Toussaint Charreton avisait Louis

de Bourbon de la nécessité de châtier les perturbateurs. Avant que la réponse eût pu parvenir, ceux-ci recommençaient et revenaient au château de la Bâtie braver le gouverneur et arrêter un de ses capitaines.

La veille de la Saint-Michel, 1567, le seigneur de Loise, aidé d'une bande calviniste où figuraient Tavernost et plusieurs gentilshommes de Dombes, surprit Mâcon dont il se fit un camp retranché (1). De là les incursions dans la souveraineté devenaient imminentes ; Champier convoqua les états et leur exposa le péril. Il faut croire que ce péril était grand, car les députés, qui d'ordinaire multipliaient les restrictions et les réserves à chaque levée d'hommes ou d'impôts, offrirent unanimement au gouverneur leur plein concours. Le doyen du chapitre de Trévoux, au nom du clergé, se déclara prêt à supporter les contributions jugées nécessaires ; le baron de Saint-Trivier, pour la noblesse, demanda simplement quel était le lieu de rendez-vous ; et le tiers-état, par la bouche d'Hugues Dufour, offrit malgré ses privilèges de fournir 100 arquebusiers.

Informé, le prince approuva tout. M. de Champier voulut en outre l'opinion du Parlement ; *il le requit et supplia d'adviser avec lui aux moyens de rompre les embûches de ses ennemis*, demandant s'il devait faire publier les lettres ducales et continuer à lever l'arrière ban. La Cour répondit que la publication des lettres lui semblait inopportune, et qu'elle l'engageait à disposer à son entendement des forces du pays.

La Compagnie ne borna pas son rôle à rédiger des consultations à l'usage du gouverneur. Elle se sentait investie depuis le nouveau règne d'une mission politique que la gravité des événements rendait plus large et plus indispen-

(1) La trop grande hâte du sieur de Loise et de sa bande fit avorter le complot préparé pour le lendemain contre les autres principales villes du royaume. A Lyon ce fut un boucher qui bride abattue accourut de Mâcon sur une solide jument donner l'alarme.

sable. Elle n'en esquivait point la responsabilité. Le 7^e jour de janvier de l'an 1568, dans cette pièce « blanchie à blanc de pinceau » qui suffisait à l'apparat de la plus haute magistrature d'une principauté du xvi^e siècle, la Cour « considérant que malgré les édits rendus contre tous sectateurs des nouvelles et réprouvées doctrines, aucuns des habitants tenant fiefs nobles et biens roturiers, se dévoyant de la dite religion catholique et fidèle subjection de Monseigneur, ont non seulement fait exercice de la nouvelle religion prétendue réformée, mais aussi se sont élevés en armes, ont assisté à des assemblées illicites, porté arquebuses, pistolles et pistoletz, aydé et favorisé les entreprises et rebellions commises au préjudice de l'état et repos public dudit pays... attendu la notoriété des attentats, entreprises et contraventions ès édits et ordonnances susdites » dit et déclara « tous les susdits, leurs adhérents et leurs complices... être criminels de lèse-majesté, envieux et perturbateurs du repos et état dudit pays, enjoignant au baillif de Dombes ou son lieutenant de diligemment informer et procéder à l'encontre d'eux par prise et emprisonnement de leurs personnes, saisie et annotation de tous et chacuns de leurs biens, meubles et immeubles, défendant ladite Cour à tous receveurs, fermiers, et autres de leur bailler, payer, ni délivrer aucuns deniers, rente et redevance... faisant en outre défense à tous d'achepter ou faire achepter à ceux qui se seront devoyés de la sainte religion catholique, apostolique et romaine, et auront commis les cas et crimes dessus dits sous peine de nullité des dites venditions et de punitions corporelles. »

De Troyes, Louis de Bourbon envoya des lettres patentes pour faire savoir à son Parlement qu'il louait son énergique intervention; on les publia dans la souveraineté, et le gouverneur assisté du lieutenant général au bailliage fit saisir les biens de rebelles et de leurs complices. Entre temps le sinistre Poncenat s'était offert le divertissement de brûler l'abbaye de Belleville fondée par la famille de Bourbon.

A l'exemple de ce bandit qui était du Bourbonnais et qui se préoccupait si charitablement de convertir la Dombes, le duc des Deux Ponts accourait d'Allemagne, traînant à sa suite une armée de reîtres qui daignaient entreprendre de réformer en France la religion et bien des choses avec. Le fermier du péage de Belleville constata pour son compte que cet Allemand trop zélé réformait — faute de mieux — la navigation de la Saône. Ses troupes en effet, qui campaient en Franche-Comté, cherchaient à franchir la rivière, et pour éviter de leur en fournir les moyens, les gouverneurs des villes riveraines durent arrêter tous les bateaux depuis Lyon jusqu'à Gray; ce qui réduisit fort le trafic des années 1567, 1568 et 1569. Seulement, comme les fermiers tenaient à ne pas le constater seuls, il fallut qu'après enquête un conseil se réunît à Villefranche pour statuer sur la demande de réduction. Claude Baronnat qui avait en 1568 recueilli la succession de du Fournel à la présidence du Parlement y assista; les publicains obtinrent une diminution d'un quart sur la première année et de 400 livres sur chacune des deux autres. —

Cependant la détestable politique de Catherine de Médicis valait aux huguenots la paix de Saint-Germain-en-Laye qui devait accroître leur audace, et malheureusement aussi leur assurer par de téméraires concessions de places fortes les moyens de continuer la lutte. Louis de Bourbon-Montpensier, pair de France et souverain de Dombes n'apposa pas sa signature sur cet acte néfaste. « *Il a plu au Roy mon seigneur, écrivait-il à son Parlement, faire en faveur de ses sujets, qui s'étaient tant oubliés de leurs devoirs que de prendre les armes contre son autorité, un édit de pacification.* » Sous la résignation de cette formule perçait la tristesse du soldat qui depuis dix ans avait livré tant d'assauts contre les places protestantes, et qui les voyait restituer avec des excuses à ceux qu'il en avait si péniblement délogés. Ses griefs contre l'hérésie n'étaient, hélas ! pas seulement ceux

de la France, et son amour paternel lui gardait le ressentiment des déchirements et du déshonneur de sa famille. Deux de ses filles s'étaient faites calvinistes : l'aînée, Françoise, mariée à Robert de la Mark, et la troisième, Charlotte, abbesse de Saint-Jouarre (1), défroquée après quatorze ans de vœux monastiques.

Or si le sujet loyal se soumettait sans murmures aux volontés du roi, le souverain de Dombes restait le maître chez soi. Aussi la lettre au Parlement continuait-elle en ces termes : « *Nous n'entendons pas ledit édit de pacification avoir aucun lieu en notre souveraineté; et tant qu'il plaira à Dieu nous conserver en vie, nous espérons par sa grâce et bonté ne souffrir et tolérer jamais au dit Dombes aucune personne faisant profession d'autre religion que celle que nous et nos prédécesseurs avons tenue qui est la catholique et romaine. A Paris, ce troisième d'octobre 1570* (2). » En foi de quoi le parlement resta sur la brèche.

Un édit du 2 avril 1571 prescrivit aux vassaux de Dombes, qui voudraient envoyer leurs enfants étudier hors de la souveraineté, d'informer le gouverneur ou le Parlement de l'endroit où ils le désireraient faire; et défendit de les laisser aller dans des localités fréquentées par les hérétiques. Car ceux-ci, entravés en Dombes s'en dédommageaient aux alentours où ils multipliaient les prêches; et le prince n'entendait pas

(1) L'abbesse défroquée épousa Guillaume de Nassau, prince d'Orange, veuf pour la seconde fois. Elle mourut hérétique. Une de ses filles, pour expier la faute maternelle, entra à l'abbaye de Sainte-Croix de Poitiers où elle devint prieure, et qu'elle édifia de ses vertus. —

(2) Le cas de Louis de Bourbon-Montpensier n'était pas isolé. Parmi les princes souverains qui refusaient d'étendre à leurs sujets les clauses de pacification on peut citer Charles III, duc de Lorraine et de Barrois, qui par son ordonnance de 1572 excluait les calvinistes de ses états. Après l'édit de Nantes, quelques-uns de ceux-ci voulurent s'établir dans le Barrois, à Villers-le-Sec. Comme les habitants s'y opposaient, le Parlement de Paris autorisa les « religieux » à les assigner en exécution de l'édit. Mais le duc de Bar dont cet arrêt lésait les droits législatifs se pourvut auprès du roi; et il en obtint le 9 septembre 1623 la décharge des assignations portées contre ses gens. — Là comme en Dombes, les protestants durent donc battre en retraite devant la volonté souveraine du prince.

que l'erreur dont il s'efforçait si jalousement de préserver ses sujets leur fût distribuée à quelques mètres de ses limites. L'enregistrement stipula que la Cour seule, à l'exclusion de tous autres juges même le gouverneur, connaîtrait des contraventions à cet édit. C'était en effet tout à la fois un règlement de police et une mesure de défense religieuse; et le Parlement — de nombreux arrêts en étayaient la jurisprudence — gardait comme assemblée souveraine le privilège de résoudre en premier et dernier ressort toute question classée sous l'une ou l'autre de ces deux étiquettes.

La traite des blés lui fournit une nouvelle occasion de consacrer cette compétence. C'était une matière qui de tout temps provoquait une réglementation minutieuse par crainte des famines alors si redoutables. Cette année les précautions administratives se doublaient d'une question religieuse. Le duc de Montpensier pour empêcher le ravitaillement des bandes huguenotes avait donné l'ordre au gouverneur de ne leur laisser prendre aucun grain dans la souveraineté. Or il advint que des marchands de Lyon voulurent en acheter, — intention très naturelle puisque le blé constituait la grande récolte de Dombes, tandis que le Lyonnais peuplé d'une centaine de mille âmes n'en eût pas, au dire de Mathieu de Vauzelles, produit pour plus de deux mois. — Mais la Bâtie ne connaissait que la consigne. Il défendit le marché; et toujours déférent envers le Parlement il lui adressa les acheteurs. Ceux-ci comparurent à l'audience où le gouverneur assistait. On s'informa s'ils étaient catholiques; ils en prêtèrent serment; et la Cour leur permit de négocier leurs achats, mais seulement pour Lyon, en payant les péages accoutumés.

M. de la Bâtie persévéra dans cette habitude de consulter les premiers magistrats de Dombes. Au commencement de 1573, le siège de la Rochelle vint donner aux huguenots un nouveau prétexte de désordres, et l'on put craindre que le contre-coup n'en arrivât à la province toujours fort mal entourée. Le gouverneur aussitôt d'aller trouver le Parlement; de

lui demander conseil et de délibérer avec lui. On arrêta les mesures pressantes : la Cour enjoignit directement au capitaine de Thoissey de faire le guet et la garde pour éviter un coup de force.

Cet ordre direct ressemblait bien à un empiètement sur les attributions du gouverneur ; et vingt ans plus tôt le Parlement n'eût pas eu l'autorité voulue pour le risquer. Mais son influence avait grandi ; et l'autre y prêtait spontanément les mains trop heureux de ne pas porter seul une responsabilité que ses nombreux ennemis se chageaient de rendre effective.

C'est ainsi que récemment ils avaient dressé contre lui un acte d'accusation haineux dont ils avaient saisi le Parlement ; et il avait fallu que le prince intervînt pour couvrir les actes de son féal représentant. Pourtant parmi ses détracteurs, il s'en trouvait qui eussent eu fort à faire d'examiner leur propre conscience. Tel ce Lyonet ou Sermet de Challes (1), jadis protestant, qu'un arrêt de la Cour avait décrété de prise de corps lorsqu'il insultait et menaçait le gouverneur malade au château de la Bâtie, et qui devait, le 23 juillet 1580, convaincu de détrousser et d'assassiner les passants, finir entre les mains du maître de la haute justice, en la bonne ville de Trévoux (2). Un autre dénonciateur, également très animé, Monsieur de Ponceton, acquit par la suite l'office de bailli de Dombes, où il eut des mésaventures... Bref, M. de Champier, à tout hasard, aimait mieux s'assurer des intentions du Parlement. Il écrivait encore le 19 juin 1575 à *Monseigneur de Langes, lieutenant général en la sénéchaussée et président de Dombes* : « *Ceux qui sont de la partie* (les huguenots) *délibèrent surprendre Trévolz pour y faire un pont et y passer leurs forces qui viennent du côté de Montbéliard... Serait bon*

(1) Jean de Challes, son père, avait épousé en secondes noces une dame Paluat, fille d'un avocat de Bourg qui lui apporta une dot de 1.200 écus d'or ; c'est de ce second mariage qu'était issu Lyonet de Challes. —

(2) Sa tête, mise sur un pilier de bois, fut exposée au-dessus de la porte Saint-Bernard. Quant à ses domestiques et complices, mieux avisés, ils furent simplement exécutés par effigie, « *pendus en fantosme.* »

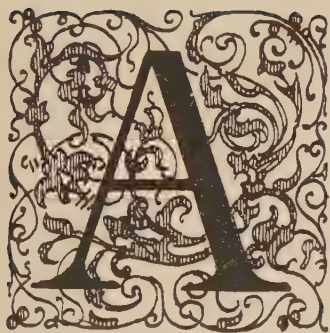
assembler le ban et arrière ban... Faut oster tous les bateaux depuis Mâcon... Et vous prie donner cet advis à Monseigneur le gouverneur (de Lyon), et à Messieurs de la Cour pour m'envoyer leur advis. — De Genollieu sur la Saône, à la haste. Votre humble cousin et serviable amy, Champier. »

Le parlement répondit par un arrêt du 4 mars, qui prescrivait le guet et la garde aux habitants des villes et châtellenies menacées. Le 1^{er} juillet, nouvelles lettres du gouverneur, et nouvelle délibération de la Cour qui ordonne la levée du ban et de l'arrière ban, la réunion des états, et décide d'avertir le prince des mesures que les circonstances imposent. Le même jour elle déclara conférer au gouverneur tous pouvoirs pour agir en vue de la défense de la souveraineté ; puis au bout de quelques semaines, trouvant qu'il n'allait pas assez vite, elle s'en mêla ; ordonna la réparation des murailles de Thoissey et punit de cinq livres d'amende quiconque défailirait au guet. C'était le Parlement qui gouvernait.



VI

LES ORDONNANCES DE DOMBES
LE COMMENTAIRE DE JÉRÔME DE CHATILLON
PROCÉDURE CIVILE ET CRIMINELLE



TRAVERS sièges et batailles, Louis de Bourbon gardait le souci des réformes judiciaires. Ni son gouvernement de Bretagne, ni les missions de confiance dont l'investissaient les rois, ni la guerre qui faisait le fond de son existence ne détournaient le vaillant capitaine de Jarnac et de Moncontour

du rêve qu'il avait caressé vingt ans : édicter un règlement général et abrégé cette procédure « *qui tant vexait et travaillait son povre peuple.* » Déjà l'édit de Champigny en avait, en 1561, apporté la promesse, et, maintes fois depuis, le Parlement avait reçu la confiance de ces volontés princières.

Le 18 octobre 1572, une lettre de cachet venait encore enjoindre à la Cour de s'assembler pour restreindre les formalités de justice, en taxer les frais, et remettre au *Conseil privé* un mémoire auquel le prince donnerait une consécration légale.

Le Conseil privé siégeait près du prince ; on l'appelait aussi conseil souverain. Il s'occupait des cas politiques ou administratifs trop délicats pour qu'on en voulût déléguer l'étude à

des pouvoirs gravitant hors de l'immédiate influence *du pouvoir*. Quelques-uns des officiers du Parlement y trouvaient place. Le prince recrutait les autres membres parmi les gentilshommes ou les gens de robe les plus actifs de son État, — à moins qu'il ne les empruntât au royaume, ce qui bien souvent n'était pas pour le faire hésiter ! — L'importance numérique du Conseil varia, pour atteindre enfin son apogée sous le duc du Maine, avec douze conseillers que présidait le chancelier de Dombes. Une des sections, plus spécialement peut-être appelée Conseil *privé*, connaissait des questions judiciaires : affaires sujettes à évocation, pourvoi contre les arrêts de la Cour souveraine, etc.

Telle était l'assemblée à laquelle le Parlement remit le mémoire demandé. Il fut la base du code de 1581, édicté sous le nom d'ORDONNANCES DE DOMBES, monument remarquable qui constitua pendant deux siècles le droit de la souveraineté, et dont la rigide équité, la minutieuse prévoyance honorent ensemble le prince qui l'inspira et les jurisconsultes qui le préparèrent.

L'édit qui les rendait exécutoires était signé ; elles n'attendaient plus que la ratification traditionnelle du Parlement, quand mourut, à Champigny, le 23 septembre 1582, le bon duc de Montpensier dont elles couronnaient dignement le noble règne. Son fils, François de Bourbon, les promulgua, et par un sentiment de piété filiale, qui d'ailleurs affirmait un point d'histoire, il voulut que son acte ne fût que l'approbation pure et simple du travail érigé par son père. Et les ordonnances se terminèrent par la formule : « *Si donnons en mandement à nos amés et féaux... A Champigny, au mois de juin de l'an de grâce 1581, et de notre souveraineté le vingt et unième. Signé Louis.* » On les lut aux grands jours de Trévoux, et ce fut encore, de par cette signature, le prince défunt dont les Dombistes entendirent les recommandations suprêmes, témoignage posthume de son sens droit et de son grand cœur.

L'homme qui occupait alors la première magistrature au Parlement s'appelait Jérôme de Châtillon. Il présidait déjà aux

sentences du présidial de Lyon, lorsqu'en 1571 Claude Baronat manifesta le désir de résigner en sa faveur les fonctions qu'il tenait de du Fournel. Louis de Bourbon l'agréa, et il le jugea bien si l'on en croit ces vers d'un poète du crû :

« *Vous serez, dit-il, nostre, et pour une autre charge
Est forte encor votre épaule assez large...*
« *Ainsi, comme s'il eût et deux corps et deux âmes
Aux deux Palais éclaira de deux flammes. »*

A peine les ordonnances parues, Jérôme de Chatillon en donna un commentaire qui prouve la part prépondérante qu'il avait dû prendre à leur rédaction dans les séances de la Compagnie. « Cette petite recollection, écrivait-il modestement, est faite pour les jeunes praticiens attachés comme stagiaires aux sceaux de la Cour, *justo tempore Curix cancellis adhærentes*. » Mais les contemporains y virent une œuvre de plus haute allure, et tout en constatant que le docte parlementaire n'était point de ces

« *Trop prolixes docteurs qui en traitant les loix
« Dans mille gros cahiers ont perdu les abois »,*

ils affirmèrent qu'

« *Icy dans peu de mots
« Se suce la moëlle extraicte des vrais os
« De tout le corps de droit. »*

et conclurent :

« . . . *Vrayment c'était à lui de nous écrire
« Les loix qu'en plein barreau il nous sçait le mieux dire. »*

Les Ordonnances accompagnées des précieuses interprétations de « Hiérosme de Castillon, président du présidial de Lyon et en la souveraineté de Dombes », parurent à Lyon, chez Jean de Tournes, imprimeur du Roy, 1583, avec privilège pour dix ans.

Elles comprenaient vingt-cinq titres : dix-huit traitaient de la procédure civile ; trois de la procédure criminelle ; les

quatre derniers, — répondant mieux sans doute à une nécessité de la pratique judiciaire qu'au sentiment bien mûri de l'unité d'une ordonnance, — étudiaient les règles des donations et les devoirs des notaires. Sous les 150 articles, un commentaire à la fois savant et primesautier indiquait ici l'ancien usage, précisait là le mobile d'une réforme, limitait plus loin la portée d'un principe. Livrées aux justiciables par l'un de ceux qui avaient rédigé la loi et qui devaient l'appliquer, ces notes prenaient toute la valeur d'un texte législatif. C'était une sorte de jurisprudence anticipée.

Pour celui qui trois siècles après les retrouve et les suit à travers la vieille et consciencieuse impression du libraire lyonnais, elles constituent le document irrécusable et spontané de la moralité d'un système, l'ingénue démonstration de ses défauts confessés sans hypocrisie, de leurs remèdes pratiqués sans complaisance. Il semble que ces feuillets poudreux mais intacts, aux lettres nettement gravées, avec la coquetterie de leurs bandeaux et de leurs lettrines historiées, symbolisent sous leur bonne et rude reliure de cuir l'œuvre entière de ces âges et de ces hommes, œuvre forte et tout à la fois ciselée, dont beaucoup d'outrages, — qui ne venaient pas du temps, — n'ont point altéré dans sa fruste gaine les délicatesses et la vigueur.

Ce que le souverain de Dombes avait entendu réformer, c'était « les subtilités et inventions tant des personnes plaidantes que des praticiens dont la plupart ne taschent qu'à longueur et subterfuge. » Il ne voulait plus que

« *Les pauvres moqués par cent mille délais*
« *Leurs ans et biens consomment au Palais.* »

ni que

. *faute de justice*
On voie aller sans dessus la police. »

Il avait été compris et servi à souhait : les ordonnances de 1581 furent un vrai Code de procédure.

Il y a même un rapprochement fort intéressant à établir entre leurs dix-huit premiers titres et l'œuvre du législateur de 1806 qui, s'il ne les ignorait pas, devait s'en soucier fort peu, puisqu'en fait de droit coutumier il disposait de la grande ordonnance d'avril 1667. On jugera par le tableau suivant du parallélisme des deux législations :

ORDONNANCES DE DOMBES 1581	CODE DE PROCÉDURE CIVILE 1806
T. I. Des adjournements.....	Des citations, L. I, T. 1. Des ajournements, L. II, T. 2.
T. II. Des présentations, défauts et congés.....	De la comparution des parties, L. I, T. 2. Des jugements par défaut, L. I, T. 3 De la récusation des juges de paix, L. I, T. 9.
T. III. Des récusations.....	De la récusation, L. II, T. 21.
T. IV. Des vues de lieu.....	Des visites des lieux, L. I, T. 8. Des descentes sur les lieux, L. II, T. 13.
T. V. Des garends	Mise en cause des garants, L. I, T. 6.
T. VI. Des fins de non-recevoir..	Des exceptions, L. II, T. 9.
T. VII. Des escritures, additions premières et deuxièmes, contenant le fait des parties.....	Des délibérés et instructions par écrit, L. II, T. 6.
T. VIII. Des réponses cathégori- ques.....	De l'interrogatoire sur faits et arti- cles, L. II, T. 15.
T. IX. Des enquêtes	Des enquêtes, L. I, T. 7.
T. X. Des reproches de témoins.	Des enquêtes, L. II, T. 12.
T. XI. Des productions de lettres et titres que les parties sont tenues faire	Instructions par écrit, L. II, T. 6.
T. XII. Des sentences et devoirs des juges pour les rap- ports et jugements des proces.....	Des jugements, L. II, T. 7.
T. XIII. Des despens, dommages et intérêts.....	De la liquidation des dommages et intérêts, L. V, T. 2.
T. XIV. Du vu et prononciation des sentences	Des jugements, L. II, T. 7.
T. XV. Des espices ..	
T. XVI. Des appellations et des sentences exécutoires nonobstant l'appel....	De l'appel, L. III, T. unique.
T. XVII. Des exécutions de juge- ments.....	De l'exécution des jugements, L. V.
T. XVIII. De la taxe des despens...	De la liquidation des dépens et frais, L. V.

Certains articles du Code de procédure civile reproduisent, à peine dépouillés de leurs tournures anciennes, la teneur même des vieux articles de Dombes. Ainsi l'article 324 du Code de procédure qui dit : « Les parties peuvent en toutes matières et en tout état de cause *demandeur de se faire interroger respectivement sur faits et articles pertinents*, concernant seulement la matière dont est question, *sans retard de l'instruction ni du jugement* », rappelle de bien près cet article 42 des Ordonnances : « Accorderont ou discorderont lesdites parties *leurs faits pertinents* et concernant la cause sur lesquels faits *se pourront faire interroger l'une l'autre respectivement* pendant le procès et *sans retardation d'iceluy*. »

De même, l'article 333 : « La partie répondra *en personne sans pouvoir lire* aucun projet de réponse *par écrit et sans assistance de conseil...* » semble la transcription presque littérale de l'article 44 : « Lesquelles responses de vérité seront *faites par les parties en personne et non par les procureurs ni par escrit*. » On en peut dire autant de l'article 117, au Code de procédure : « S'il se forme *plus de deux opinions*, les juges plus faibles en nombre seront tenus de *se réunir à l'une des deux opinions* qui auront été émises par le *plus grand nombre* », quand on le met en regard de l'article 75 des ordonnances : « Et s'il advient qu'en jugeant le procès *il y ait trois opinions, la moindre doit revenir à l'une des grandes*. »

Sans doute le travail judiciaire de Dombes offre parfois des défauts de méthode. Le titre XIII, par exemple, qui traite DES DESPENS, DOMMAGES ET INTÉRÊSTS doit s'étonner de se trouver si loin de la TAXE DES DESPENS, que le titre XVIII emmène promener en queue, sans souci des ESPICES, des APPELLATIONS et des PRONONCIATIONS DE SENTENCES qui lui coupent la retraite. Sans doute aussi, le bon Hiérosme de Chastillon appuie ses dires de plus de citations antiques que n'en paraîtrait comporter la procédure d'une modeste principauté ; trop volontiers appelle-t-il à l'appui de sa thèse Thrasybule et

Socrate, Lycurgue et Plutarque; et l'on ne voit pas sans quelque ébahissement la nécessité d'une prompte justice démontrée par l'exemple d'Adam chassé du paradis terrestre, « incontinent après qu'il eust péché. » Mais ce sont là tares légères, plus imputables au goût juridique et littéraire du siècle qu'aux individus. L'ordonnance abonde en utiles dispositions; et son érudit commentateur rachète le tort — très explicable — de se superfluités par la bonhomie et la piquante sagacité de ses réflexions.

Les huissiers font les frais du titre premier. Il arrivait, paraît-il, qu'on les malmenât, ce dont la tradition s'est conservée; mais le pur archaïsme et que ne commettrait point le législateur moderne, c'est de le dire. Le prince, à l'époque, ne trouvait pas mauvais, puisque l'abus se produisait, de le signaler en même temps qu'il le réformait. « Parce que, dit l'article 5, plusieurs, mal affectionnez au bien de la justice, usent le plus souvent de voies de fait à l'encontre desdits sergents, jusqu'à les battre, menacer et intimider, tellement qu'ils n'osent exploiter à l'encontre d'eux, au grand préjudice de nos sujets..., il est permis auxdits sergents de faire les adjournements parlant à la personne du procureur d'office ou au voisin, à la charge de bailler copie des exploits, ou bien iceux attacher au posteau de la justice ou à la porte de l'église. »

Et Jérôme de Châtillon complète : « Il y a des seigneurs qui se licencient tant qu'ils ne veulent permettre adjournements leur être faicts à personne ou à domicile, dont sont en grand peine les povres laboureurs, marchands, artisans et autres parties ». Puis, comme il aime rendre à chacun son dû, il déclare que si les huissiers sont battus c'est vraiment qu'ils l'ont bien cherché. « En ce, faut remarquer que le plus souvent les sergents sont cause des rébellions qu'on leur fait. Il serait besoin qu'ils ne portassent autres armes que les escussions du prince et la baguette pour démonstration de leur pouvoir... Au lieu de baguette ils s'arment de pistolletz. Aussi tombent-ils chaque jour en grands inconvénients. »

Ailleurs le premier président du présidial et du parlement dénonce qu'il y a des magistrats peu scrupuleux. « Et ne faut obmettre la ruse d'aucuns juges qui pour croître la toile des procez et en tirer profit, quand ils voyent que les fins de non-recevoir sont proposées, lesquelles doivent être jugées sur le champ, ils ordonnent que sans préjudice des dites fins les parties articuleront leurs faits, et qu'ils informeront sur iceux ». — Mais l'article 38 ne l'entend pas ainsi. « Si le défendeur veut proposer fins de non recevoir est enjoint à tous juges faire droit sur le champ ».

L'article 47 au titre des enquêtes borne à dix le nombre des témoins (1). « Anciennement, remarque le commentaire, « le nombre n'était pas limité, pour ne donner aucune occasion de coarter (restreindre) la preuve de la partie ; mais « aucuns sous ce prétexte se licenciaient d'en produire si grand « nombre qu'il n'y avait que confusion, outre les grands frais « et despens ». O sagesse des vieilles ordonnances !

L'article 50 défend d'insérer aux procès-verbaux les grosses des écritures ce qui ne sert qu'à l'émolument des greffiers. « Une fois les écritures reçues en la cause, observe Hiérosme de Castillon, qu'est-il besoin de les faire transcrire sinon pour prendre, comme on dit, d'un sac double mouture ». Et l'adaptation du proverbe se trouvait d'autant plus heureuse que, — comme on sait, — c'était autrefois dans un sac que les juges renfermaient les pièces des procès.

Le titre « DES SENTENCES ET DEVOIRS DES JUGES » contient plusieurs articles qui s'occupent uniquement des officiers du Parlement ; car leur magistrature est plus haute, et le prince tient à les savoir plus irréprochables que tous autres. « Est ordonné, porte l'article 72, spécialement pour les conseillers

(1) L'affluence des témoins pouvait être bien supérieure à dix, avec le système des *tourbes*, puisque la tourbe composée de dix personnes ne comptait — art. 49 — que pour un témoin ; mais c'étaient des gens venant attester une coutume et qui déposaient pour ainsi dire d'une seule voix. De plus l'usage n'admettait pas plus de trois tourbes dans la même enquête.

de notre dite Cour de Parlement, que ceux auxquels les procez seront baillés à rapporter, ils soyent tant pour le bien de justice que pour leur honneur, bien curieux à voir et à ouvrir les points et difficultés, sans superfluité et sans redite... à quoy tiendront la main nos présidents. » — Et l'article 74 continue : « Les opinions seront libres sans qu'elles soyent interrompues, sinon qu'il y eust réitération des choses précédemment dites, et trop grande superfluité ou langage impertinent, auquel cas seront par les présidents admonestés les dits conseillers de cesser les dites superfluités et réitérations, et être briefs en leurs opinions. »

Et le vieux magistrat qui depuis douze ans préside à leurs délibérations renchérit sur ces préceptes. « On voit quelquefois une si grande opiniastreté chez aucuns que nonobstant les raisons déduites, ils persistent et n'en veulent démordre, chose fort pernicieuse en jugement... Il n'y a rien en la justice qui soit si cher que le temps, et les conseillers ne le doivent consumer en longueur et prolixité de langage... Qu'ils brûlent de rendre justice ; qu'ils voyent bien leurs procez ; qu'ils les rapportent fidèlement ; qu'ils n'ayent aucune considération que le seul but de la justice. » — Lorsqu'il parlait ce langage, Monsieur le Premier le tirait de son crû ; les grands hommes de Plutarque ne pouvaient rien ajouter à son exemple.

Les quatre titres qui traitent de la procédure criminelle offrent un intérêt plus vif encore. Avec ces vingt-trois articles consacrés à la poursuite, à l'instruction et au jugement se déroulent les principes de l'ancien régime — sévèrement appréciés par qui ne veut pas considérer les différences de mœurs — ; et l'on sent poindre soit au travers du texte, soit sous la plume du commentateur, les tentatives d'adoucissement qui présagent les formules criminalistes modernes. Les ordonnances de Dombes, dans leur modeste sphère, offraient un progrès véritable sur des œuvres voisines et de plus puissante envergure.

Pour déférer aux tribunaux l'infraction qu'ils auront à châtier, le parquet représente aujourd'hui la vindicte publique. Jusqu'au milieu du Moyen-âge, un système dit accusatoire admettait que la victime ou ses proches demandassent réparation par une poursuite directe à l'encontre de l'offenseur. Au xvi^e siècle, à l'époque donc où se publiaient les ordonnances de Dombes, tous les pays d'Europe, moins l'Angleterre, avaient admis la procédure inquisitoire, introduite par Innocent III dans les usages ecclésiastiques, auxquels les légistes l'empruntèrent. Le juge procédait d'office à la recherche de l'infraction, et instruisait le procès au moyen de preuves légales qui s'administraient par écrit, secrètement, hors de la présence de l'accusé.

L'article 106 des Ordonnances réglait en ces termes l'exercice de l'action pénale. « Est enjoint à tous nos juges et à ceux des hauts justiciers informer en personne promptement des crimes et délits qui seront venus à leur connaissance, sans attendre qu'ils en soient requis par les parties civiles et intéressées, et de vaquer diligemment à l'expédition des procez en matières criminelles, à peine de privation de leurs états et de tous dépens, dommages et intérêts ». — Ce texte emportait prohibition absolue pour les sergents, archers, greffiers de faire les informations « comme cela se pratique, remarque le commentaire, en quelques sièges royaux de France, dont il advient que les délits demeurent impunis... Car le fondement des procez criminels se prend des informations, et comment le sergent, archier, ou autre personnage illitéré s'en acquitterait-il ? »

L'article 127 revenait sur la nécessité de cette observance et prescrivait aux officiers de justice de « visiter souvent le païs, et de leurs chevauchées et diligences faire procez-verbal qu'ils seront tenus d'apporter ou envoyer de trois mois en trois mois par devant notre dite Cour de Parlement, avec les informations, pour, en cas de connivence, négligence, ou tolérance, être procédé par ladite cour tant contre les officiers

qui n'auront fait leur devoir que contre les coupables et leurs complices. »

« Les informations faites seront incontinent mises ès mains de notre procureur général en notre dite Cour ou de son substitut ès cours inférieures., lesquels seront tenus de requérir ce qu'ils verront être à faire contre les y dénommés. » — Jérôme de Châtillon constate en note l'évolution qui tend à donner au procureur le rôle du ministère public moderne. Le procureur fiscal remplace l'accusateur, *fungitur loco accusatoris*; c'est un personnage élu par le Prince pour la poursuite de la vindicte publique. Le Juge ne peut pas, sans lui en référer, ordonner l'élargissement d'un inculpé. Toutefois pour éviter aux parties des longueurs et des frais, il peut mener une instruction à terme sans lui en donner communication.

Sur réquisitions du procureur général, le juge citait la partie à comparaître — *décret d'ajournement personnel* équivalant au mandat de comparution —, ou la *décrétait de prise de corps* — mandat d'arrêt —. Mais il pouvait arriver que le coupable regimbât. C'est alors que se dressait le Parlement prêt, suivant l'éloge que lui décernait Philibert Dubois,

« *A rabaisser des grands l'insolence importune,* »

et

« *Faire les plus hardis trembler dessous son glaive.* »

Article III. — « S'il se trouve que par la qualité et grandeur des parties les huissiers, sergents, et autres ministres de la justice fassent difficulté d'exécuter lesdits décrets, le substitut de notre dit procureur sera tenu d'en advertir notre dicte Cour de Parlement pour y être promptement pourvu. » Après s'être laissé citer « à cri public et son de trompe » l'adjourné était proclamé contumax, et son nom inscrit sur un tableau aux portes de la ville. Faute de comparution dans les délais accordés, le juge passait outre à la sentence.

Quand il en arrive aux mesures d'instruction, récolement des témoins, confrontations, reproches, le bon président excuse la législation de l'insuffisance des garanties laissées à l'accusé. L'article 118 exige en effet que mis en présence des témoins et sans attendre qu'on lui lise leurs dépositions il les reproche promptement. « Ce qui semble rigoureux pour les povres accusés lesquels n'étant advertis — à l'avance — des témoins qui déposent contre eux sont en danger d'être condamnés. Toutefois pour le bien de la justice cela a été introduit : autrement les crimes demeureraient impunis pour la trop grande facilité de prouver les faits par subornation ou par corruption des témoins. »

C'était évidemment là le vice du système, manque complet d'équilibre entre les moyens de l'accusation et ceux de la défense. Il est vrai que la pratique pouvait élargir cette procédure resserrée, et ainsi le faisait-elle « souventes fois, même es cours souveraines ». — « J'ai vu, disait Jérôme de Châtillon, de grands personnages au fait de judicature, lesquels disaient que l'innocence doit être en telle recommandation que si les faits venaient par une cheminée, il ne serait raisonnable les rejeter. L'ACCUSATEUR A PRIS LE TEMPS ET COMMODITÉ QU'IL A VOULU POUR FAIRE L'INFORMATION ET INSTRUIRE SON ACCUSATION ; NE DOIT-IL PAS ÊTRE PERMIS LE SEMBLABLE A L'ACCUSÉ *dont la défense et l'innocence doit être autant et plus embrassée par le juge que l'accusation ?* » Cette exclamation du magistrat de Dombes ne renferme-t-elle pas toute la formule moderne des droits de la défense!..

Enfin les Ordonnances de 1581 — d'accord en cela avec leur époque — contenaient un titre vingtième intitulé « De la Torture et question extraordinaire ». « S'il n'y a preuve « suffisante, disait l'article 122, sera délibéré en conseil par « gens notables littérés et gradués non favorables ni suspects « aux parties si la matière est subiecte à torture ». Ce vestige des procédures païennes ne révoltait pas nos durs aïeux, à cette époque où la douleur physique était si méprisée. Catho-

liques ou protestants, philosophes ou pamphlétaires, historiens ou jurisconsultes, nul ne s'avisait de critiquer son emploi (1). C'étaient les mœurs; et l'on ne s'apitoyait guère sur la clientèle des juridictions pénales.

Au milieu de cette pratique impitoyable la loi de Dombes apparaît presque bénigne et la voix de son interprète résonne prudente et charitable : « Il faut que par les témoins, les arguments et les indices, la preuve ne puisse être parfaite, et encore que l'accusé soit tellement suspect et atteint de crime capital qu'il ne reste que la seule confession. Mais que les juges soient bien retenus car cette confession sera souvent fort suspecte, comme procédant de la crainte et débilitation de celui qui l'endure. OR, MIEUX VAUT LAISSER LE NOCENT QUE DE CONDAMNER L'INNOCENT. »

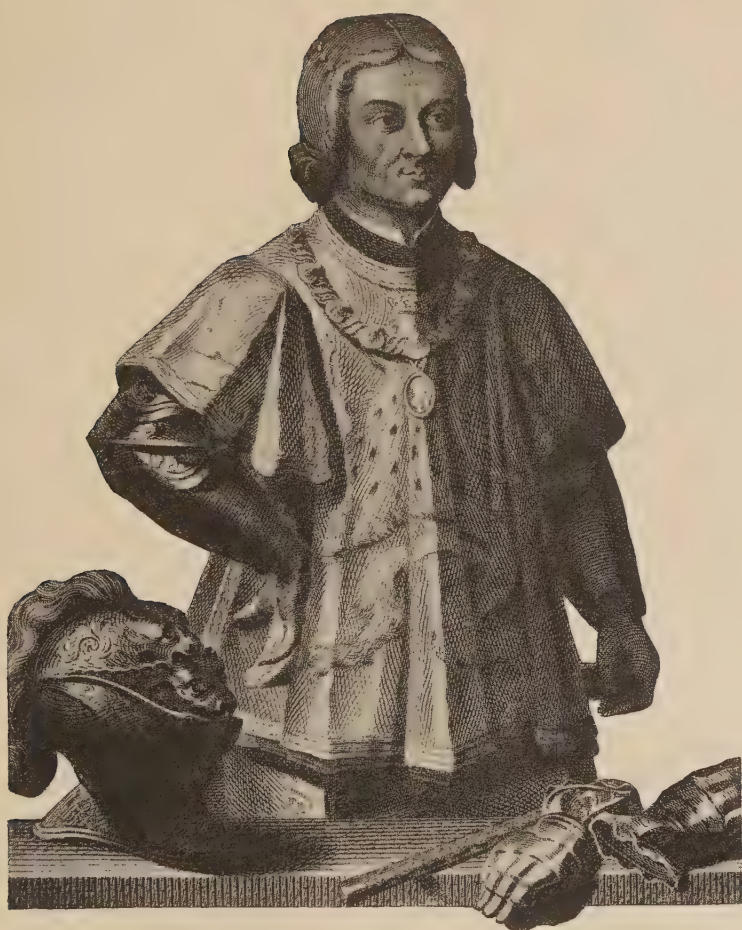
On ne peut pas appliquer la question s'il n'y a pas d'indice. Accurse prétendait qu'il suffisait d'un seul. L'article 125 en exige deux, pertinents et prouvés chacun par deux témoins. — C'était aussi la teneur de l'ordonnance de saint Louis de 1253. — Si l'accusé n'avouait pas, on le devait renvoyer absous. Contrairement au droit romain qui admettait une répétition de la torture pour extorquer un aveu que le patient n'avait pas laissé échapper dans les premiers supplices (2), les ordonnances n'autorisaient à l'y soumettre une seconde fois que si deux nouveaux indices survenaient qui aggravaient son cas et le rendaient indéniable.

Enfin la théorie complète de la torture comprenait une troisième application usitée en France pour les crimes atroces

(1) Il faut cependant faire mention du Père Edmond Auger, l'illustre jésuite à qui les échevins avaient confié la direction du collège de la Trinité, et qui s'élevait avec indignation contre l'emploi de la torture. Cet enseignement d'ailleurs était simplement celui de l'Église. Lorsqu'en 866, le roi des Bulgares, nouvellement converti, envoyait consulter le pape Nicolas I^{er} sur la législation qu'il se proposait d'édicter dans ses états, le Souverain Pontife condamnait l'application de la torture en disant : « L'aveu n'a de valeur qu'autant qu'il est volontaire; cette cruauté est impie, car elle peut s'appliquer à un innocent. »

(2) *Repeti quæstionem divi fratres posse rescripserunt. — Non primitus quiescant donec reddant furta.*

et dite question préalable parce qu'elle préludait à l'exécution de la peine. On la faisait subir non plus à l'accusé pour achever l'instruction, mais au condamné pour obtenir de lui la désignation de ses complices. De celle-là, le titre XX^e ne parle pas ; et comme les ordonnances du royaume « n'avaient point de lieu » en Dombes, il est très vraisemblable que les juges s'en tenaient aux maximes du premier président : n'user de la torture que comme unique et suprême moyen de preuve, et qu'ils n'ordonnaient pas cette question préalable qu'ignore le législateur de 1581.



VII

LES GRANDS JOURS DE DOMBES
PROCÈS DU BAILLI ET DE SON LIEUTENANT
SECONDES ASSISES



N sanctionnant l'œuvre législative de son père le duc François invitait ses officiers à la faire « derechef lire, publier et enregistrer en la prochaine tenue et assemblée qui se ferait au dedans dudit pays des gens de sa dite Cour en forme de grands jours. »

Le Parlement séant à Lyon avait enregistré le 27^{ème} de juillet mil cinq cent huictante-trois l'acte scellé du sceau de cire rouge; mais sur son repli se lisaient ces mots qui liaient la Compagnie : « à ce néanmoins que les dites ordonnances seront publiées à la première séance qui se tiendra audit pays de Dombes. » Ce fut en exécution de cet engagement qu'au mois de Septembre 1583 s'ouvrirent dans la petite ville capitale de Trévoux les Grands Jours de Dombes.

Les grands jours étaient des assemblées plénières tenues par les magistrats des Cours souveraines dans les villes importantes de leur ressort, et devant lesquelles les habitants recevaient l'invitation de porter leurs griefs. Justice et adminis-

tration, culte et finances, toutes les questions pouvaient s'y proposer, et beaucoup s'y résoudre. Dans l'apparat de ces assises la minime revendication du vilain en désaccord pour sa taxe figurait sur les mêmes rôles que le procès criminel fait aux officiers prévaricateurs. C'était souvent un son fâcheux que sonnait pour l'oppresseur en robe ou cotte de mailles la trompe qui par les marchés et les places publiques convoquait les plaignants à comparaître devant la Cour.

L'édit de Champigny qui avait marqué l'avènement du bon duc Louis prescrivait, — nous l'avons vu, — aux gens de son Parlement deux tenues annuelles à Trévoux *par forme d'eschiquier et de grands jours*. Mais les conseillers exerçaient tous à Lyon de hautes et lucratives fonctions. Lieutenants à la sénéchaussée, juges au siège présidial, échevins, trésoriers généraux, procureurs de la ville, ils se laissèrent retenir par le prétexte de ces occupations, et s'excusant sans doute à part soi sur l'exiguité du ressort de Dombes, ils statuèrent consciencieusement en la maison de Roanne, et de plus en plus espacèrent les visites à leur capitale. Cette négligence, leurs successeurs devaient la payer au siècle suivant par le transfert du parlement et l'incompatibilité des charges.

En tout cas, de cette rareté même, les Grands Jours acquéraient une solennité plus haute, et leurs rôles prenaient plus d'ampleur. Les séances de 1583 partirent du milieu de septembre pour aller jusqu'au 14 octobre. En outre des Ordonnances de Dombes, le Parlement eut à publier et enregistrer un édit du 29 juin 1583 sur les impositions des étrangers, autrement dits gens du Beaujolais ou de Mâcon, Bressans ou Lyonnais, qui, propriétaires dans la souveraineté, et parce qu'ils n'y fixaient pas leur domicile, prétendaient s'exempter de contribuer aux dons gratuits. Le Tiers-Etat trouvait l'exonération gênante; le prince à qui il s'en confia fut de son avis; et des lettres patentes rendirent les étrangers cotisables en Dombes à proportion des biens qu'ils y possédaient.

Une déclaration princière dont l'enregistrement se fit encore pendant les séances de Trévoux concernait la Monnaie. Parmi les différents attributs de la souveraineté le droit de battre monnaie avait toujours compté comme un des plus caractéristiques et des plus lucratifs, et depuis 1574 les souverains de Dombes en avaient repris la jouissance (1). Mais un édit d'Henry III ayant proscrit les espèces étrangères, le décret s'était étendu, charitablement propagé par des ennemis de Louis de Bourbon, à l'effigie de Dombes que les marchands désormais refusaient. Sur avertissement du procureur général le Parlement avait bien rendu un arrêt fixant la valeur des espèces et en imposant le cours; mais ce remède n'allait pas jusqu'aux foires; le duc avait bien démontré le parfait aloi de ses écus et de ses testons, de ses sols et de ses liards; mais ni le Parlement de Paris ni la Cour des Monnaies ne savaient lire les lettres par lesquelles Sa Majesté lui en donnait acte; et l'enregistrement traînait.

François de Bourbon crut utile de proclamer hautement son droit. Ses lettres du 29 juin 1538 rappelèrent les privilèges maintes fois reconnus par les rois de France, ordonnèrent de rapporter à la Monnaie contre leur légitime valeur certaines pièces de billon décriées, et notifièrent que dorénavant l'atelier de Trévoux frapperait toutes les mêmes monnaies que les ateliers royaux. L'assemblée extraordinaire du Parlement au centre de la province fournit une précieuse occasion d'en aviser les intéressés et de rassurer la population sur la légitimité des espèces de Dombes.

Non content d'enregistrer, le Parlement légiféra. Les soulèvements des huguenots et leurs nécessaires conséquences, batailles, levées de ban et d'arrière ban, impositions forcées

(1) La reprise du travail à l'atelier de Trévoux était un des articles de la requête présentée par les gens de Dombes à François I^{er}. Ce fut accordé en principe, mais il fallut le retour des Bourbons pour que les coins de la Monnaie qui avaient été relégués à Villefranche, fussent rapportés à Trévoux et que la frappe reprît.

pour éminent péril de guerre, mises de biens sous sequestre, avaient jeté depuis vingt-cinq ans une perturbation qui favorisait beaucoup de manquements professionnels. Les grands jours y mirent ordre; un règlement général vint rappeler les officiers des châtelainies à la probité des inventaires, ceux du bailliage aux obligations de la résidence et à la modération des taxes de justice.

C'était bien pour l'avenir. Mais les plaintes librement parvenues à la barre du Parlement lui parurent exiger la répression du passé; et des mémoires documentés partirent pour Paris où séjournait alors le prince souverain. Or ce n'étaient point de petits personnages que la plus haute juridiction de Dombes mettait par là sur la sellette; et M. le bailli Alexandre de Poncet, seigneur de Francheleins, tombait d'accord avec le sieur Thévenon, son lieutenant général, de la témérité de ces Messieurs et de la malfaisance des Grands Jours. En attendant la réponse ducale, le procureur général informait.

La réponse arriva : « Nos amés et féaux, disait le prince, nous avons reçu par M. Frédéric de Romans, greffier en notre Cour, vos lettres du 14 décembre... et le procès-verbal contenant les ordonnances, jugements, arrêts et règlements que vous avez faits en ladite assemblée, dont nous avons reçu beaucoup de satisfaction et contentement, estimant qu'outre le bien qui déjà s'en est suivi par les exécutions faites contre les délinquants et coupables, le tout servira dans l'avenir pour retenir les meschants de mal faire... ne trouvant point étrange que ceux de nos officiers de la justice ordinaire qui vous ont été déférés, se veuillent formaliser contre notre dite Cour pour empescher que de telles assemblées de grands jours aient lieu, vu les crimes et malversations dont ils se trouvent chargés. *Si ces accusations se trouvent véritables nous désirons qu'il en soit fait tel et si exemplaire châtiment* qu'il puisse être non seulement une suffisante réparation... mais aussi servir pour toujours de crainte et de ter-

reur à toutes personnes constituées en l'administration de la justice de notre souveraineté. »

Le duc terminait en enjoignant à sa Cour de commettre des présidents ou conseillers ni suspects ni favorables pour informer sur toutes les accusations contenues aux mémoires ou survenues par la suite, et de procéder au procès et jugement définitifs des officiers inculpés. — Les termes étaient durs pour le bailli et son lieutenant; le Parlement pouvait agir.

Mais de tout temps les prévaricateurs ont eu cent tours en leur bissac. Ponceton et Jean Thévenon, qui ne se souciaient point d'exposer leur défense à l'austère président dont Rubys devait dire « qu'il était juge incorruptible et qui avait les mains nettes », alléguèrent l'absence de garanties que leur présentait la Cour et se pourvurent au prince. Comptaient-ils des amis dans le conseil privé?.. Peut-être. Toujours est-il que des lettres patentes du 27 mars 1584 commirent pour faire le procès du sieur Thévenon, MM. Laurent aîné, Bonan et de Bois.

Le lieutenant du bailli triomphait de troquer Jérôme de Châtillon contre ces trois avocats de Lyon. Quant à son maître et co-accusé, il ne pouvait tarder d'obtenir semblable échange. Tout allait pour le mieux dans la meilleure des Dombes.

Mais ils avaient l'un et l'autre compté sans la ténacité du Parlement qui n'enregistra pas les lettres. Sous la forme traditionnelle *de très humbles remontrances*, le rigide langage du vieux premier président fit entendre au prince que pour servir les intérêts d'un ou deux particuliers il n'était pas admissible *d'empescher le cours ordinaire d'une procédure, de mépriser les lois et les ordonnances* et de « *flétrir l'honneur et la splendeur nécessaires à la justice.* » — Claude de Torvéon, fils de Néry « le sage et bien disant » conseiller, prit la route de Paris, portant au duc avec les représentations de sa Compagnie les informations qui démontraient la gravité des griefs. De leur côté les inculpés s'y étaient rendus.

Devant le conseil assemblé le justicier et les coupables engagèrent la lutte : ce fut le premier qui eut gain de cause ; les avocats lyonnais furent rendus à leurs occupations.

Cependant le prince ne révoquait que pour partie ses lettres du 27 mars. Il laissait bien l'instruction du procès à la juridiction récusée ; mais contrairement à l'usage il désignait lui-même les conseillers qui en seraient chargés : pour Thévenon, Antoine de Masso et Claude de Rubys ; pour l'autre, M^e Claude de Torvéon à qui s'adjoindrait — nouvelle dérogation — le conservateur des foires de Lyon ou son lieutenant. Le procureur général restait chargé des réquisitions, et la procédure se déroulerait devant le Parlement ; mais le conseil privé se réservait la sentence. On spécifiait soigneusement que cette évocation ordonnée dans un cas spécial ne tirait pour l'avenir à aucune conséquence. Somme toute, *l'honneur et la splendeur* de la Cour restaient saufs ; et malgré le bénéfice de cette solution hybride, les deux compères ne pouvaient pas trop encore se féliciter de leur destin.

Mais c'est rarement un gain pour la justice que de soustraire à leurs juges naturels les accusés qui les redoutent. Thévenon fut condamné au bout de treize mois ; il paya 600 écus d'amende et dut abandonner pour un an son office de lieutenant général au bailliage, que d'ailleurs il ne tarda guère à résigner. Le bailli, lui, paraît s'en être tiré plus allègrement. Aubret qui relate les débuts de son procès ne parle pas de la sentence, et l'on sait seulement qu'au mois d'août 1594 l'ancien accusé se démettait en faveur de son fils des fonctions qu'il avait continué d'exercer (1).

Pour en revenir aux Grands Jours qui avaient tant scanda-

(1) Alexandre de Ponceton, comme ses prédécesseurs depuis l'édit de 1558, cumulait le titre et les fonctions de bailli de Dombes et de Beaujolais. Or il garda cette dernière partie de son ressort et ne céda à son fils que la première. Peut-être ses démêlés avec la justice criminelle du Parlement lui rendaient-ils désagréable le prétoire de Trévoux ! En tout cas il y eut désormais un bailli de Beaujolais et un bailli de Dombes. Le prince fixa les appointements de ce dernier à 200 livres.

lisé ces consciences inquiètes, leur dernière séance se tint le 14 octobre. Le Parlement avait pourvu à l'administration de la justice, à la publication des édits, à la répression des abus ; il s'occupa du culte ; et ce ne fut pas une de ses attributions les moins originales que cette prévoyance que l'on requérait de lui pour les détails de l'entretien des églises. Celle de Trévoux suait la misère et l'abandon, après les courses des réformés et le passage des gens de guerre. La Cour prescrivit une quête pour la réparation de la nef, et rappela aux fondateurs des chapelles l'obligation de les entretenir sous peine de privation de leurs droits.

Les procès-verbaux des visites archiépiscopales donneront lieu plus d'une fois à ces décisions de la Cour en matière d'administration ecclésiastique.

A dix-neuf ans de là, le 14 octobre 1602, Trévoux vit de nouveau s'ouvrir les assises solennelles des Grands Jours. Dans l'intervalle la France avait connu toute l'âpreté des guerres intestines. La candidature du roi protestant de Navarre à la succession d'Henry III avait suscité la Ligue ; et Lyon y avait adhéré. La Dombes se trouvait en contact trop immédiat avec la grande ville pour ne pas recevoir du champ de bataille où jôûtaient les troupes de Nemours contre les armées royalistes quelque dommage et beaucoup d'émoi. Son prince suivait les traditions de fidélité de sa famille à la couronne, et guerroyait pour Henri IV. A la nouvelle que Lyon se liguait — février 1589 — il avait interdit son Parlement, lequel, composé de magistrats lyonnais, partageait sans doute les opinions de la cité (1).

En dépit de cette mesure que très probablement il ne connut pas, le Parlement avait continué à rendre quelques

(1) L'historien Claude de Rubys, échevin de Lyon et conseiller au Parlement de Dombes fait amende honorable, dans un de ses chapitres, d'avoir adopté le parti de la Ligue : *Ululavi cum canibus*, écrit-il ; ce qui semble indiquer que presque tous ses collègues en étaient.

arrêts ; mais l'installation des officiers promus aux charges vacantes de la souveraineté s'effectuait au bailliage ou même devant le prince en personne (1). D'ailleurs, de gré ou de force, beaucoup de conseillers se trouvaient dispersés. Jérôme de Châtillon mort au palais en 1587, frappé d'apoplexie sur son siège de premier président, n'avait pas été remplacé pendant six ans.

Henry de Bourbon, que son père avait tout jeune fait prince de Dombes, et qu'il laissait en 1592 duc de Montpensier et prince souverain, avait voulu combler cette longue vacance. Le 17 mars 1597, il écrivait de Tours à Nicolas de Langes, le vieux président à mortier dont la foule avait récemment pillé la maison de Cuire parce qu'il n'était pas *bon ligueur*, et lui remettait des lettres de provision (2). Dispensé par brevet spécial d'aller prêter serment à Lyon dont il pouvait à juste titre suspecter le cordial accueil, le nouveau Premier avait dû faire enregistrer son titre au bailliage, en attendant que la Cour fût en mesure de le recevoir.

Cinq ans après, plus que septuagénaire, la Compagnie l'avait vu déposer ses insignes et lui demander d'en revêtir à sa place son gendre Balthazard de Villars, pourvu depuis 1596 de cet office en survivance.

Le nouveau duc, dont le premier acte concernait ainsi le Parlement, n'avait que dix-neuf ans ; il s'était déjà distingué à la tête des armées royales, et tant contre les Espagnols que contre le duc de Mercœur il avait en Bretagne rudement

(1) Giraud Frère pourvu de l'office de lieutenant général au bailliage sur la résignation de Thévenon fut reçu par le prince même qui se trouvait alors à Mantes, et il prêta serment entre ses mains.

(2) Nicolas de Langes, seigneur de Cuire, n'habitait pas toute l'année la propriété où la foule se porta ; il avait sa résidence habituelle sur le côteau de Fourvière, et il y réunissait un cercle très brillant d'artistes, de philosophes et de poètes. On montre encore au sommet de la montée des Anges — ainsi désignée probablement par corruption du nom du vieux magistrat — la maison dite « l'Angélique » qui aurait appartenu successivement à trois générations de premiers présidents : Nicolas de Langes, Balthazard de Villars, son gendre, et Pierre de Sève de Laval, gendre de ce dernier.

bataillé. Puis le roi l'avait appelé au gouvernement de la Normandie, et jusqu'en 1600 il n'avait pu venir visiter ses sujets. Il y pensait pourtant et restait fier de sa principauté. Tandis en effet qu'il soutenait sur les bords de la Vilaine l'effort des troupes coalisées il avait construit un fort, et l'idée lui était venue, délicate et flatteuse, de l'appeler fort de Dombes. Lorsqu'Henry IV se rendit à Lyon pour surveiller le duc de Savoie, il l'y accompagna.

Il put voir les désordres produits par la guerre dans sa paisible et inoffensive province, les champs en friche, les églises ruinées, des châellenies dépeuplées, comme cette paroisse de Plantay, au mandement de Chalamont, qui ne comptait plus qu'*un* habitant. Il put apprendre de son procureur général le désarroi de la justice, la connivence des officiers, l'abandon des informations criminelles, les exemptions injustifiées d'impôt.

Pour remédier à la misère physique, il déchargea des droits de main-morte, cens, servis, laods et mi-laods les châellenies les plus éprouvées, en même temps que pour toute la principauté il déclarait *calamiteuses* les années 1587, 1588, 1589 et 1590 et les retranchaient comme telles du calcul de la prescription (1). Quant à la misère morale, il attendit de son Parlement l'énergique effort qui devait refroidir les indocilités en ébullition (2).

(1) Les laods et mi-laods étaient un droit de mutation perçu par le seigneur sur les ventes d'immeubles. L'article II de la charte de Trévoux — octroyée en 1300 par Henry de Villars, archevêque de Lyon, et les deux Humbert de Thoire-Villars, ses frère et neveu, — fixait au 13^e denier le droit de laod dans la *franchise* de Trévoux, 13^e denier que devaient à la fois l'acheteur et le vendeur. Valentin Smith remarque — *Bibliotheca Dumbensis*, T. II, p. 14 —, qu'au x^e siècle, le taux s'était modifié; il était du 8^e denier payable par l'acheteur seul.

En 1607, une nouvelle décision du prince suspendit également le cours de la prescription pendant les années 1594, 1596, 1597 et 1598.

(2) Lyon s'était trouvé dans les mêmes conjonctures, et des mesures de justice extraordinaires avaient également paru nécessaires, ainsi que le rapporte Rubys : « L'année 1596, sur la fin du mois de juillet arriva à Lyon Monsieur le Président Forget avec une belle et grande compagnie de conseillers de la Court de Parlement de Paris envoyez par le Roy pour y tenir la séance

Le Parlement ne trompa pas cet espoir, et de sa propre initiative, il sollicita du prince les pouvoirs nécessaires pour tenir les Grands Jours. L'autorisation vint aussitôt; mais ce ne fut qu'après un an que la Compagnie put en user. Des raisons restées ignorées l'en empêchèrent à la fin de 1601, et quand elle eut fixé la date du 29 septembre 1602, une crue féroce de la Saône barra le chemin du chef-lieu (1). Le Parlement ordonna des prières publiques *pour apaiser l'ire de Dieu*, et le 14 octobre enfin il entra dans Trévoux.

Il fit annoncer derechef que tout plaignant pouvait se présenter à sa barre, « en la sauvegarde de Monseigneur et de la Cour, sans se laisser intimider ni détourner »; et les séances commencèrent. Balthazard de Villars fit la harangue : avant d'aborder le thème des occupations auxquelles, sous sa présidence, allait s'employer la Compagnie, il voulut formuler comment il entendait les devoirs du souverain et la puissance des lois.

« Le plus brillant et éclatant rayon de divinité, disait-il, que Dieu aye communiqué aux princes par dessus le reste des hommes ne consiste pas seulement en la noblesse du sang, en l'abondance des richesses, en la magnanimité du courage ni en toutes les autres qualités que l'on admire en eux *plus par opinion que par raison*. — L'extraction peut mentir, les biens sont en la puissance de l'inconstante fortune, la valeur est sujette au jugement des événements. — La plus éminente marque de grandeur que les princes ont reçue de la main

par forme de Grands Jours; ce qu'ils firent jusqu'environ les festes de Noël suivant; et tinrent leur dicte séance au couvent des Carmes. — *Hist. de Lyon.* L. III, Ch. LXV, p. 453.

(1) La rivière, raconte Rubys, s'enfla tellement qu'elle surpassa de hauteur toutes les marques... Elle couvrit les éperons du Pont de Saône, et peut s'en fallut qu'elle n'arrivât à la hauteur de la circonférence des voûtes dudit Pont, lequel elle ébranla tellement par son impétuosité et raideur que si MM. le Prévôt des marchands et les échevins n'eussent pas fait diligence de le faire charger de *guijes* de fer et de grosses pierres, il estoit en danger d'être *rué juz* et mis par terre : qui eût été une perte irréparable à la ville. *Hist. de Lyon.* L. IV, ch. XII, p. 509.

libérale du Souverain Dieu est l'autorité de commander et de donner des lois...

Quand nous disons qu'ils ont pouvoir d'établir des lois, nous voulons dire qu'ils sont exécuteurs et interprètes de la loi de Dieu, en sorte que celles qui ne s'accordent pas avec la loi divine n'obligent point les hommes... La différence des conditions entre les hommes n'est pas naturelle, mais accidentelle... — Quand Dieu donna à l'homme la supériorité sur toutes les autres créatures, il ne fit aucune mention de cette différence de qualités... Toutefois la domination est un mal nécessaire, un bon effet d'une mauvaise cause.

« Le principal devoir des princes est d'administrer la justice à leurs sujets, à quoy ils sont autant obligés envers Dieu que leurs sujets leur ont de devoir et d'obéissance... Si la loi est avenue de la raison, celui qui l'a établie l'observe le premier; et quand on dit que la volonté du prince est la loi, *cela ne se doit pas entendre de tout ce qui luy vient en fantaisie, mais seulement de ce qu'il doit justement et honnêtement vouloir.* » A l'époque où florissait la formule « *Tel est notre bon plaisir* », le prince admettait cependant qu'on lui parlât devant son peuple de ce qu'il n'avait pas le droit de faire.

Et le premier président continuait : « Le bonheur ou malheur des royaumes et provinces despend en la grande partie de l'humeur des roys et des princes; et néanmoins il faut recevoir leurs bonnes et mauvaises mœurs comme les mauvaises années qui se compensent l'une par l'autre, et ne point pour cela murmurer contre Dieu qui souvent chastie les peuples par les vices ou imperfections de ceux qui les commandent. »

Après cette raide admonestation, il constatait volontiers que le duc Henry ne méritait que des éloges « étant le plus accompli et vertueux prince du monde ». Passant aux assises qui débutaient : « Ne vous estonnez pas, disait-il à la foule, quand je prononce ce mot de Grands jours; il n'est point si

terrible qu'ont veu vous faire accroire. Il semble qu'il vous ait tous effrayés, et cependant l'expérience vous a pu cy-devant apprendre, avec l'exemple de vos voisins (1), que ni en leur institution ni en ce qu'ils produisent il n'y a rien à craindre que pour les meschants.

« Tout ainsi qu'aux plus grands jours de l'été le soleil est plus lumineux et plus chaud et rend le ciel plus serein, de même la justice qui est le vray soleil des actions des hommes, en cette journée, en cette diète, dissipe toutes les ténèbres dont les meschants couvrent leurs mauvais desseins à la ruine des bons, descouvre et fait venir au jour les fraudes dont les plus rusés pippent les moins advisés, eschauffe le courage des juges, pour les animer à secourir les opprimés et poursuivre les malfaiteurs, enfin rassure le front des bons par la confiance d'une bonne conscience et trouble les délinquants par la sévérité des peynes dues à leurs démérites. »

Les officiers des justices locales avaient aussi leur chapitre. L'orateur comparant les Dombistes à ces peuples « nouvellement reconnus qui ne voyent le soleil que quelques mois de l'année », les plaignait de n'être éclairés en temps ordinaire que de « quelques petites chandelles qui empruntent leur lumière de ce grand corps de Parlement » maigres lampes « qu'il est aisé d'esteindre en changeant l'huile de la vertu et de l'honneur qui les doit entretenir comme leur vray aliment en l'eau de la passion et des cupidités qui les suffoque comme mortel poison. Vous avez été très prudents, concluait-il, si vous avez réservé à la venue du soleil et à la venue de ces Grands Jours ce que vous désiriez et croyiez être le plus important au repos général du pays, au repos particulier des paroissés et des familles. »

Une péroration majestueuse résumait le programme des grandes assises. « La Cour, par commandement de votre « prince a, ce jour d'huy, ouvert le temple de justice auquel

(1) Allusion à la tenue des Grands Jours de Lyon de 1596.

« les bons trouveront l'accomplissement de leurs vœux, les
« meschants le châtiment de leurs fautes ; ceux qui sont foulés
« par l'indue autorité ou témérité des plus fins et des plus
« forts, ung asile et ung refuge. Les plaintes seront libres, les
« restitutions certaines, les punitions exemplaires, les fautes
« passées corrigées, celles de l'advenir prévues et prévenues
« par les règlements qui se feront au soulagement du peuple,
« le tout à l'honneur et louange de Dieu, sous les très heureux
« auspices et le très auguste nom de Mgr Henry de Bourbon,
« prince souverain de Dombes. » —

Pendant les quinze jours que le Parlement tint séance, il ordonna le dénombrement des habitants ; il modifia des impositions ; il fit publier des monitoires contre les usurpateurs des dîmes ecclésiastiques ; il évoqua des causes portées devant des juges suspects ; il obligea le trésorier ducal qui se prétendait sans écus à soumettre ses comptes et à payer les dettes du trésor ; il laissa enfin conformément à la promesse de son président un règlement sur la justice et sur les impositions. Le 30 octobre il vaqua à sa dernière audience, puis il regagna son « *territoire emprunté* ». —

Ronas

Januarii anno

MDXXIII



VIII

LES ATTRIBUTIONS ADMINISTRATIVES DU PARLEMENT

TUTELLE DE M. DE MONTHOLON

MARIE DE DOMBES ET GASTON D'ORLÉANS



HENRY DE BOURBON était mort prématurément à trente-trois ans — 1608 —, ne laissant de son mariage avec Henriette de Joyeuse qu'une fillette, Marie de Dombes. Dès que le Parlement connut la mort de son souverain, il s'assembla, rédigea ses condoléances, et décida que, vu le malheur des temps, il se garderait d'ajouter à l'appauvrissement de la province les frais d'une délégation chargée d'aller les présenter.

Le cardinal de Joyeuse, que son titre de grand oncle désignait au choix du Roi pour la tutelle de la princesse enfant, remercia Messieurs de la Cour de leur prudente et charitable conduite.

Avec lui, M. de Montholon, conseiller d'Etat, avait reçu mission d'administrer le vaste patrimoine de l'héritière des Bourbon-Montpensier. Il *y tâcha* patiemment, consciencieusement, et s'efforça de réparer ce qu'avaient détruit tant de troubles. Poussé peut-être par Sully, qui ne laissait guère se

décourager les initiatives, il tenta de procurer aux Dombistes des ressources agricoles et industrielles, dont malheureusement leur apathie ne devait pas se soucier longtemps.

Dès 1603, un marchand de Lyon, du nom d'Elie, engageait le duc Henry à planter des mûriers dans les plaines de sa principauté, et le second président Austrein, prenant la chose à cœur, tirait des plans pour l'établissement à Trévoux d'une manufacture de soie. Devant les Etats assemblés à l'occasion du nouveau règne, M. de Montholon réitéra la proposition : ils répondirent s'en rapporter au discernement de leurs guides habituels.

Le Parlement, qui devinait une entreprise féconde, ou qui découvrait un moyen de secouer la torpeur de ses justiciables, s'empressa d'ordonner la plantation de 30.000 mûriers, et de nouveau l'on convoqua les Etats. Mais neuf mois portent conseil ; et il fallut décompter. Les bons Dombistes remerciaient le tuteur et la Compagnie ; tout bien examiné, ils préféraient continuer leur culture de noyers et d'arbres fruitiers.

L'énergique administrateur ne désespéra pas encore de les enrichir malgré eux ; en 1612, il écrivait au châtelain de Thoissey pour savoir quelle manufacture ou quel négoce conviendrait le mieux aux dispositions de la châtellenie ; il songeait à créer des verreries dans les forêts de Villeneuve et de Tanay (1). Trévoux, qu'il s'était mis en tête d'arracher à son oisiveté, voyait fonder à l'intérieur de ses murs, sous la direction d'un sieur Gaillat requis exprès de Lyon, une fabrique de futaine et de *canabasserie*. Mais les droits exorbitants qui frappèrent ces produits à leur entrée dans l'opu-

(1) Cette industrie, paraît-il, convenait à la principauté, car plus d'un siècle après, le duc du Maine accordait des lettres patentes pour l'établissement en Dombes et au château de Beauregard, « de verreries et manufactures de glaces, cristaux, fayences, émaux, verres à vitres, bouteilles, etc. »

Lettres patentes du 10 mars 1725 à Joseph Limosin ;

— du 29 janvier 1744 à Jean-Michel Favart.)

(*Ephémérides historiques de la Bresse, du Bugey et de la Dombes*. Bourg, 1875.)

lente et jalouse cité voisine (1) écrasèrent l'industrie naissante, que ses parents d'adoption ne demandaient probablement qu'à laisser mourir. Gaillat qui n'était pas un sot, et qui savait de combien deux précautions valent mieux qu'une, s'était fait pourvoir au préalable de la ferme de la Monnaie, en sorte qu'il ne perdit pas tout le bénéfice de son déplacement.

Et Trévoux, débarrassé de ces gêneurs, put avec plus de délices que jamais se remettre à ne rien faire...

Bientôt après, un règlement général dressé au nom de la princesse Marie par son conseil privé, en présence de sa mère la jeune douairière de Montpensier, était soumis à l'enregistrement de la Cour. Les dispositions les plus diverses y prenaient place, témoignage à la fois de la vigilance des administrateurs et du mépris traditionnel qu'ils faisaient de toute méthode.

Car c'était un bizarre assemblage que ces quarante-huit articles sous le grand scel de cire verte à doubles lacs. Ecclésiastiques et taverniers, conseillers et gens sans aveu avaient leurs paragraphes accolés; le mérite individuel des dits paragraphes n'y perdait rien, il est vrai; et le rédacteur épargnait au justiciable du temps, des formules et du papier. Mais le cerveau moderne rompu à la périodicité des enfantements administratifs et législatifs s'effare devant l'économie démodée d'une pièce où se côtoyaient tant d'idées.

Tel article prescrivait la sanctification du Dimanche

(1) On lit dans les réponses faites par M. Cachet aux articles concernant les affaires des Dombes : « Il ne reste plus à Trévoux — en 1699 — que deux tireurs d'or et deux ouvriers en taffetas, lesquels ne font que très peu de choses à cause des grandes douanes qu'on leur fait payer à Lyon comme marchandises étrangères. Il serait nécessaire pour soutenir ceux qui sont restés d'obtenir un arrêt du Conseil du Roy... portant que les marchandises ayant une fois payé la douane à Lyon — et les y faisant rentrer — ne payeraient plus que les droits pour la fabrication. » Article 48. *Bibliotheca Dumbensis* T. II, p. 641. — Et le plus joli, c'est que les pauvres diables de tireurs d'or et de taffetassiers n'avaient pas le droit de mettre leurs produits en vente dans le royaume sans les avoir fait préalablement rentrer à Lyon.

« *défendant ès dits jours de travailler, vendre, ni estaller marchandises.* » Tel autre considérant la suspicion qui peut planer sur un tribunal où les juges appartiennent aux mêmes familles déclarait qu'au Parlement comme aux sièges inférieurs nul ne serait pourvu d'office qui se trouverait parent ou allié des magistrats alors en fonctions jusqu'au degré de « *cousin remué de germains* ». Ici le règlement pourvoyait à la probité des poids et des mesures suivant les arrêts de la cour; là il interdisait aux officiers de recevoir directement les épices de la main des parties, disposition renouvelée des ordonnances de 1581. Plus loin, c'étaient les honoraires du greffier, les obligations des sergents; ailleurs la constitution des archives et le dépôt au bailliage des registres et minutes notariales; ou bien encore l'organisation d'une péremption d'instance par le laps de trois ans.

Ce règlement de 1610 contenait des dispositions d'un fumeur tout archaïque. Défense à toutes personnes non nobles et de qualité roturière de chasser à *force de chiens et d'oiseaux, de chasser noblement* comme le disait trente ans plus tard un édit de Gaston d'Orléans. — Il va de soi que les « présidents, conseillers et autres officiers du Parlement » ne tombaient pas sous le coup de cette prohibition. — Défense aussi à tous artisans ou paysans de porter des habits « *où il y ait de la soye et de haute couleur* ». On les invitait à *se vestir et habiller decemment, selon leur qualité et ainsi que d'ancienneté ils avaient accoustumé et non en habits de gentilhomme ou soldat, sous peine de confiscation desdits habits et amende arbitraire*. Défense encore aux jours de dimanches et festes de danser pendant le service divin, de jouer aux jeux de quilles, de paume, *courtes-boules* et autres semblables; les cabaretiers et taverniers pendant le même temps ne devaient pas recevoir de consommateurs. Ces mesures fleuraient l'ancien régime. Aussi bien ne pouvait-il se qualifier de nouveau.

Las! il faut croire que les mobiles changent plutôt que les prescriptions qu'ils suggèrent. Deux siècles après, en la ché-

tive capitale de la princesse de Dombes une ère nouvelle florissait où son règlement de 1610 eût été mal venu ; la municipalité avait « *nettoyé l'ancien temple de tous les objets qui retraçaient l'ancien culte* » et la SOCIÉTÉ POPULAIRE ÉPURÉE DES BONS SANS-CULOTTES DE TRÉVOUX votait l'élaboration d'un arrêté pour obliger « *les cabarets, oberges et caffés* » à rester fermés pendant le discours patriotique prononcé tous les décadis dans le temple de la Raison, cy-devant église paroissiale (1).

La même assemblée nommait des commissaires chargés d'inspecter les endroits où pourraient se trouver des souliers, avec mandat de n'en laisser « *qu'une paire à chaque citoien.* » L'édit de 1610 n'avait pas tout prévu...

Pour en finir avec lui, quatre articles visaient les impositions, ce thème inépuisable de la récrimination chez l'homme à l'état de société. « Défenses sont faites, disaient les interprètes de la souveraine au berceau, à toutes personnes de quelque état, qualité et condition qu'elles soient, sous peine de confiscation de corps et de biens, de faire aucune levée sur le peuple sans nos commissions et lettres patentes, non-obstant tous privilèges et pouvoirs prétendus. » En Dombes, au moins, la récrimination trouvait un écho dans les édits.

Deux ans plus tard, Marie de Dombes apposait son nom sur un autre acte depuis fort longtemps entrepris, les verbaux des limites du côté de la Bresse. D'incessantes contestations mettaient aux prises les habitants des deux pays qu'aucune frontière naturelle ne séparait et que régissaient pourtant des statuts si différents. Car les Bressans relevaient du roi et ne participaient point aux privilèges séculaires de leurs voisins.

A travers les *biefs* et les *abergements*, les *haies* et les *treyves*, les *mas* et les *granges*, il fallait fixer une ligne de démarcation, la conduire à travers le lacis plus inextricable

(1) Motion votée sur les instances du citoyen Tollet cy-devant vicaire à la cy-devant église paroissiale de Trévoux.

— de beaucoup ! — des droits de *cens* et de *servis*, des allégations douteuses, des témoignages passionnés, des titres contradictoires. Pour la tracer *du côté de bize* ou *du côté de vent*, *tirant contre le mas* de celui-ci ou contre l'*abbenevis* de celui-là, quelle prudence ! quelle diplomatie !

Madame ne crut pouvoir mieux faire que de déléguer son premier et son second président, Balthazard de Villars et Pierre Austrein. Le travail dura plusieurs années ; mais il aboutit. Le Conseil d'État du Roy, le Bureau des trésoriers généraux de France, le Parlement et la Chambre des Comptes de Bourgogne tour à tour enregistrèrent le règlement des limites ainsi élaboré ; le Parlement de Dombes en ordonna la publication au bailliage *le mercredi, dix-septième jour de septembre 1614*.

Cette même année, Balthazard de Villars recevait de sa Compagnie mandat d'escorter *Révérènd Père en Dieu, messire Denis Simon de Marquemont, Archevêque et Comte de Lyon, primat des Gaules, conseiller du Roy*, qui visitait alors son diocèse, et que la princesse, toujours par l'organe de son zélé tuteur, avait invité spécialement à le faire dans sa souveraineté. Montholon en avait écrit au Parlement, lui transmettant l'ordre exprès de rendre les plus grands honneurs au prélat et de le défrayer de tout son train.

Monsieur le Premier « se départit donc, le jeudi 24 avril, de son hôtel sis à Lyon, pour se rendre à Trévoux et pour illec mettre ordre à la préparation du logement dudit sieur et de sa suite. » Le 26, on signalait l'Archevêque aux approches de la capitale. Balthazard de Villars se portait aussitôt à sa rencontre, et tandis que par son ordre se chantaient les deux derniers versets du *Pange lingua*, il le conduisait au logis de Marc-Antoine Cholier, procureur fiscal au bailliage.

Le lendemain, le Prélat et le Magistrat commencèrent leur inspection. Dans le minutieux procès-verbal que celui-ci en dressa, la souveraine put constater la pénurie de ses paroisses et le lamentable état de la plupart de leurs édifices ;

on put lui lire des descriptions comme celle de Notre-Dame de Beaumont. « A côté du chœur, il y a deux chapelles : celle du côté du vent, sous le vocable de sainte Catherine; les vitres d'icelle sont ostées, les murailles ouvertes : il pleut partout dans icelle, étant descaronnée en partie; celle qui est du côté de bize, sous le vocable de saint Jean, la vitre étant aussi ostée et elle est toute descaronnée; mais elle est bien couverte. Elles sont toutes deux sans fondation, ni prébandier, ni service. »

Aussi la lettre qui accusait réception des renseignements contenait-elle ces paroles attristées : « Les églises, selon ledit procès-verbal, n'étant que de 50 environ, il nous déplaît bien qu'il y ait tant à réparer à 37 d'icelles, même après vous en avoir continuellement recommandé les réparations, ce que ne désirant pas faire davantage inutilement, notre intention est que vous délibériez des moyens par lesquels elles se pourraient faire, soit par taxe sur ceux qui tirent le principal bien des églises et chapelles, soit sur les bénéficiers exempts et non exempts, qui pour un si bon œuvre et si méritoire ne doivent différer de payer leur part... Et vous assure que jamais ne ferez chose qui me soit plus agréable et que je reconnaisse de meilleure volonté, car si Dieu n'est bien et parfaitement servi en mes terres, en vain j'espérerais et désirerais de l'être. » Le Parlement recevait mission, par l'entremise de son premier président, de veiller à la résidence des bénéficiers, à la réformation de leurs mœurs là où besoin en serait, et à l'exécution des fondations.

Il faut croire que Messieurs du Parlement délibérèrent et même conclurent; car lorsque en 1654, le successeur de Simon de Marquemont, Messire Camille de Neufville, passa dans cette misérable église de Beaumont, il en fit un tout autre rapport. Les fonts baptismaux étaient bien tenus; aux autels de sainte Catherine et de saint Jean s'ajoutait un autel à saint Antoine. Une terre de dix-huit coupées et un pré d'une charretée de foin, donation des paroissiens, assuraient

le luminaire, tandis que deux ou trois autres fondations complétaient le maigre budget.

Cette fois ce fut l'Archevêque qui rédigea le procès-verbal ; le Parlement avait bien député, comme précédemment, son premier président pour accompagner le haut visiteur ; mais celui-ci, soit humilité, soit indépendance, en avait décliné l'offre, et Guillaume de Sève de Laval avait dû borner son rôle à une simple harangue de bienvenue dans la ville de Trévoux.

Camille de Neufville, entre autres constatations intéressantes, nota la bonne tenue des registres baptistaires. C'était le Parlement qui, par arrêt du 26 août 1598, avait prescrit aux curés de dresser ces actes de l'état civil, de les faire signer aux parents et de les signer eux-mêmes. Mais il avait omis de soumettre à cette formalité les mariages et les décès ; et l'Archevêque combla la lacune par une ordonnance au chapitre de Trévoux qui désormais l'obligeait à faire état des trois sortes d'évènements.

Cependant, Marie de Dombes grandissait ; et le moment venait où elle allait, par son mariage, passer et faire passer la principauté de la ferme et sage tutelle de François de Montholon sous la direction fantasque de Monsieur, frère du roi, le peu sympathique Gaston d'Orléans. Elle avait à peine deux ans le jour où le duc Henry annonçait à son Parlement le grand honneur que Sa Majesté lui faisait en demandant pour son second fils la petite main de la princesse-enfant. Puis le fiancé était mort, et c'était le troisième fils d'Henry IV que la Régente Marie de Médicis avait mis en sa place.

On les maria, le 3 août 1626, à Nantes. Si la pauvre petite épousée avait scruté la physionomie pensive du prélat qui joignait leurs deux mains pour une si courte vie, peut-être eût-elle surpris dans l'éclair de ce regard l'estime que faisait de son mari le célébrant, Armand du Plessis, cardinal de Richelieu, premier ministre.

Le couple revint à Paris ; il y reçut M. Meschatein de la Faye, Comte grand-vicaire de l'Archevêque de Lyon, conseiller-clerc au Parlement de Dombes, qui venait offrir à leurs Altesses les humbles vœux de sa Compagnie. Onze mois plus tard, Denis Carpeaux, évêque de Nantes, prononçait à Saint-Denis l'oraison funèbre de la jeune princesse, dont sa ville épiscopale avait si récemment célébré le mariage ; et Gaston, gardien-noble, tuteur légal de sa fille Anne Marie-Louise d'Orléans-Montpensier, prenait seul le gouvernement de la souveraineté.

Il ne se soucia guère que d'en toucher les revenus, — sauf quelques termes que le roi fit saisir à la suite de la révolte de Montmorency, — et d'y créer des charges de justice malgré l'opposition du Parlement. Comme les Espagnols qu'il avait soulevés se massaient en Franche-Comté, les Dombistes s'émurent ; le gouverneur était absent ; et l'on eut ce spectacle piquant du premier président endossant le commandement des troupes pour défendre une souveraineté menacée par les alliés mêmes de son souverain.

Enfin, le Roi donna des lettres d'émancipation à sa cousine qui prit la direction de ses affaires. Ce fut le 9 décembre 1650. La grande Mademoiselle avait vingt-trois ans.



IX

LE PARLEMENT ET LA GRANDE MADEMOISELLE

L'ENSEIGNEMENT

LA MONNAIE. — RÉCEPTION A TRÉVOUX



UN jour que le feu duc François instituait une charge de secrétaire, il avait déclaré vouloir que son Parlement se rapprochât le plus possible de ceux du royaume, parce que non seulement il en exerçait toutes les fonctions dans l'ordre judiciaire, mais qu'il se trouvait en outre, comme seul corps souverain du pays, investi de maintes attributions que ne possédaient point les autres.

On avait, en effet, vu la Compagnie stimuler l'énergie du gouverneur pendant les troubles calvinistes, veiller à la réparation des murailles, pourvoir à l'entretien du culte, étendre à la province où la guerre continuait les effets du traité de paix de Vervins, — qui ne la concernait pas, puisqu'elle se trouvait hors du Royaume, — seconder d'intelligents efforts pour lancer la Dombes vers de nouvelles cultures ou de nouvelles industries. Qu'il s'agît de fixer le prix du sel, de déterminer la valeur légale des monnaies, d'en surveiller la fabrication, d'établir les lettres d'assiette pour les impositions,

d'autoriser les assemblées, de contrôler le privilège de l'imprimerie, de présider à l'enseignement, c'était encore et toujours le Parlement qui entraînait en scène.

Originale et remuante, Son Altesse Royale, Madame, ne pouvait qu'ajouter à l'importance des institutions de sa petite souveraineté, pour accroître par contre-coup le prestige de la princesse qui y régnait. Elle créa un hôpital à Trévoux où elle appela les filles de la Charité que venait de fonder rue Saint-Lazare un ancien habitant de sa principauté, M. Vincent de Paul, devenu de curé de Châtillon-lès-Dombes (1), aumônier de Madame la générale des galères. Elle en confia l'administration à quatre recteurs : M. le premier président, le procureur général, le doyen de la Collégiale, membres perpétuels et de plein droit ; et M. Claude Cachet, conseiller doyen en la Cour de Parlement *sans la participation duquel Madame ne voulut pas que rien pût se faire.*

A l'exemple de son grand-père, Henry de Montpensier, elle encouragea l'imprimerie ; elle octroya les privilèges les plus étendus au sieur Jean Molin, maître imprimeur de Lyon qu'elle installa à Trévoux, à charge pour lui de ne rien éditer de nouveau qui n'ait été préalablement soumis à une commission nommée par le Parlement. Le premier président et le procureur général devaient recevoir un exemplaire de tout ce qui sortirait des presses. La princesse ordonnait d'ailleurs aux gens de sa Cour souveraine de ne rien faire imprimer que chez Jean Molin.

Elle favorisa diligemment le collège de Thoissey, dont un prêtre remarquable, M. Philibert Girié, avait assumé le rectorat. Le Parlement enregistra le 17 décembre 1681 les lettres patentes qui ratifiaient sa nomination et l'autorisaient à fonder d'accord avec les consuls, pour régenter les classes, une communauté du nombre de membres qu'eux et lui jugeaient oppor-

(1) C'est à Châtillon que saint Vincent de Paul avait fondé, — tandis qu'il y était curé, — la confrérie des Dames de la Charité, au mois de décembre 1617.

tun. M. Girié s'empressa de choisir ses collaborateurs, et les présenta au Parlement qui approuva les désignations. C'étaient Messires Charles de Neuvéglise, sous-diacre licencié en théologie, Nicolas Mollot, ecclésiastique du diocèse d'Autun, et Benoît Duc, de Thoissey. A eux quatre, ils achetèrent de leur maigre épargne quelques vieilles maisons ; un bourgeois en ajouta une autre ; Son Altesse fit don d'une petite ruelle ; et le collège ainsi accru devint bientôt si florissant (1) qu'un projet plus grandiose germa dans le cerveau des Dombistes et de leur Souveraine.

Ils voulurent obtenir ce qu'avait inutilement sollicité Lyon, une Université. Point n'était besoin de pétitions au pouvoir royal ; Madame était chez elle. Mais il fallait une bulle pontificale pour que l'on pût enseigner le droit canon et la théologie. Anne-Marie-Louise écrivit à Rome le 20 août 1691, et chargea le cardinal de Forbin, évêque de Beauvais, de présenter sa supplique. Cependant, son secrétaire, M. de Rollinde, étudiait par le menu l'établissement des trois Facultés.

Le projet pourvoyait à tout ; il indiquait la durée des études, le recrutement des professeurs, le cérémonial de la collation des grades. Messieurs du Parlement auraient fourni les maîtres ès droit. Ça et là des annotations familières attestaient le sens pratique du secrétaire et le luxe de soins dont il entendait entourer son Université non éclore. « A Paris, remarquait-il, on subit deux examens ; mais le premier ne sert qu'à retirer de l'argent des étudiants ; il faut, au contraire, les attirer par le peu de dépenses. A Thoissey, l'on n'en subira qu'un. » Plus loin, il revenait à l'Université de Paris, où sur quatre examinateurs le refus d'un seul déterminait l'exclusion du candidat. « Pour faciliter la Faculté, il suffirait d'avoir le suffrage de trois » et il ajoutait en guise

(1) On apprend par le manuscrit de M. Girié : « *Livre de l'établissement et progrès du collège de Thoissey* » que des jeunes gens de qualité y venaient de Lyon, de Grenoble, de Marseille, de Metz... sans parler d'une foule de localités plus proches ou moins considérables comme Villefranche et Saint-Gengoux !

de concession aux consciences intraitables : « Y a même de la justice ».

Mais la supplique tombait mal. La Cour de Rome n'était pas encore remise des difficultés provoquées par les quatre articles, par l'histoire du droit d'asile, par l'intronisation violente de l'évêque de Cologne, en un mot par toute la politique très irrespectueuse de Louis XIV envers le Saint-Siège. Rollinde eut beau dire « Espérons » et le cardinal de Forbin « Prenons patience », ils moururent ; et l'Université de Dombes ne vint pas au monde.

Enfin la princesse augmenta son Parlement et créa la Cour des monnaies. Cette vieille prérogative de battre monnaie dont les maîtres de la souveraineté jouissaient fièrement n'allait point — et cela bien avant la Grande Mademoiselle ! — sans une réglementation spéciale et beaucoup de litiges professionnels. Pour appliquer l'une et résoudre les autres il avait de tout temps fallu des officiers, et la matière touchait par trop de points aux plus graves et plus délicats intérêts pour que l'on ait jamais pu songer à la confier à des juges inférieurs. Le Parlement qui s'occupait de tout devait très naturellement recevoir ce surcroît de compétence, et de fait il n'y avait point manqué. Non seulement il installait après examen de leurs mœurs et de leurs croyances orthodoxes les maîtres de la *Monnoye* ; mais c'était aussi lui qui procédait au jugement des *boêtes*, qui limitait le nombre des ouvriers, qui réglait leurs différends ; pour tout dire, il exerçait la direction de l'atelier de Dombes.

En janvier 1596, Henry de Bourbon avait ressuscité l'office de général de sa *Monnoye* aux gages annuels de 150 livres (1).

(1) La charge de garde général de la Monnoye existait cent ans plus tôt. Pierre II de Bourbon l'avait laissé tomber après que Jacques Varinier qui en exerçait les fonctions eût été pris en flagrant délit de malversations et condamné à 8.000 livres d'amende ; les autres officiers, ses complices avaient subi la peine du fouet. — 1494. — Le 20 février 1628, Gaston d'Orléans pourvut Hugues Dumontel, secrétaire au Parlement, de l'office de conseiller à la même cour et de général de la Monnoye avec dispense de résider à Trévoux.

Le Parlement mit deux ans à vérifier l'édit, et quand il se résolut à l'enregistrer, ce fut sous la réserve expresse que l'appellation des sentences du nouvel officier relèverait directement de lui, et que seul il en pourrait connaître.

Le prince, par le même acte, portait à douze ouvriers et à six monnayeurs le chiffre des gens qui lui semblaient nécessaires pour la bonne marche de l'atelier, et les exemptait de tous subsides et dons gratuits. La Cour admit l'immunité pour le général, les gardes et les maîtres ; elle la rejeta pour les autres. Quant à leur nombre elle s'en référa hautainement à son arrêt du 11 février précédent qui le bornait à dix.

L'intervention du Parlement dans les affaires de la monnaie l'amenait à jouer parfois le rôle d'un véritable conseil de prud'hommes. On le vit pour le cas de Benoît May et Pierre Perrou que le prince avait pourvus, que le *baillif* et les gardes avaient examinés et reçus, mais que les ouvriers refusaient de mettre à la besogne. Il fallut s'en rapporter au Parlement, qui rendit trois arrêts. Par le premier, daté du 11 février 1598, il ordonna la suppression des offices que la mort laisserait vacants jusqu'à ce que l'on fût revenu à l'ancien nombre de dix, — décision qu'il cita deux mois plus tard en enregistrant l'édit de 1596. — Le 11 mars un arrêt d'interprétation vint excepter de la mesure les enfants légitimes d'ouvriers qui désiraient continuer l'état de leurs parents. Finalement, et en troisième lieu, Benoist May et Pierre Perrou obtinrent le 27 mai 1598 la sentence qui leur donnait gain de cause et enjoignait aux récalcitrants de les recevoir et installer « et de leur enseigner ledit art ainsi qu'ils y sont tenus ».

Dès cette époque, l'atelier de Trévoux avait une frappe considérable, puisque le duc recevait du Roi l'autorisation de faire librement transporter chaque année par son maître de la Monnoye une quantité de métal équivalente à 40.000 écus. Après les troubles de la Ligue, pendant lesquels les presses tombées aux mains de M. de Nemours, avaient émis au coin de France des espèces d'un aloi fort suspect, après le décri

que le prince avait pu conjurer, la monnaie ducale reprit un sérieux essor.

Sous Son Altesse Royale, Madame, elle fut à l'apogée, et son revenu annuel dépassa 100.000 livres (1). Les pièces de cinq sols circulaient dans les Echelles du Levant où les acheteurs les prenaient fort au-dessus de leur valeur pour le mérite artistique de la gravure : on en faisait un objet de toilette. Aussi dès 1651, Crottier — probablement le maître d'alors — recevait-il de la Souveraine permission d'établir six nouvelles presses.

Le Parlement, intervenant pour enregistrer, une fois de plus notifia sa volonté de connaître seul de toutes les contestations. Puis un procès contre les officiers de la Monnoye le mit en antagonisme avec le Conseil privé. La princesse affirma pour ce dernier le droit de faire exécuter ses arrêts sans la ratification parlementaire ; et par la même occasion protesta contre l'immixtion de la dite Cour dans les autorisations d'assemblées générales.

Le Parlement tint bon : il voulait connaître du fait de la monnaie, en connaître à l'exclusion de tous autres, et, qu'il s'agît de procès civil ou de procès criminel, s'en mêler. Quant au droit de permettre les assemblées générales, c'était une vieille prérogative maintes fois mise en pratique, que consacrait en son article 45 le grand édit de 1610 : « *Dores en avant ne se feront assemblées pour choses qui concernent le général du pays, sinon par notre permission ou de notre Cour de Parlement.* » Peut-être avait-il prétendu contrôler jusqu'aux autorisations du prince, ce que le Conseil privé était fondé à trouver exorbitant.

L'autoritaire magistrature triompha-t-elle ? On peut le croire. Gacon rapporte que M. de Sève, premier président, fut envoyé près de Madame pour lui faire des représentations *qui restèrent quelque temps sans effet*. Elles finirent donc par

(1) Chiffre cité dans la « *Notice sur la Monnaie de Trévoux et de Dombes* », par MANTELLIER, 79.

en produire!... Du moins ne tarda-t-on guère à savoir officiellement de qui relèveraient désormais les difficultés sur le premier point. Anne-Marie-Louise établissait en sa ville de Trévoux une *Cour souveraine des Monnoyes*. Les lettres patentes de juin 1658 purent bien être la réponse aux démarches de M. de Sève.

Elles portaient : « Nous voulons la dite Cour être composée d'un nostre conseiller premier président, un nostre conseiller, second président, cinq nos conseillers généraux, un nostre conseiller advocat général, un nostre conseiller secrétaire général, et un greffier receveur des amendes... pour connaître et décider souverainement et en dernier ressort du fait de notre dite Monnoye, circonstances et dépendances, en toute l'étendue de nostre pays et souveraineté de Dombes, tant civilement que criminellement, recevoir les maistres gardes, essayeurs, affineurs, monnayeurs et autres officiers, orphèvres et leurs ouvriers, travailleurs en or et argent. » C'était juste ce que le Parlement faisait depuis un siècle. On prit chez lui les membres de cette prétendue nouvelle juridiction ; il réunit de nouveaux gages à ses anciens émoluments, et son travail resta ce qu'il était par le passé.

Mais la besogne se fût-elle accrûe, qu'il eût été en mesure d'y pourvoir ; car aux nombreux offices qu'il comptait déjà, Mademoiselle allait ajouter ce qu'il conviendrait de nouvelles charges pour solder les frais de son voyage.

Elle arrivait en effet, à peine sortie de la Fronde et des cabales à main armée pour lesquelles elle avait témoigné le même goût que son père avec beaucoup plus de courage et de dignité. Elle accompagnait à Lyon Mazarin et le Roi pour qui des projets de mariage s'agitaient. La principauté se trouvait à cinq lieues ; le bon peuple voulait voir la petite fille de ses ducs ; elle y alla.

Le 28 décembre 1658, entre 4 et 5 heures du soir, Pierre Penet de Monternost, capitaine de la milice et lieutenant général au bailliage, présentait à Son Altesse les clefs de sa

capitale, tandis que tambours battants et enseignes déployées les bourgeois en armes faisaient escorte. La princesse qui s'était offert entre Neuville et Trévoux le luxe d'une chasse au lièvre déclarait le pays « le plus beau du monde », admirait les dames « quasi toutes jolies avec de fort belles dents », — elle-même les avait mauvaises ! — les paysans bien vêtus et qui ne payaient point de tailles, sa petite maison bourgeoise et la cour en terrasse sur la rivière.

Le lendemain elle dînait en public pour que ses sujets la pussent voir. Lorsqu'elle eut fini, le Parlement, en robes rouges, solennellement se présenta; et le premier président debout fit sa harangue.

Avait-il d'abord mis genou terre pour se relever aussitôt sur l'invitation de l'illustre visiteuse? Elle le dit dans ses Mémoires (1). Le procès-verbal de la cérémonie qui fut dressé, suivant l'usage, pour en relater les détails aux registres de la cour, ne semble pas à lui seul détruire cette affirmation. Il indique en effet sur la fin de sa rédaction que « le Parlement aurait *salué* debout. » Or *saluer* c'était souhaiter la bienvenue, c'était débiter le compliment. On le fit debout; et les Mémoires le disent comme les registres. Mais comment avait-on *abordé* la Souveraine? Vraisemblablement dans l'attitude que commandait l'étiquette et que ne manquaient point d'observer les vieux Parlements du royaume (2).

(1) « Après mon dîner, mon Parlement vint me haranguer en robes rouges. « Je n'avais pas voulu qu'ils y vinssent à Lyon de cette sorte, de peur qu'il ne « se trouvât quelqu'un de la cour chez moi, et que l'on ne me fît la guerre que « j'étais bien aise de me voir haranguer comme la reine et que l'on mît un « genou en terre devant moi. Mes officiers le firent dans Trévoux comme font « tous les Parlements à leurs souverains et je leur dis de se lever. » Mém. de M^{lle} de Montpensier. Amsterdam, 1746, t. 4, p. 305 et s.

(2) Voici un fait analogue et qui confirme cette distinction entre l'*abord* et le discours de *salutation*. Lors de la réception que la ville de Lyon fit en 1622 à Leurs Majestés Louis XIII et Anne d'Autriche, le compte-rendu dressé par les échevins nous apprend « que Messire Maurice de Fenoil, chanoine et grand obéancier en l'église Saint-Just (et conseiller au Parlement de Dombes), portant la parole pour le clergé *se prosterna* avec sa suite aux pieds de Sa Majesté d'où par son ordre *s'étant relevé, parla debout.* »

Lorsque quelques jours plus tôt la Compagnie requérait du grand-maître des cérémonies de France un certificat constatant qu'elle n'avait point plié le genou devant Louis XIV, ce qu'elle entendait sauvegarder, ce n'était pas sa dignité, mais la souveraineté de la province dont elle régissait la justice suprême. Le roi de France n'était qu'un voisin ; Anne-Marie-Louise était la souveraine. Elle avait droit à des honneurs que son royal cousin ne pouvait pas prétendre. Si l'on en juge par le discours de Monsieur le Premier, petit-fils et successeur du Balthazard de Villars des Grands Jours, les officiers de Mademoiselle ne songèrent point à se raidir.

Parmi ces officiers s'en trouvait un tout jeune, pourvu depuis le mois de juillet seulement, sous condition de survivance, « *d'une charge assez extraordinaire telle que les gens de feu Gaston d'Orléans étaient habiles à en créer pour avoir de l'argent* (1). » Le pauvre Gabriel de Bussillet de Messimieu, chevalier d'honneur de par son père, était, de par son âge tendre, amoureux de la souveraine. Le Parlement ne lui pardonnait pas le premier titre ; et Son Altesse Royale qui peut-être ne lui reprochait pas le second, s'avisa de lui prouver combien l'amour sait devenir plus cruel qu'une Compagnie judiciaire de dernier ressort.

Elle n'y mit pas de méchanceté, mais étourdimement, afin d'en rire, coquettement, afin de jouir d'une conquête, elle enflamma le naïf chevalier, lui laissa croire qu'elle correspondait à ses vœux, et que pour le hausser à son niveau elle allait acheter une île dont elle le ferait gouverneur. Bussillet rayonnait. « Vous me devriez une harangue tout seul », lui avait dit Anne-Marie-Louise à Trévoux ; « je sais que vous m'aimez assez pour cela ! » et sans doute elle y avait mis l'accent qu'elle devait prendre plus tard pour dire à certain capitaine des gardes (2) : « J'ai

(1) Mém. de M^{lle} de Montpensier. Ibid.

(2) Ce capitaine des gardes était le chevalier de Péguilin, qui prit à la mort de son frère le titre de comte de Lauzun.

mon plan dans ma tête de ce que je veux faire pour être heureuse. »

A cette tendre invite, à ce regard charmeur, Bussillet transporté s'empressa de répondre, et soit qu'il eût de l'esprit, soit qu'Amour lui soufflât à l'oreille, il parla fort agréablement. La relation de l'*Isle invisible* dont la lecture se fit le lendemain au milieu d'un long cercle de rieurs vint en plein rêve atteindre l'amoureux et briser les ailes de son trop magique idéal.

Il ne figurait cependant à travers la fiction sortie de la plume alerte de sa princesse que par une ironique épître introductive, et par ce trait surprenant d'érudition du naufragé qui découvre l'île et veut la doter d'institutions achevées : « J'ai lu quelque part qu'au Parlement de Dijon *il y avait un chevalier d'honneur, et même dans un autre*, créé à l'instar d'iceluy. »

Lorsque, sur les conseils de sa parente et amie, Madame de Pontac, « première présidente de Bordeaux » (1), M^{lle} de Montpensier eut fait imprimer le morceau, elle expliqua dans sa lettre d'envoi à cette dernière « ce qu'est le personnage à qui s'adresse la relation de l'isle, car assurément c'est quelque chose de trop joli pour un nom aussi inconnu que le sien... La charge qu'il a au Parlement de Dombes lui a causé quelque démeslé avec sa Compagnie; et ce démeslé l'a obligé de m'écrire souvent pour ses intérêts. »

Si quelques années plus tard l'amoureux déconfit gardait encore le besoin d'une vengeance, il put se l'offrir en voyant

(1) Madame de Pontac était la femme du premier président du Parlement de Guienne, et la sœur de ce Jacques de Thou que le témoignage de Gaston d'Orléans avait envoyé au billot des Terreaux. Ce fut chez elle que Mademoiselle de Montpensier descendit lorsqu'elle accompagna la Cour à Bordeaux pour le mariage de Louis XIV avec l'infante d'Espagne. — « Vous avez l'esprit délicat et juste, lui écrivait-elle à l'occasion de la *Relation*; vous avez le discernement bon et vous savez beaucoup. La Cour et le monde ont achevé de vous donner la dernière politesse. S'il vous avait manqué quelque vivacité vous l'auriez prise au pays où vous avez été mariée... A qui se fiera-t-on qu'à ses parents et à ses amis... Vous m'êtes l'une et l'autre, par dessus cela éclairée, dévote et charitable... Il me semble que je ne dois point être en peine de ce qu'on dira d'une chose qui est faite sous votre aveu. »

la belle descendante d'Henry IV, celle dont le roi d'Angleterre avait sollicité la main, que la Cour avait tour à tour destinée au frère du roi, à l'Empereur, au duc de Lorraine, prise aux charmes du sieur de Péguilin, comte de Lauzun, lui faire donation de domaines princiers qui n'avaient rien d'invisible.

Le 31 décembre, Mademoiselle revint à Lyon. Elle avait, dès avant sa visite, pourvu deux officiers : Benoist Penet de Monternost à la charge de conseiller, — lettres du 17 décembre ; — et Claude-François de Poleins à celle d'avocat général, — lettres du 20. Elle acheva à son retour. Jacques Trouilleux reçut le 2 janvier sa nomination de président à mortier, et le 13 du même mois, Claude d'Albon, comte de Lyon, abbé de Savigny, celle de conseiller-clerc. Six autres candidats obtinrent leurs lettres patentes.

Toutes ces créations se faisaient conformément à l'édit de juin 1658 qui en organisant *la Cour des Monnoyes* avait préparé dix fauteuils. « Eh bien ! Mademoiselle, disait le Cardinal à son ancienne ennemie, vous êtes bien riche ». Et elle pouvait répondre : « Oui, je voudrais, dans tous les voyages que le Roy fait, avoir une souveraineté à cinq lieues de la ville. Cela paierait mon voyage. »



X

LE PERSONNEL DU PARLEMENT ET SES PRIVILÈGES

LES RECONNAISSANCES ROYALES

LES ENTREPRISES DES TRAITANTS



PRÈS le départ de Mademoiselle, le Parlement comptait 30 officiers. Il y avait 135 ans que François I^{er}, créant le conseil en dernier ressort de Dombes, le pourvoyait de deux docteurs, d'un greffier et de deux huissiers (1), qu'il accolait au gouverneur, au sénéchal et à ses lieutenants, assistés du procureur à la sénéchaussée. Cela ne faisait que *quatre conseillers*; car de compter le gouverneur et le sénéchal, spécialement autorisés à ne pas paraître, c'eût été naïveté.

Dès le 5 novembre, Louise de Savoie en installait *deux autres* : Antoine Audoin et Nicolas de Langes dont le fils devint premier président. — Au mois de mars 1559, François II confirmait dans leurs offices que la mort de son prédécesseur rendait vacants de plein droit Messieurs du Parlement de Dombes. Il en pouvait compter déjà treize, sans les huissiers :

(1) Jusqu'en 1600, il n'y eut que deux huissiers au Parlement. Le duc François en installa deux autres, et fixa leur nombre dans la principauté à quarante.

sept conseillers laïcs, Maîtres Hugues Dupuy, président, François de Villars, Néry de Torvéon, Jérôme de Châtillon, Jean du Fournel, Nicolas de Langes et Toussaint Charreton ; deux conseillers-clerics appartenant au chapitre primatial : Benoît Buatier, vicaire général et official de l'Archevêché de Lyon, et Jean Cybérans, également official ; deux avocats généraux : Mathieu de Vauzelles et Jean Girinet ; un procureur général, Pierre Bollioud (1) ; et le greffier André Perret.

Les fonctions d'avocat du roi, d'abord laissées au procureur de la sénéchaussée, Baronnat, avaient été, dès 1532, confiées à Claude de Bellièvre, qui, trois ans après, appelé au Parlement de Grenoble, les avait résignées en faveur de Mathieu de Vauzelles.

Vers 1561, Louis de Bourbon créa l'office de *second président* ou président à mortier, et y installa Jean du Fournel, lieutenant général en la sénéchaussée, déjà conseiller, qu'il voulait récompenser de lui avoir fait prêter le serment des habitants de Villefranche et de Trévoux. Il instituait en même temps *deux charges de conseillers-clerics*, dont l'une était unie au doyenné de l'église collégiale de Trévoux (2). Montholon

(1) Malgré la citation que faisait l'acte royal de trois officiers du Parquet, le Parlement n'avait, à cette époque, qu'un avocat et un procureur généraux. On en acquiert la preuve évidente avec les remontrances de 1574 qui demandent la suppression de l'office de procureur général, parce que *deux* officiers ne sont point nécessaires au Parquet. Il est probable que, lorsque intervint la confirmation d'offices par François II, Mathieu de Vauzelles avait déjà cédé ses fonctions, et que Jean Girinet ne s'en était pas encore investi, de sorte qu'on les cita tous les deux. Par le fait, il n'y avait donc que douze membres, et non pas treize, en fonctions.

(2) Les gens d'Eglise étaient parfaitement à leur place dans une Compagnie judiciaire qui s'inspirait fréquemment des dispositions du droit canon, et que l'on consultait volontiers sur des cas de réglementation religieuse.

On trouve de curieux exemples de ce rôle du Parlement. En voici un entre mille. Les habitants de Chalamont, voulant bâtir une chapelle dans la ville, à la place de celle que leurs seigneurs avaient autrefois édifiée sur une hauteur, près de leur château, présentent une requête au Parlement et lui exposent leur dessein. La Cour l'approuve, autorise provisoirement à recevoir des libéralités ; mais surseoit à statuer définitivement jusqu'à ce que l'ordinaire averti ait envoyé la permission d'usage. L'archevêque de Lyon accorde cette permission ; et, par arrêt, la requête des gens de Chalamont obtient plein succès. — Un an plus tard, 14 août 1630, le Parlement défend aux paroissiens

plus tard la désunit en déclarant incompatibles des fonctions qui toutes deux obligeaient à résider, l'une à Lyon, l'autre à Trévoux.

Au décès de Pierre Bollioud, procureur général, en janvier 1574, la Cour fit de *très humbles remontrances* pour obtenir la suppression de l'office et sa réunion à celui d'avocat général, « n'y ayant pas tant de causes et matières de procès dans la souveraineté qu'il fût besoin de deux officiers au Parquet ». Mais le prince passa outre et pourvut le fils du défunt. — Le 30 mai 1578, il investit Antoine de Masso d'une *nouvelle charge*, par la séparation du titre de second président, dont jouissait Nicolas de Langes, de celui de conseiller qu'il avait porté jusqu'alors. Le Parlement protesta; car chaque création réduisait les émoluments des anciens membres; mais, sur l'insistance du prince, il dut se résigner, et il enregistra.

Le duc Henry, en pourvoyant Nicolas de Langes — mars 1593 — de la dignité de premier président, supprima son office; mais, en janvier 1601, il le rétablissait pour le conseiller Pierre Austrein; puis il instituait, au bénéfice de Hugues Dumontel, *une charge de secrétaire*. Laurent du Bourg fut pourvu de l'office que l'élévation d'Austrein laissait libre, mais à titre surnuméraire, et sous réserve de la suppression du premier office qui viendrait à vaquer. A moins d'un an de là, Etienne de la Barge, conseiller-clerc, mourut. Balthazard de Villars rappela cette clause, et la Compagnie écrivit au prince. Mais un candidat, Maurice du Fenoil, sollicitait en sens contraire, et ce fut de son côté que pencha la balance. Seulement on prit un biais qui recula l'échéance. Le surnuméraire eut les gages du feu conseiller, et le postulant sa fonction; la réduction d'offices fut remise à la prochaine vacance.

En attendant que l'un de ces Messieurs de la Cour voulût bien décéder, une nouvelle catégorie de magistrats allait

de mettre aucun banc dans leur église sans payer un droit pour sa décoration, et fixe à 15 pieds la distance qui doit séparer ces bancs du grand autel — Ce n'est plus un Parlement, c'est un conseil de fabrique!

s'asseoir en leur compagnie : *les maîtres des requêtes*. François de Montpensier se contenta d'un seul (1603). Avec Gaston d'Orléans, il y en eut deux (1646). Un troisième apparut dans la fournée générale de 1658. Pierre de Montconis, seigneur de Liergues, conseiller du roy, et lieutenant criminel de Lyon, fut le premier titulaire de cet honorifique emploi qui donnait entrée partout, mais qui ne procurait pas d'appointements (1).

A cette « crûe » continuelle de la Compagnie souveraine, il y eut enfin un temps d'arrêt, voire un mouvement de recul ; ce fut Montholon qui s'y employa. Pierre Austrein et Nicolas Renaud étaient morts en 1617, et le Parlement s'empres-
sait d'adresser des remontrances pour qu'ils ne fussent point remplacés. Il parlait du peu de procès, de l'exiguité du ressort, de l'inutilité de deux présidents, alors que, pendant si longtemps, un seul avait suffi ; il trouvait des formules heureuses : *le nombre des juges fait-il que la justice soit mieux rendue ?* et cœtera... Il indiquait d'ailleurs que, suppression faite des deux offices, il resterait dix conseillers ; il lui semblait que c'était encore trop.

Le tuteur de Marie de Dombes n'hésitait pas devant les mesures utiles ; méprisant les sollicitations en sens inverse, il soumit à la signature de la princesse un édit de suppression. Mais il voulut que Messieurs du Parlement connussent le fond de sa pensée. Leurs doléances ne lui avaient rien appris ; il savait combien était opportune la mesure qu'il venait de prendre ; il savait aussi, — ayant déjà beaucoup vécu, — que ceux qui la lui avaient demandée s'empresseraient d'en solliciter le retrait au premier souffle de l'intérêt particulier, et il leur dit qu'il ne l'entendrait pas ainsi. Mais il mourut...

Dès le mois de novembre 1625, l'office de Nicolas Renaud ressuscitait au bénéfice de Louis Trelon, fils d'un conseiller

(1) Après avoir gratuitement rempli ses fonctions pendant dix ans, Montconis demanda à participer aux épices et à la garde du sceau. Marie de Dombes renvoya la demande au Parlement, qui consentit.

défunt dont la charge venait d'être attribuée à Louis Landry, et qui réclamait au nom des trente-deux ans de bons et loyaux services de son père. Comme la place était prise, on lui en fit une autre.

Survint Gaston d'Orléans — dont les gens, au dire de sa fille, créaient si bien les offices ! — La multiplication reprit son œuvre. Le 20 mars 1630, c'était un *second secrétaire*, Jean Palerne ; en 1635, un *second président* ; en 1646, un *second maître des requêtes* ; puis une innovation, le *chevalier d'honneur* qui siègera l'épée au côté et prouvera la noblesse au moins de son bisaïeul.

Le Parlement protestait..., mais que de répliques ! Tantôt on spécifiait que le nouveau promu n'aurait point de gages — sauf à le dédommager plus tard ; — tantôt on cédait à demi ; et la part refusée ne tardait guère, sur un nouvel assaut, à rejoindre la part accordée. Ainsi, Gaston avait créé *deux chevaliers d'honneur* ; la Compagnie en subit un, et en 1651 le second revenait. Tantôt enfin on brisait les résistances qui se faisaient intraitables. Pour rétablir le siège de second président, il fallut trois lettres de jussion.

La Grande Mademoiselle pourvut, lors de son voyage, un *nouveau président à mortier*, un *maître des requêtes*, *deux conseillers-laïcs*, un *conseiller-clerc*, un *second avocat général*, *deux substituts* et *deux secrétaires*, puis en 1669, encore un *conseiller*. Nous verrons son successeur installer *deux autres conseillers* et un *troisième avocat général* ; si bien que le jour de sa disparition la Cour de Parlement comptera trente-quatre membres : un premier président, *deux* présidents à mortier, *trois* maîtres des requêtes, *deux* chevaliers d'honneur, *quinze* conseillers, y compris trois conseillers d'honneur, un procureur général, *trois* avocats généraux, *deux* substituts, *quatre* secrétaires et un greffier en chef.

Le personnel du Parlement comprenait en outre plusieurs commis-greffiers. Il messierait enfin d'oublier Messieurs les avocats et procureurs. Longtemps la Cour les emprunta du

présidial et de la sénéchaussée comme elle empruntait de ces juridictions plus qu'amies le royal logis de Roanne. Ils apportaient à sa barre toutes les traditions de leur ordre. Jérôme de Châtillon, deux fois qualifié pour les connaître, puisqu'il les fréquentait tout ensemble au Présidial et au Parlement les admonestait en note de l'art. 72 des Ordonnances de Dombes « de se représenter la grandeur et l'autorité de leurs charges, et de bien et dument faire entendre le droit de leurs parties sans user de circonlocutions. »

Puis cette concession faite à la théorie, l'inexorable censeur traçait de la pratique ce tableau sans retouches : « Il y a des avocats qui épargnent tant la vérité et sont si prompts à poser des faits, encore qu'ils ne soient véritables, qu'ils empeschent l'expédition de la justice. Par leurs subtilités, cautelles, et arguties, la vérité ne peut estre decouverte : d'une mouche en veulent faire un éléphant ; ils consomment le temps en paroles. »

Les avertissements platoniques n'étaient point — nous le savons — le propre du législateur de Dombes. Aussi la noble corporation lisait-elle à son usage parmi les 150 articles du texte quelques courts paragraphes ainsi tournés : « Art. 41. Avocats et procureurs qui auront posé et articulé calomnieusement aucuns faits soit en plaidant, soit par leurs écritures ou autres pièces du procès, si c'est en notre Cour de Parlement, payeront par chacun faux fait dix livres tournois envers nous, et la moitié moins envers les parties pour leurs interests. » ou bien encore : « Art. 68. Les avocats seront briefs en leurs contredits et salvations, sans réitérer les raisons contenues en leurs écritures principales ou leur plaidé, ni poser aucunes frivoles allégations, à peine d'amende arbitraire. » Les dits sieurs n'auraient su trouver plus concis : c'était en même temps le modèle et la sanction.

Lorsque la Cour eut transféré son siège à Trévoux, elle en fit avertir officiellement le syndic des avocats et le syndic des procureurs *afin que la communauté remplisse son employ*

et exécute les règlements. A Trévoux les procureurs fonctionnèrent au nombre de douze ou quinze. Une coutume particulière du présidial de Lyon et du Parlement de Dombes voulait que chacun d'eux se substituât deux collègues qui seuls avaient le droit de représenter le procureur empêché.

Quant aux avocats, on ne sait trop combien ils furent. Leur corporation à dater du transfert se groupa autour du Parlement ; ils en portèrent exclusivement la dénomination comme on peut s'en convaincre à la lecture du titre d'une *Histoire abrégée de l'hôpital de Trévoux* écrite en 1769 par Guy François Degraire, *doyen des avocats au Parlement de Dombes*.

En Dombes, comme dans le royaume depuis François I^{er}, les charges s'achetaient, mais elles n'étaient point héréditaires. Le prince pourvoyait à chaque vacance d'après une liste de quatre noms que lui soumettait le Parlement et sur laquelle, régulièrement, il choisissait le premier inscrit. — Henry IV, par l'institution de la Paulette, fit des offices de judicature une propriété perpétuelle et transmissible ; et dès lors, moyennant un droit annuel à peu près équivalent au soixantième du revenu, les titulaires désignèrent leurs successeurs.

Les premiers magistrats au Parlement de Dombes ne touchaient point de gages ; on les estimait assez rémunérés par leurs privilèges et par les épices qu'ils tiraient des procès.

Or, ils étaient « grands et notables » les privilèges des parlementaires de Dombes : exemptions d'impôts, immunités de juridiction, franchise de péages, et pour les couronner tous comme d'un héraldique emblème, la noblesse. Car le bonnet carré conquérait cette distinction suprême, réservée jadis à des prouesses guerrières, fleur éclatante si souvent épanouie sur une blessure, au soir d'héroïques batailles.

Sans doute, à tel vieux magistrat consumant la flamme de son intelligence et de sa vie au dur labeur de la justice, assez incorruptible pour mourir pauvre, comme Jérôme de Châ-

tillon, après avoir rempli les fonctions de *procureur général de Monsieur l'Archevêque*, de *seul avocat du Roy*, de président au Présidial et de président au Parlement, tous les honneurs devaient convenir. Grâce à Dieu, il en fut qui lui ressemblèrent. Mais ce n'était pas le mérite, c'était le fauteuil qui appelait l'anoblissement, et la marque glorieuse s'abattait sur le nom malsonnant d'un fils de trafiquant quelconque, préoccupé seulement de « croître la toile des procès », enchanté de laisser répartir entre ses anciens égaux une contribution dont aucun sacrifice ne viendrait de sa part compenser la décharge.

Enfin ils en jouissaient... — Au Parlement de Dombes, la prérogative allait plus loin encore que dans les Cours souveraines du royaume. Pour elles, la noblesse ne passait aux enfants que si le père et l'aïeul en avaient joui eux-mêmes, après vingt ans de bons et loyaux services, tandis que la noblesse des officiers de Dombes, sitôt qu'ils l'avaient acquise, atteignait leurs descendants à perpétuité. Vainement des juridictions rivales, des collecteurs d'impôts, des traitants à la recherche des faux nobles multiplièrent-ils les protestations motivées, les assignations brutales, les distinctions subtiles, il fallut toujours plier devant l'évidence des droits que, de François I^{er} à Louis XIV, tous les monarques avaient garantis de leur signature.

Car c'eût été singulièrement restreindre un privilège que d'en borner l'exercice au territoire de la principauté ; les conseillers, que d'autres fonctions, — pour la plupart, — retenaient hors de Dombes, bénéficiaient surtout dans le royaume de ces immunités concédées à propos de leur chétif ressort. C'était à Lyon, c'était en Forez, c'était en Bresse, c'était en Dauphiné qu'il faisait bon ne point compter aux rôles de la capitation, éviter les aydes, les tailles, les subsides ; c'était cela qu'à tout avènement Messieurs du Parlement sollicitaient du roi.

François I^{er} l'avait écrit dans la charte de leur fondation, *qu'ils jouiraient des « honneurs, autorités, privilèges, préro-*

gatives, prééminences, franchises, libertés et profits accoutumés. » Au mois de février 1547, Henry II répétait la formule de « *feu de bonne mémoire le Roy, son très honoré seigneur et père que Dieu absolve* » ; puis en mars 1559, François II. Quant à Charles IX, il avait donné ses lettres patentes pour reconnaître les droits de Louis de Bourbon, et le Parlement, à travers ces changements de régime, avait négligé de s'assurer la confirmation royale de ses privilèges. On eut vite fait de l'amener à s'en repentir. Aussi reprit-il avec Henry III une tradition qu'il n'abandonna plus.

Les adversaires soutenaient que la rétrocession de la province et de sa magistrature avait rendu caducs les privilèges émanés des rois de France. Les lettres de décembre 1577 condamnèrent cette prétention ; le 15 septembre 1595 ce fut au tour de Henry IV, et en septembre 1611, de Louis XIII. —

Le long règne de Louis XIV fournit matière à deux actes principaux en faveur des parlementaires de Dombes, la déclaration de mars 1644 et celle de mars 1682. Louis XV ne faillit point à cette exigence que ne devait plus connaître personne après lui, et ses lettres du 5 mai 1716 redirent une dernière fois les privilèges que le petit Parlement était admis à faire valoir dans le royaume.

Les rois de France, depuis la transaction de 1560, ne prêtaient plus seulement à la Dombes l'auditoire de leur palais de justice ; ils lui prêtaient encore les magistrats de leurs juridictions. « Permettons, disait Louis XIII, à notre très chère Cousine... d'employer et pourvoir nos sujets aux charges et offices de sa Cour souveraine. » Ce même monarque, revenant sur sa déclaration de 1611 avait bien, le 1^{er} août 1642, proclamé l'incompatibilité des offices royaux avec ceux du Parlement, et départi à ses gens un délai de trois mois pour opter... Mais la mesure n'avait pas encore reçu de commencement d'exécution qu'un nouveau règne venait permettre d'y surseoir, pour attendre les lettres du 28 août 1643 qui la mettaient à néant. Les officiers de France restaient libres

d'accepter des charges dans la Souveraineté, comme aussi — par juste retour — ceux de la Souveraineté pouvaient en accepter dans le royaume.

Le temps employé au Parlement de Dombes comptait aux officiers qui passaient dans une autre Cour; c'était la teneur des lettres patentes données à Saint-Germain-en-Laye, au mois de mars 1682. « Nous et nos prédécesseurs, disait le Roy, ne nous sommes pas précisément expliqués sur le service que ces officiers rendent au dit Parlement, pour sçavoir si l'on en doit faire état lorsqu'ils sont pourvus par Nous d'offices de présidents dans nos Parlements ou de maîtres des requêtes ordinaires de notre Hôtel. Afin qu'on ne doute pas de notre intention, nous avons bien voulu y pourvoir par ces présentes... Avons par édit perpétuel et irrévocable dit, statué, ordonné, disons, statuons, ordonnons, voulons et nous plaît que lesdits officiers et leurs successeurs qui seront pourvus par nous ou par les rois nos successeurs d'offices de présidents en nos cours de Parlement ou de maîtres des requêtes ordinaires de notre Hôtel y soient reçus et installez... et que le temps du service qu'ils ont rendu ou qu'ils rendront à l'avenir audit Parlement de Dombes soit considéré comme s'il avait été rendu en nos dits Parlements. »

Par ce même fait, ils se trouvaient dispensés de subir la traditionnelle information sur leurs *mœurs, âge et religion*. Bien plus la déclaration royale, — qui cependant paraissait mesurer à certains postes éminents ses bienveillantes dispositions, — valait pour toutes sortes d'offices. Le chancelier de France avait écrit là-dessus l'expresse volonté de Sa Majesté au premier président du Parlement de Dijon qui s'effarait des prétentions d'un maître Claude Espiard, conseiller à la Cour de Dombes, pourvu sur la résignation de son père, d'un office de simple conseiller laïc; et maître Claude Espiard avait occupé sans examen le siège de son père au Parlement de Dijon.

Néanmoins il restait un privilège très contesté : le droit de *committimus au petit sceau*, faveur qui permettait de

plaider en première instance devant des juges spéciaux. Les maîtres des requêtes de l'Hôtel et du Palais à Paris qui devaient constituer pour Messieurs de la Cour de Dombes cette exceptionnelle juridiction, faisaient difficulté d'apposer le sceau de la petite chancellerie sur les actes à leurs noms. Ils arguaient d'un article XIV du titre quatrième de l'ordonnance de 1669 qui, de fait, dans l'énumération des bénéficiaires du droit de committimus ne comptait point les gens de Dombes. Mais le privilège, en dépit de cette omission, restait incontestable ; un arrêt du *conseil d'Etat du Roy* rendu le 27 octobre 1670, l'établit définitivement.

Avec les traitants, le Parlement connut une autre épreuve. Chargés par la vigilance du ministre des finances, de la marine et du commerce, le sieur Colbert, de ramener sous le niveau du collecteur la multitude des prétendus privilégiés qui se faisaient d'une particule suspecte un prétexte aux exemptions, ils s'en acquittèrent rudement ; et ce ne fut pas le menu peuple qui se plaignit de leur impitoyable poigne. Ils furent autour de la Compagnie devenue fort nombreuse, où leur flair leur indiquait sans peine des anoblissements de fraîche date.

En 1669, le préposé Gachot, sans plus de façons, assigna tout le Parlement, du premier président au dernier officier, par devant M. Dugué, intendant en la généralité de Lyon ; et pour bien témoigner où visaient ses prétentions, il fit suivre le nom de chacun de la qualité dont il jouissait dans la Compagnie. On juge de l'esclandre. Le premier président était alors Guillaume de Sève de Laval, fils et petit-fils de président ; un de ses ancêtres avait accompagné Louis XII en Italie et en avait rapporté non seulement la noblesse, mais même un arbre généalogique vénérablement enraciné... Ses collègues étaient des plus considérables de la ville de Lyon. Ce fut du moins ce que dit l'arrêt du Conseil d'Etat qui, comme de juste, débouta Gachot, et blâma « l'injurieuse affectation » avec laquelle il avait procédé. — Ce traitant manquait de mesure...

Un autre préposé qui revint à l'assaut, Lacour de Beauval, fut plus sage sinon plus heureux. En 1697, il lança de nouvelles assignations qui ne concernaient plus que six membres, tous écuyers et issus d'officiers au Parlement, les sieurs Penet, Bouilloud, Phily, Mabiez, de Gimel et Rodolet. La partie cette fois se trouvait beaucoup mieux engagée ; sans les privilèges particuliers à la Dombes, le traitant triomphait. La défense ne s'y trompa point, et le sieur Mabiez qui plus tard réclamait de sa Compagnie la participation aux frais de son procès parce qu'il disait avoir agi dans l'intérêt commun, exposa à l'intendant général d'Herbigny que ce n'était point comme fils d'officier des Parlements de France qu'il prétendait à la noblesse, mais comme *fils d'officier du Parlement de Dombes*, ce qui comportait de tout autres règles. D'Herbigny en convint, et par deux ordonnances en date du 7 août 1697 et 13 juin 1698, il déchargea les parlementaires.

Mais Lacour de Beauval n'entendait pas lâcher prise. Il se pourvut au conseil du roi où l'affaire fut plus épineuse. Pourtant le 18 décembre 1714, sur le rapport de M. Desmarts, contrôleur général des finances, un arrêt confirma dans leur forme et teneur les deux premières décisions et l'on n'y revint plus.

Les préposés toutefois avaient obtenu ce résultat aux deux reprises, que les offices de création postérieure à 1669 ne bénéficieraient pas des immunités des charges plus anciennes.

Les officiers du Parlement de Dombes pouvaient, après avoir résigné leurs fonctions, obtenir de garder à la Cour leur rang et séance, avec voix délibérative. Ils devaient ordinairement cette faveur aux lettres de vétéranee que leur délivrait le prince après vingt ans et plus de bons et loyaux services. Mais la Cour pouvait aussi prendre sur elle de l'accorder à ceux qu'il n'en n'avait pas gratifié. Tel fut, entre autres, le cas de Maurice du Fenoil, conseiller clerc et doyen de la Compagnie, qui s'était désisté de sa charge au bénéfice de Pierre du Fenoil,

son frère. Il n'avait point obtenu de lettres de vétérançe, malgré ses vingt-neuf ans de service, et il s'adressa à la Cour, qui fit droit à sa demande. Un arrêt du 20 novembre 1630 stipula qu'il conserverait son rang et séance avec voix délibérative, mais qu'il ne pourrait ni présider ni rapporter, ni jouir d'aucun émolument, et qu'en outre, s'il prenait part aux mêmes délibérations que son frère, il aurait seulement « voix honorable ».

Pour le costume, François I^{er} n'en avait point attribué de spécial à la modeste compagnie dont il offrait le luxe à ses bons amis de Dombes. Le maréchal de la Palisse avait gardé son justaucorps et son épée, et les autres le costume de la sénéchaussée que quatre d'entre eux sur six portaient déjà. C'est ainsi qu'ils avaient en 1548 figuré dans le cortège qui reçut à Lyon Henry II et Catherine de Médicis (1). En 1614, la princesse Marie, — ou plus exactement son tuteur, — résolut d'attribuer aux gens de son Parlement la tenue des Cours souveraines du royaume, et décida de payer la première dépense de la robe rouge qu'ils porteraient à l'avenir. La Cour consigna dans ses procès-verbaux qu'elle avait, le 19 novembre, effectué sa rentrée dans ce nouvel apparat.

Outre le bénéfice pécuniaire fort appréciable de la plupart de leurs privilèges, les gens du Parlement touchaient certains émoluments. Le conseiller enquêteur, par exemple, recevait une gratification que l'article 51 des Ordonnances fixe à cinq sols par témoin. Puis ils avaient les épices, institution fort éloignée de son origine. « Anciennement, disait Jérôme de Châtillon dans son Commentaire, après que le procès était jugé, celui qui avait gagné la cause allait trouver les juges pour les remercier, et en signe de reconnaissance

(1) « La réception fut très superbe; elle fut faite sur les dessins de Maurice Sève, qui remarque que les conseillers du Parlement de Dombes, tous vêtus de grandes robes de satin damas et taffetas, montés sur des mules couvertes de velours, à grandes housses de fin drap noir, fermaient le corps de la justice de Lyon ». Aubret, III, 285.

leur portait dans un panier quelques fruits ou autres choses légères. » Et l'austère premier Président constatait avec mélancolie : « Les épices sont converties en or et en argent... En lieu de dragées, il faut bailler des escus. »

Du moins le législateur prenait-il certaines précautions pour ménager la dignité de la justice. « La prononciation des arrêts et jugements, disait l'article 82, ne sera pas différée par faute de payer les espices » ; et l'article 85 : « Les juges recevront les espices de la main des greffiers et non des parties, à peine de poursuites extraordinaires pour concussion. »

Malgré tout « serait bon, concluait le commentateur des Ordonnances, qu'il plût au Prince de si bien stipendier les juges que les espices fussent entièrement interdites. »

Le « bon duc » Louis avait essayé de les stipendier. Le 9 janvier 1572, il avait ordonné de délivrer à chacun de ses officiers huit livres de bougies, deux rames de grand papier et deux de moyen, en plus des bougies et du papier qui leur seraient nécessaires dans la chambre du conseil. (1) Ce fut une dépense de 12 livres 10 sols que le prince régla chaque année, et qui se payait encore au temps d'Aubret, c'est-à-dire vers 1730.

Après ce premier pas, Louis de Bourbon écrivit aux trois ordres, en les priant de lui venir à l'aide pour rémunérer les gens de son Parlement. Les Etats se réunirent le 24 septembre, écoutèrent Nicolas de Langes qui leur exposait les vues du Prince, et pour toute réponse donnèrent, en alléguant leurs privilèges, le conseil d'attendre la concession de la traite du sel.

Or, le 24 avril 1576, le duc obtenait d'Henry III la faculté de tirer cent gros muids des salines de Péceais, à charge de payer au fisc un droit de gabelle de 27 livres par muid. Il passa bail à ferme de ce tirage, ordonna que le cours serait

(1) Un arrêté du Parlement du 29 septembre 1576, pris en présence de Maître Coutureau, trésorier de Son Excellence, attribue aux deux présidents deux rames de grand papier et deux de petit, avec 12 livres de bougies chacun.

fixé par Messieurs de Châtillon et de Langes, premier et second présidents, et qu'on en majorerait le prix de 2150 livres, destinées aux gages des officiers de son Parlement.

Le premier président reçut 200 livres ; le second, 160 livres ; les conseillers, 100 livres ; les avocats et procureurs généraux, 120 livres ; le greffier, pour ses plumes et encre, 5 livres ; le premier huissier, 10 livres ; le concierge du palais pour les buvettes et pour le bois de chauffage, 15 livres. Ils se voyaient en outre attribuer, les deux présidents, quatre bennes ou minots de sel chacun ; les conseillers, les avocats généraux et le procureur général, deux bennes par personne ; le greffier et les deux huissiers, une demie chacun.

La cour reconnut cette libéralité en dressant un règlement pour l'administration de la justice. Elle y déterminait les jours et heures de ses séances, l'ordre de ses occupations, et décidait de venir tous les ans, *douze jours après la Notre-Dame de septembre*, tenir à Trévoux ses séances *par forme d'échiquier de grands jours*. Nous savons ce qu'elle en fit. Quant aux épices, elles demeurèrent ; l'usage en était trop ancré.



XI

LE PARLEMENT SOUS LE DUC DU MAINE

LE TRANSFERT A TRÉVOUX. — LA CHAMBRE DES REQUÊTES



LE 2 février 1681, par devant Chupin, *notaire garde nottes du Roy au Chastelet de Paris*, Anne-Marie-Louise d'Orléans fit donation de la souveraineté de Dombes au duc du Maine, fils naturel et légitimé de Louis XIV. La surintendante de la maison de la reine, Dame Françoise

de Rochechouart de Montespan, reçut, munie de pleins pouvoirs, cette libéralité princière faite à son fils pour payer la rançon de Lauzun, à qui pesait le séjour de Pignerol. Lorsque la grande Mademoiselle s'aperçut que l'homme ne valait pas ce sacrifice, elle n'était plus à temps de se repentir; elle perdait à la fois les illusions de son cœur et sa principauté.

Le Parlement, lui, y gagna l'anéantissement irrévocable d'une prétention attentatoire à sa suprématie. L'auteur d'un opusculé intitulé : « Observations sur Maître Henry » soutenait qu'autrefois les arrêts du Parlement de Dombes ressortissaient en appel devant celui de Paris, qui de fait s'obstinait à comprendre dans ses rôles le pays de Dombes.

Vers 1667, une nommée Catherine Carrel s'avisa de prendre

à son compte cette thèse qui servait fort à propos ses intérêts compromis par les vicissitudes d'un procès vieux de 14 ans. Il s'agissait de la succession d'un sieur Henry Pré, son mari. La question se posait ainsi : l'enfant né de Catherine Carrel quelques mois après le décès du père était-il vivant et viable ? Si oui, il a hérité de son père et la mère a hérité de lui. Si non, l'héritage du mari est allé tout entier à ses héritiers naturels, en l'espèce son neveu mineur.

Comme les biens disputés se trouvaient partie en Dombes, partie en Lyonnais, les juridictions des deux pays eurent respectivement à se prononcer. Or il advint que le Parlement de Dombes admettant la prétention des héritiers du mari déclara l'enfant mort-né, tandis que le Parlement de Paris, juge d'appel des décisions de la sénéchaussée de Lyon, le reconnaissait viable. Catherine Carrel soumit cette contradiction au Conseil souverain de la principauté. Une première fois celui-ci lui donna gain de cause et cassa l'arrêt du Parlement de Dombes ; puis, dix ans plus tard, sur la requête du neveu devenu majeur, il revit l'affaire, procéda à de nouveaux débats et confirma de tous points la sentence primitivement portée par le Parlement de Dombes.

Catherine Carrel trouva dur de rendre les biens et les revenus perçus à tort ; elle en appela, au Parlement de Paris ; et comme celui-ci ne pouvait manquer de se déclarer incompetent, elle élargit audacieusement la discussion et se pourvut au conseil privé du Roi. Elle y soutint que la Dombes relevait du royaume, que le roi par la transaction de 1560 s'était implicitement réservé le dernier ressort des arrêts du Parlement et du Conseil souverain de Dombes ; et elle en prétendit trouver la preuve dans les rôles du Parlement de Paris. Il fallut que Mademoiselle reprît minutieusement l'exposé de ses droits (1). Cela dura cinq ans, après quoi l'arrêt du 24 avril 1672 débouta la « chicaneuse ».

(1) Voir l'appendice « Question de la souveraineté de la Dombes ».

Cependant Paris continuait de maintenir la Dombes sur ses registres. Madame soumit le cas au roi, qui s'empressa de tout accorder à la souveraine d'une province dont son fils était donataire. Par ses lettres patentes de 1682, il rappela les principaux actes qui attestaient l'indépendance de la Dombes : la transaction de 1560, les confirmations de ses prédécesseurs, le droit de battre monnaie ; et enjoignit au Parlement de Paris de biffer la mention litigieuse et à son procureur général de veiller à ce qu'elle ne reparût plus.

Son Altesse Royale jouit encore onze ans de l'usufruit qu'elle s'était réservé. Elle mourut le dimanche 5 avril 1693, « d'une pierre dans l'urèthre », relate le *Mercuré galant* ; elle fut à ses derniers moments assistée par le Père Bourdaloue, et fut enterrée très solennellement en l'abbaye royale de Saint-Denis.

Un service funèbre se célébra pour elle à Thoissev dans ce collège de Dombes dont elle avait encouragé la fondation. Parmi les écussons et les devises qui tapissaient la nef, on voyait une balance couronnée à laquelle une main rattachait de plus larges plateaux, avec ces mots en exergue : « *Coluit, favit, auxit* », symbole, explique le manuscrit de M. Girié, de la justice qu'elle avait favorisée plus qu'aucun des princes ses prédécesseurs, car le Parlement n'eut jamais d'aussi beaux privilèges que sous son règne. »

Les présidents n'y vinrent pas ; trois conseillers seulement et un chevalier d'honneur, accompagnés de deux membres du parquet, représentèrent, sous les plateaux plus larges, la magistrature souveraine, tandis qu'ironique s'étalait en face de la balance un double soleil dont l'un se couchait et l'autre se levait... Pauvre Mademoiselle !

Le soleil qui se levait fut un astre bienfaisant. Très pieux et très charitable, le duc du Maine montra dès le jour de sa prise de possession ce que son peuple pouvait attendre de sa sollicitude. Les députés des trois ordres étaient venus lui offrir le don gratuit traditionnel ; il ne voulut le toucher qu'après

deux ans, afin de ménager les ressources de ses pauvres contribuables. On le vit réduire les intérêts du denier 16 au denier 18, et, comme il avait un jour à faire face à de grandes dépenses, déclarer qu'il n'entendait pas recourir à la bourse de ses sujets, et qu'il préférerait aliéner ses droits d'aydes et de gabelles.

Il réorganisa le conseil souverain, et mit à sa tête un chancelier qui fut M. de Malézieu. A l'instigation de cet homme distingué, il accrut le lustre du collège de Dombes et développa l'imprimerie dont le *Journal de Trévoux* porta le nom et la réputation fort au dehors de la souveraineté.

Depuis le 26 juin 1699, le privilège de l'imprimerie avait été concédé à Jean Boudot, imprimeur de l'Académie des sciences à Paris, qui s'était associé un confrère parisien, Etienne Ganeau. Ce fut Etienne Ganeau qui fonda la *Compagnie de Trévoux*, en 1707. Cette association d'une dizaine de libraires de la capitale mit au jour une quantité d'ouvrages — 1485 volumes — dont beaucoup n'étaient alors édités qu'à l'étranger; et auxquels la prudente corporation jugea souvent à propos de ne point enlever leur rubrique originaire. Malgré cette mesure de précaution — et peut-être parce qu'elle ne trompait pas tout le monde! — il est permis de croire que la Compagnie de Trévoux eût été moins à l'aise dans le royaume, et que le principe de la souveraineté du pays de Dombes favorisa merveilleusement la fécondité de ses presses (1).

(1) Une de ses publications les plus illustres furent les *Mémoires pour l'histoire des sciences et des beaux-arts*, autrement dit le *Journal de Trévoux*. Les Jésuites en avaient inspiré la création, et ils le dirigèrent depuis 1701 jusqu'à 1762, année de la dissolution de la Société. Ce recueil littéraire et scientifique paraissait tous les mois; il traitait de philosophie, d'histoire, de religion, de géographie, de mathématiques, de littérature et de poésie grecques, latines, et même françaises... Cette dernière partie de ce dernier sujet, délicate entre toutes, mit les rédacteurs aux prises avec des gens de lettres, parfois célèbres. Leur querelle avec Boileau resta fameuse. Quant aux encyclopédistes, poètes ou non, la critique imperturbable du *Journal de Trévoux* dut les meurtrir en mainte rencontre si l'on en juge par l'ardeur qu'ils apportèrent à le combattre.

Au regard de la justice il opéra deux importantes réformes : il renonça pour le Parlement au territoire emprunté, et supprima le bailliage et les gabelles. Le 27 novembre 1695, Madame étant heureusement accouchée d'un fils, la Compagnie au complet se rendit à Trévoux pour y faire chanter le *Te Deum*. Elle allait bientôt pouvoir s'éviter ces déplacements. Le 12 décembre 1696, une lettre de cachet de Son Altesse Sérénissime lui enjoignait de fixer dorénavant sa résidence au chef-lieu de son ressort, afin que « la présence du corps le plus considérable de l'Etat contienne les officiers subalternes dans une plus étroite observation de leur devoir, leur inspire l'équité, prévienne beaucoup d'injustices, et surtout rende à la souveraineté un éclat dont elle a été privée trop longtemps ».

Cette dernière considération donnait le caractère de la détermination du prince. Il était étrange, en effet, que la petite principauté, très homogène, très ramassée, avec sa coquette capitale et ses institutions en miniature, ne bénéficiât pas de l'apparat d'une cour souveraine qui lui appartenait, et que les Dombistes dussent se réduire à prendre le coche pour aller voir à Lyon le Parlement de Dombes.

C'était nécessaire lors de la fondation ; il eût coûté trop cher d'installer de toutes pièces à Trévoux un corps de sept à huit officiers qu'il eût fallu copieusement rétribuer pour une faible besogne. A Lyon, l'on n'avait point eu de gages à leur donner ; des magistrats en charge avaient allègrement accepté le titre flatteur de conseiller près d'une cour souveraine qui siégeait dans une salle au-dessus d'eux ; et depuis, échevins, prévôts des marchands, lieutenants à la sénéchaussée, conseillers au présidial, recevaient les provisions du prince et veillaient de chez eux à l'administration de sa justice.

Maintenant ils touchaient leurs gages, et le duc du Maine entendait les avoir à lui et rien qu'à lui. Messieurs du Parlement durent opter entre leurs charges dans le royaume et le fauteuil à la Compagnie judiciaire de Dombes. Il n'y

avait point d'issue ; car le prince, déterminé par de mûres réflexions, avait interdit les remontrances. Le Parlement vint à Trévoux.

Seulement ses membres s'efforcèrent sournoisement d'y faire le moindre séjour. Dès le 19 décembre, la Cour docilement enregistrait la lettre de cachet ; le 31, faisant droit sur les remontrances du procureur général, elle notifiait à la communauté des procureurs de se trouver à l'audience qu'elle tiendrait *le premier mercredi après les Rois, neuvième janvier prochain*, dans l'auditoire du bailliage.

Le prince fut satisfait de cet empressement qui l'étonna peut-être, et pour en remercier son Parlement, il lui concéda une augmentation de 6.000 livres de gages à prendre sur les gabelles. C'était un dédommagement sérieux : 500 livres pour le premier président ; 370 pour les deux présidents à mortier ; 170 pour les trois maîtres des requêtes, les clerks d'honneur et les conseillers clerks ; 300 pour les dix conseillers laïcs ; 380 pour le procureur général ; 180 pour les deux avocats généraux ; « à condition, portait l'édit, qu'ils seront obligés, eux et leurs successeurs, à toutes les entrées et séances de notre Parlement, les *mercredis et jeudis* de chaque semaine ; et en cas d'absence sans cause légitime et sans notre permission... ils seront privés de ladite augmentation par chaque entrée ainsi qu'il suit : notre premier président, de 10 livres ; nos autres présidents à mortier, chacun de 8 livres ; nos maîtres des requêtes, conseillers clerks et avocats généraux, chacun de 4 livres ; nos conseillers laïcs, chacun de 6 livres. Lesquelles sommes seront partagées entre les assistants... »

Ils étaient donc avertis, et pour que la sanction s'appliquât, le procureur général se voyait enjoindre d'envoyer de trois mois en trois mois au chancelier le tableau des présences. En cas d'absence prolongée, le contrevenant recevrait un avertissement qui, faute de résultat dans le délai d'un mois, se transformerait de plein droit en une interdiction.

« Mais, dit le manuscrit d'Aubret, les officiers avaient un

grand attrait pour la ville de Lyon, où ils étaient pour la plupart établis depuis fort longtemps, d'où ils étaient originaires, où ils avaient d'autres engagements qui les empêchaient de venir résider à Trévoux avec l'assiduité que Son Altesse exigeait. » Quelques-uns vendirent leurs charges ; les autres, plus avisés, prirent le coche de Lyon le jeudi soir et celui de Trévoux le mercredi matin. Ce n'était pas résider.

Aussi le 25 septembre « avant midy, la Cour en extraordinaire assemblée » enregistrait-elle un arrêt du conseil souverain de Dombes où M. de Malézieu prenait des mesures de rigueur, et pour ôter aux malintentionnés toute espérance de changement, ordonnait de par son maître « à tous officiers du Parlement d'avoir à faire incessamment leur résidence actuelle dans la ville de Trévoux, faisant très expresse défense d'avoir aucun domicile ni aucune sorte d'emplois ni charges hors de la souveraineté ». Au 1^{er} janvier 1698, s'il y avait encore des contrevenants, leurs charges se trouveraient immédiatement impétables et les nouveaux acquéreurs en seraient aussitôt pourvus sans difficultés.

Ces énergiques mesures rendaient les récalcitrants plus prudents sans obtenir encore leur parfait amendement ; beaucoup d'actes durent insister à nouveau sur la fâcheuse obligation et sur les peines de son inobservation : ce furent les lettres du prince d'octobre 1698, l'arrêt du Conseil souverain du 14 novembre de la même année, les lettres itératives du 31 juillet et du 21 décembre 1699.

Et pourtant le Parlement avait reçu de nouvelles attributions « destinées, — le prince ne s'en cachait point, — à rendre nos conseillers plus sédentaires et assidus en notre ville que quelques particuliers ne l'ont été depuis le transfert de notre dite Cour ». Un édit de septembre 1698 avait supprimé les juridictions du bailliage et des gabelles, et créé pour les remplacer une chambre des requêtes recrutée dans la Compagnie. La réforme venait à point. Trois corps judiciaires à Trévoux c'était trop ; mieux valait profiter de l'expérience de

magistrats triés que d'abandonner plus longtemps l'administration de la justice à « l'incapacité de juges peu versés aux affaires » en même temps que les pauvres plaideurs « aux mauvais conseils de praticiens ignorants ou intéressés ».

L'édit incorporait donc au Parlement la nouvelle juridiction qu'il composait de quatre conseillers, les deux derniers reçus et les deux plus anciens à l'exception des présidents et des doyens. Le service devait se faire à tour de rôle tous les six mois. La compétence restait celle des deux tribunaux supprimés, c'est-à-dire en appel les décisions des justices subalternes, et en première instance les affaires personnelles et possessoires, les acceptations d'hoiries, tutelles, curatelles, inventaires des nobles et des officiers, vérification des rôles *surtax*, etc. Chalamont et Thoissey, vu leur éloignement obtenaient l'installation sur leur territoire de deux minuscules bailliages.

La Chambre des requêtes siégeait le lundi et le vendredi. L'appel de ses sentences se portait à la Cour, et ceux qui les avaient prononcées ne pouvaient, à peine de nullité et de dommages et intérêts des parties, ni siéger dans l'affaire, ni assister à son arrêt.

Ce fut à l'occasion de cette création que le duc du Maine pourvut trois nouveaux officiers qu'il dota, malgré les déclarations de 1669, de tous les privilèges de noblesse dont jouissaient leurs collègues. Désormais le nombre des charges ne variera plus ; la crue a atteint son maximum. Et comme il fallait rembourser aux gens du bailliage et des gabelles la finance de leurs offices, le prince invita Messieurs du Parlement qui bénéficiaient de la suppression à en solder la dépense par une indemnité de 10.000 livres : le procureur général à lui seul en paya 2.000.

Poussant plus loin leurs améliorations judiciaires, le duc et son chancelier s'occupèrent des vacations, et voici comment par édit du 20 janvier 1699 ils entendirent la matière. Les usages du Parlement admettaient deux périodes de vacances,

les vacations de moissons, allant de la Saint-Jean au dernier jour de juillet, les vacations de vendanges, du 16 septembre à la veille de la Saint-Martin. La même chambre fonctionnait pour les deux périodes. *A la première audience de relevée après Pâques*, sur convocation extraordinaire, la Cour dressait la liste des sept membres qui devaient la composer, à savoir l'un des présidents, le plus ancien maître des requêtes, un conseiller clerc, deux conseillers laïcs, et les deux derniers officiers pourvus. Le premier président apposait sa signature à cette liste et l'envoyait au chancelier qui la scellait et délivrait les commissions nécessaires. S'il ne se trouvait à la séance de vacations ni procureur ni avocat général, le plus ancien substitut en faisait fonction, et à son défaut, le plus ancien avocat présent. Les audiences se tenaient le samedi.

Les désignations pour l'année 1699 comprirent MM. Cachet de Montézan, premier président, Liotaud, maître des requêtes ordinaires, Cachet, conseiller doyen, Murgier, Fontenelle, Pierron, Paraire et Guichard, conseillers. L'édit du 20 janvier avait, dans un alinéa final, prévu cette mesure de précaution : « A la fin de ladite chambre des vacations, le président d'icelle enverra à notre chancelier copie du registre des séances, afin que nous soyons informé des noms de ceux qui y auront manqué. »

Or le souci de leurs moissons et de leurs vendanges eut-il sur ces propriétaires de plantureux domaines plus d'empire que les volontés ducales ? Les plaideurs chômaient-ils ? ou simplement l'esprit quinteux de Cachet de Montézan lui fit-il calomnier des collègues qu'il voulait desservir ? Ce qui est sûr, c'est que dans une lettre fort maussade adressée à quelque gros personnage de la principauté, le premier président disait : « Mieux vaudrait voir supprimer la chambre des vacations que de voir de quelle manière elle s'est tenue : presque personne n'y a assisté. » Et ses doléances ne se bornant pas à cette seule institution, il poursuivait : « Quant à la chambre des

requêtes, elle n'est plus tenue que par un de ces messieurs ou deux tout au plus... On ne compte point les absences, et l'on se moque de la déclaration du prince. »

Mais elle contient tant de récriminations la longue épître de M. Cachet...! « On l'accable d'affronts, on a dressé la répartition des gages, et ce n'a pas été chez lui; on se réunit sans qu'il convoque; il convoque sans qu'on se réunisse; il a été malade et l'on n'a point envoyé de députation lui porter les condoléances de la cour; il est dégoûté de se plaindre; voilà si longtemps qu'il le fait et qu'on ne l'écoute pas...! » — En vérité, il fallait que son correspondant eût une patience angélique.

La lettre débutait par ce bien joli trait. Alarmé de son état physique, Monsieur le Premier priait qu'on lui obtînt un congé de trois ou quatre mois pour Lyon, *afin de voir si son air natal ne lui rendrait pas la santé*. Il habitait Trévoux... O miracle de l'air natal! Lui aussi pensait comme la Sagesse de son pays que « *qui perd Lyon perd la raison.* » (1)

Il serait en tout cas bien étrange que la vigilance de Monsieur de Malézieu se fût laissé prendre en défaut, et que la machine judiciaire eût subis sous sa conduite une aussi fâcheuse désorientation. D'autres contemporains, Aubret, Boucher d'Argis, ont parlé de la chambre des requêtes et de la chambre des vacations comme d'institutions qui fonctionnaient normalement.

Pendant les trente-six ans qui s'écoulèrent encore jusqu'à la mort du duc du Maine, le Parlement continua de vaquer sans grand éclat au soin de la justice et aux menues méchancetés

(1) C'était pourtant aux actives démarches de Cachet de Montézan, alors seulement président à mortier, que la Compagnie devait en grande partie son transfert à Trévoux. Il eût donc pu s'y trouver à l'aise — ne fût-ce que par amour-propre. Or il ne se contenta pas de se plaindre de sa résidence; il avisa aux moyens d'en changer. Si bien que des lettres patentes du 6 janvier 1704 vinrent remplacer par Antoine Desrioux de Messimy, Monsieur le Premier qui s'était permis d'accepter les fonctions de Prévôt des marchands de la ville de Lyon. Par lettres du 9 février 1713 il fut réintégré dans sa charge que la mort de M. de Messimy laissait vacante.

de la vie de petite ville. Gouverneur, premier président, intendant, procureur général, toutes ces notabilités, en action sur un champ si restreint, se rencontraient, se jalousaient, se nuisaient de tous leurs efforts. Les dames y aidaient et la femme du gouverneur tirait la langue, sous le porche de l'église, à la femme de l'intendant. Dans les salons rivaux l'on jouait et l'on intriguait ferme. Trévoux décidément était la capitale d'une souveraineté trop exigüe pour un Parlement (1).

Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine, mourut le 14 mai 1736. Son testament où figuraient tous ceux qui l'avaient servi, depuis son aumônier jusqu'à ses anciens piqueurs, restait le témoignage de la haute vertu de cet homme de bien. « Je veux être enterré dans la paroisse de Sceaux, sans aucune cérémonie ; et que l'on distribue aux pauvres incontinent après mon décès l'argent qui aurait pu être raisonnablement employé aux cérémonies de l'enterrement... Qu'après mon décès il soit fait un service pour le repos de mon âme aux paroisses de Saint-Paul et de Saint-Sulpice, simplement et comme pour un petit particulier... J'exhorte mes chers enfants à conserver la paix et l'union entre eux : qu'ils se souviennent toujours que la gloire du monde n'est à considérer qu'autant qu'elle a de rapports à la gloire de Dieu. »

Le défunt léguait à Monsieur le Prince de Dombes, son fils aîné, la souveraineté du même nom. C'était le moins agréable cadeau qu'il pût faire au peuple sur lequel il avait régné.

(1) L'abbé Jolibois cite un règlement d'ordre intérieur qui dénotait chez les hôtes de la petite ville un certain goût pour la bonne chère. Toutes les contraventions à ce règlement se payaient d'un repas. Pour un conseiller qui portera une perruque à nœuds, un dîner ; s'il entre dans la grand'chambre avec son chien, un dîner ; s'il traduit par de simples initiales les mots B... F..., etc., etc., un dîner. — Cf. *Histoire de la ville et du canton de Trévoux* par l'abbé Jolibois, p. 35.



XII

LES SUCCESEURS DU DUC DU MAINE

LE PARLEMENT ET LES IMPOTS. — LA SUPPRESSION DU PARLEMENT



OUTES les occasions avaient été bonnes à la Dombes, depuis le jour où Pierre de la Guiche, au nom de François I^{er}, recevait son serment de fidélité, pour rappeler ses privilèges, et certes ils en valaient la peine. Elle ne considérait pas comme un des moindres celui que formulaient ainsi les antiques chartes féodales : « *non potest dominus nec debet facere talliam* », mauvaise latinité que pendant deux siècles les confirmations royales ou ducales étaient venues traduire : « Disons et déclarons le dit pays de Dombes et les habitants d'iceluy francs et quittes à toujours de *toute contribution de tailles* à nous et à nos successeurs. »

Les habitants offraient seulement à des intervalles bénévolement espacés le don gratuit que votait l'assemblée de leurs états. Quant aux levées de deniers requises dans les diverses châtelainies pour les besoins de chacune d'elles une foule d'édits, d'arrêts, de règlements interdisaient d'y procéder sans une autorisation spéciale. En outre, les Dombistes

soldaient certains droits seigneuriaux établis par des contrats ou consacrés par l'usage.

En toutes ces impositions, quelle qu'en fût l'origine, l'arbitrage émanait du Parlement, Cour des Aydes. On le voyait répartir les dîmes, fixer les droits de *chassipolerie* (1). Le seigneur de Bereins remontrait-il que les consuls de Bresse comprenaient sa seigneurie sur leurs rôles malgré qu'elle relevât de la baronnie de Saint-Trivier, le Parlement aussitôt écrivait au lieutenant général du Roi pour les pays de Bresse, Bugey et Valromey, et le priait d'inviter les états de cette province à ne plus entreprendre sur leurs voisins de Dombes. — Le capitaine de Thoissey réclamait-il ses gages, les consuls sollicitaient du Parlement des lettres d'assiette pour faire le *mépart* annuel des cinquante livres nécessaires. — Saint-Didier voulait-il refondre sa grosse cloche qu'avaient cassée les huguenots, — dépense totale avec le battant 190 livres 3 sols, — c'était encore et toujours le Parlement qui autorisait.

Le Conseil souverain avait prétendu limiter sa compétence à la somme de cent livres; mais il ne s'en était point soucié et continuait d'octroyer des lettres d'assiette jusqu'à six cents livres. Il entendait de si énergique façon l'étendue de son rôle qu'il lui était arrivé de soulever un grand conflit avec les membres dudit Conseil. Voici quelles en avaient été les circonstances:

Les contribuables de la *châtellenie* de Thoissey — et non pas seulement de la *ville* — s'étaient vus « *cotiser* » aux fortifications et réparations des murailles des cités dont ils dépendaient. Ils avaient résisté, et porté leur appel devant la Cour,

(1) Le droit de chassipolerie était un modique tribut moyennant lequel les habitants des campagnes acquéraient le droit de se réfugier en cas de danger à l'abri du château. Un arrêt du Parlement du 15 juin 1678 montre que les capitaines châtelains percevaient ce droit de chassipolerie le jour de la Saint-Michel; et qu'il était *d'un raz d'avoine et d'une poule par chaque feu*. (Arrêt cité dans l'ordonnance royale du 5 septembre 1768 ordonnant l'évaluation de la Dombes).

qui les avait déchargés. Le prince intervint par son édit de 1576 sur le guet et les fortifications; il se réservait en cette matière la connaissance exclusive de toute opposition et appelation; et l'interdisait au Parlement. — Celui-ci refusa d'enregistrer et députa Nicolas de Langes pour exposer ses remontrances.

Après une soigneuse information dont le conseil privé avait rédigé le questionnaire et le bailli de Dombes les réponses, Louis de Bourbon réitéra ses premières volontés; il expliquait très sensément que si tous les habitants suivaient l'exemple de ceux de Thoissey et qu'on leur donnât raison, les fortifications des villes tomberaient en ruines « au préjudice notable de nos dits sujets qui par ce moyen n'auront plus aucune sûre retraite ». En conséquence les récalcitrants demeuraient contribuables aux guets et fortifications des villes de leur châtellenie; et d'ailleurs, — l'enquête l'avait démontré, — c'était l'usage.

La Cour reçut avis que des lettres de jussion, *deuxièmes et tierces*, suivraient — s'il le fallait — les présentes décisions. Il était inutile de les attendre; l'édit de 1576 fut silencieusement enregistré le 7 février mil cinq cent huictante-deux. Ainsi le Parlement avait témérairement jugé, et non content de réformer sa décision, on réformait sa compétence. Il perdait sur une question d'espèce des attributions que, Cour des Aydes, il avait raison de prétendre. Mais cette restriction — cela va sans dire — ne concernait que les levées de deniers pour les remparts.

Dès l'avènement du prince de Dombes, les états s'empresèrent de lui offrir le don gratuit. Ils exerçaient toujours le privilège de s'imposer librement, mais le chiffre avait grossi. Au temps du bon duc Louis, cet « octroy gracieux » n'était que de 10.000 livres, accordées tous les huit ou neuf ans. Plus tard il atteignit 20.000 livres et revint tous les sept ans. Les Dombistes en somme n'avaient pas trop à se plaindre de leur fisc. « On ne voit point de misérables dans ma souve-

raineté, écrivait la Grande Mademoiselle en 1658; ils ne paient point de tailles; et peut-être vaudrait-il mieux qu'ils en payassent; car ils sont fainéants et ne s'adonnent à aucun travail ni commerce. » — Louis Auguste II allait essayer cette réforme!...

Les états lui avaient voté 42.000 livres au lieu de 20.000. Après deux ans, il leur adressait une nouvelle invite; et comme ils résistaient, il les supprima. Un édit en seize articles biffa ces privilèges séculaires dont s'enorgueillissait la Dombes, dispersa pour toujours les assemblées des députés des châtellenies, et greva la Souveraineté d'une taille annuelle et perpétuelle de 50.000 livres... Il y eut une clameur dans la province découronnée. Le Parlement, sans essayer un murmure inutile, enregistra; puis rassemblant en quelque sorte toutes les prérogatives et toutes les responsabilités des jours les plus graves de son histoire, il vint *devant le trône* d'où partait ce coup d'état *supplier* le fils du duc du Maine « *au nom de Celui qui institue les princes* » d'entendre la voix de la justice.

Il redit l'antiquité des privilèges et les solennelles garanties des rois, il montra la chétive population du pays, l'absence de ressources industrielles et commerciales, la destruction définitive du tirage d'or consommée par « *les précautions sévères prises à Lyon pour empêcher l'entrée des marchandises de la Souveraineté* »; il évoqua dans une sombre vision d'avenir les terres désertées, les biens confisqués et vendus à l'encan, les paysans fiévreux, et sur ce peuple sans espérance trois cent cinquante mille livres d'impôt substituées à vingt mille! (1) Il termina par cette adjuration suprême: « Vos sujets vous tendent les bras comme à leur père; écoutez les cris de leur misère... Sauvez-les d'un malheur qui entraînerait la ruine entière de votre état. » La noble plainte de la Compagnie souveraine ne trouva pas d'écho dans le cœur du prince. Les

(1) 50.000 livres *par an* au lieu de 20.000 *tous les sept ans*.

fastes de la pauvre petite Souveraineté de Dombes pouvaient se clore...

Vingt ans encore elle vécut des bribes de ses privilèges, puis un jour arriva, que n'ayant plus de libertés elle n'eut plus de raison d'être. On la livra au roi de France. Le Parlement reçut l'ordre de continuer *au nom du Roy* l'administration de la justice. Il enregistra le 30 août 1762 ces lettres de décès d'une vieille Souveraineté provinciale, qui sonnaient en même temps — il dut s'en rendre compte ! — le glas d'institutions qu'elle avait justifiées, mais qui ne pouvaient pas lui survivre.

« Le même jour, au relevé de l'audience, devant le Palais de justice, la bourgeoisie assemblée sous les armes, aux acclamations de joie du peuple, le premier huissier de la Cour en robe rouge et à cheval, précédé des huissiers audienciers à cheval aussi mais en robe noire, lut les lettres ratificatives du contrat. »

En échange de la Souveraineté, Monsieur le Comte d'Eu, successeur de son frère Louis-Auguste, acquérait les vicomtés d'Exmes et d'Argentan, le comté de Dreux, le domaine de Crécy, le duché de Gisors, le marquisat de Bizy, la baronnie d'Ivry et Garenne, les forêts de Vernon et d'Andelys.

Le 31 octobre 1771, le palais que M. le duc du Maine avait fait construire à l'usage de son Parlement acquérait le gouverneur de Dombes, comte de Ruffey, et l'intendant en la généralité de Lyon, Monsieur de Flesselles. Monsieur Cachet de Garnerans, premier président, ouvrit la séance; Monsieur de Flesselles se leva et lut au nom du Roi l'édit qui supprimait le Parlement de Dombes.

On raconte que Monsieur le Premier accueillit brutalement cette notification et qu'après quelques paroles discourtoises à l'égard de l'intermédiaire dont le chancelier Maupeou s'était servi, il quitta la salle où venait de se tenir la dernière audience de sa Compagnie. Un laquais l'attendait à la porte; il lui jeta rageusement sa simarre et son mortier. « Tiens,

Antoine, s'écria-t-il, prends cela ; ce n'est plus bon que pour les valets » (1).

S'il ne tint pas ce propos, du moins les feuilles et les mémoires du temps furent-ils enchantés de le lui prêter. Ils lui firent un grand succès, soulignant ce que la boutade avait de cruel pour le malheureux intendant dont le père, au dire des mauvaises langues, avait porté la livrée.

Tel fut l'épilogue d'une carrière de 247 ans, 11 mois, 24 jours. Dix-neuf premiers présidents, de La Palisse à Cachet de Garnerans, avaient dirigé les destinées de la petite Compagnie judiciaire. Il en avait été d'éminents, aucun quine fût digne ; et cette conclusion pourrait suffire à leur éloge. Certes le fardeau que jetait sur leurs épaules — robustes d'ailleurs ! — la tutelle du paisible petit pays n'était pas pour les écraser ; et peut-être songeait-elle à leur besogne, la malicieuse souveraine qui dans *l'Isle invisible*, où ne devaient point surgir de procès, prêtait à son naufragé la géniale résolution d'établir un Parlement, « quand ce ne serait que pour le décorum de la magistrature. » Mademoiselle aimait l'ironie... De plus elle ne faisait allusion qu'au travail judiciaire ; et nous savons de combien de tâches multiples la cour souveraine de Dombes avait assumé l'entreprise.

Evidemment elle ne fut pas célèbre ; et ce n'était pas le séjour à Lyon qui pouvait accroître son éclat. Le Lyonnais chez qui c'est une qualité de terroir que d'apprécier seulement ce qui porte l'estampille « *Lyonnais naturel* » (2) en agit au regard du Parlement de Dombes, ainsi qu'il a coutume de faire avec tout étranger : il l'ignora. De prime abord, cette installation put le réjouir ; il put voir en ce Parlement qui se recrutait et qui siégeait chez lui le gage de l'inauguration pro-

(1) C'était ce Cachet de Garnerans qui, membre de l'Académie de Lyon, et désigné pour présenter un mémoire sur la *Modération*, entrecoupa son préambule d'un « Sacrebleu ! fermez cette porte... » qui le dispensa de poursuivre sa démonstration, la docte assemblée ayant par ce seul trait suffisamment jugé des avantages de la vertu dont le haut magistrat s'apprêtait à discourir.

(2) Eloge du chancelier de Bellièvre, par Rubys, *Hist. de Lyon*, p. 449.

chaîne d'une cour suprême qui serait sa cour. La Dombes, conquise, semblait vouée à l'annexion définitive et sans réserve. Et quelle apparence alors que le pouvoir royal, adroitement sollicité, pressé d'arguments comme en sait employer un commerce qui prospère, s'obstinât, et maintînt pour 30.000 ou 40.000 sujets, qu'il n'avait plus intérêt à choyer, un appareil judiciaire de grand luxe qu'il refuserait à ses serviables amis ?

On fêta donc cet avorton, ce Parlement à figure de sénéchaussée, cette fraction de sénéchaussée à masque de Parlement. On lui ménagea sa place, une belle et large place dans les cortèges triomphaux qu'organisait le Consulat. Il vint sur ses mules caparaçonnées accueillir en leur bonne ville Henry II et Catherine de Médicis.

Mais la transaction de 1560 ruina les espoirs prématurément conçus. La Dombes reprenait ses traditions et ses princes, et gardait son Parlement, souvenir et cadeau de la domination royale. Les mêmes officiers le composèrent, le même Palais le vit siéger. N'importe ! ce fut fini pour la grande ville ; et le Lyonnais ne le connut plus. — Henry III, revenant de Pologne, entra dans Lyon, Henry IV y vint chercher la reine Marie de Médicis, Louis XIII y conduisit Anne d'Autriche. La ville fit aux souverains une réception grandiose ; le corps de la justice depuis le moindre sergent jusqu'au plus haut officier défila devant eux ; le Parlement de Dombes resta caché.

La politique n'était pour rien dans cet effacement. Quand Louis XIV à son tour vint à Lyon, Mademoiselle de Montpensier mit tout en œuvre pour obtenir que les gens de son Parlement fussent admis à l'honneur d'offrir leurs hommages à Sa Majesté. Elle ne pensait pas qu'ils compromissent, en figurant dans les cortèges de la ville, la souveraineté de son domaine. Il y avait simplement là l'instinctive résolution du Lyonnais de passer sans l'apercevoir à côté de cette cour souveraine qu'un petit voisin se permettait d'entretenir, alors que lui n'en pouvait faire autant.

Dans les diverses manifestations de la vie municipale, dans

ces réceptions princières notamment, beaucoup de conseillers au Parlement jouaient un personnage important. Inscriptions, mémoires, procès-verbaux notaient en leur scrupuleux détail les plus modestes de leurs titres, jamais celui de membre d'une compagnie judiciaire de dernier ressort qui rendait ses arrêts en la maison de Roanne.

Claude de Rubys, le Lyonnais de race, qui larmoie sans trêve d'entendre des gens crier, en parlant de Lyon, « ma ville, ma ville ! » *lesquels sortent tout fraîchement d'un coin de quelque village*, Rubys, le chroniqueur aux menues anecdotes, traite en son *Histoire véritable de la ville de Lyon* de la défection du connétable sans mentionner la création de cette compagnie dont il n'avait pas cependant dédaigné les privilèges, puisqu'il y exerça 32 ans l'office de conseiller. — Claude de Bellièvre, Jean du Peyrat, Néry de Torvéon, Benoît Buatier, Antoine de Masso, Nicolas de Langes, Balthazard de Villars vont et viennent au travers de ses récits : ils sont échevins, ils sont prévôts ; ils appartiennent à la justice de l'archevêque, ils siègent à la sénéchaussée, ils siègent au présidial ; mais qu'à Lyon même ils aient revêtu des dignités — fût-ce les plus hautes ! — au ressort d'un Parlement, cela pourquoi le saurait-on ? Une seule fois l'historien fit exception ; il laissa passer que Jérôme de Châtillon exerçait d'autres fonctions que celle de président au présidial. Ne fut-ce pas simplement l'hommage délibéré et presque obligatoire au savant commentaire qu'avait imprimé pour le *président en la souveraineté de Dombes* Jean de Tournes, *libraire lyonnais* ?

En tout cas, l'intitulé même de son œuvre établissait le parti-pris du chroniqueur. Il s'y disait « Claude de Rubys, seigneur de l'Anticaille, conseiller du Roy en la sénéchaussée et siège présidial de Lyon, procureur de la communauté de ladite ville. » Rien de plus. Le livre paraissait en 1604, et depuis vingt-trois ans le seigneur de l'Anticaille siégeait à cette compagnie souveraine de Dombes dont il avait obtenu le 17 février 1581, la faveur de porter la tenue...

Il ne la dédaignait point, ayant jugé bon d'en être. Mais il gardait *ès cœur ce vif désir de tous les bons citoyens Lyonnais d'avoir en leur ville une cour de Parlement...* « Souhaitons-lui ce bonheur, écrivait-il, et n'épargnons de notre part chose par laquelle nous puissions espérer de mériter envers notre prince qu'il nous gratifie un jour de tant de bien duquel sont honorées maintes autres villes auxquelles il n'est pas si nécessaire... »

Il paraît que « les vœux des bons citoyens ne furent jamais de saison pour ce regard » ; car tandis que leur hôte les quittait pour s'installer à Trévoux, Lyon continuait à se passer de « *cette majesté d'une grande cour souveraine* » dont se régalaient la minuscule capitale. — Voilà pourquoi, pas plus à travers les événements politiques de la grande cité que sous la plume de ses historiographes, n'apparut jamais que par mégarde ou par accident la robe de Messieurs du Parlement de Dombes.

Chez ses justiciables, ce fut tout autre chose ; et le Parlement remplit à merveille le rôle pour lequel on l'avait inventé. Il était né de la revendication d'un petit peuple jaloux de ses libertés ; il personnifia, tant qu'il dura, les libertés de ce petit peuple. Dans cette principauté de poupée, grande par ses souverains, par sa monnaie, par son imprimerie, par son indépendance, le Parlement fut un symbole. Et quand la souveraineté dont il rendait témoignage eut abdiqué, quand les libertés dont il était tout ensemble le fils et le défenseur se furent flétries, on lui fit signe qu'il n'avait plus qu'à s'en aller et il trépassa. Car les institutions, comme les individus, ici-bas ont un rôle, que jamais — si menu soit-il — il n'est ridicule d'accomplir, et lorsqu'il est fini, par le moyen de qui lui plaît Dieu les supprime.



APPENDICE

QUESTION DE LA SOUVERAINETÉ DU PAYS DE DOMBES



LE principe de la souveraineté de la Dombes avait eu à se défendre contre une double prétention : celle de l'empire et celle du royaume. On a vu — chapitre II —, à propos des clauses insérées par Charles-Quint dans les traités de Madrid et de Cambrai, comment se réfutait la première : aucune tentative ne vint plus de cette part contester l'indépendance de nos princes souverains. Les légistes de France furent plus tenaces, et bien que leurs efforts intermittents échouassent toujours devant les arguments de Dombes et — il faut le reconnaître — devant la bonne foi du roi, leur maître, ils n'en persistèrent pas moins en toute occasion à exhumer les mêmes théories vouées au même insuccès.

Alléguer l'histoire était un faible moyen, car s'il est bien certain qu'au temps de Charlemagne la Dombes relevait avec la Bourgogne des possessions du monarque franc, le partage fait à Thionville entre les enfants de Louis le Débonnaire confina rigoureusement le royaume aux rives de la Saône, et

dès lors toutes les terres situées au delà changèrent de condition politique.

Les circonstances, beaucoup plus que les principes, fournissaient aux théoriciens des droits du roi le prétexte indéfiniment renouvelé d'atteintes aux attributions souveraines de la Dombes. C'était d'abord le voisinage de la petite principauté avec les territoires du Lyonnais et du Franc-Lyonnais, qui, eux, faisaient partie du royaume ; c'étaient les trente-sept années de gouvernement royal imposées à la Dombe *par droit de conquête* (1) ; c'était enfin et peut-être surtout la personnalité des princes qui, soumis au roi comme capitaines dans ses armées, comme gouverneurs de ses provinces, comme membres de sa famille, facilitaient sans le vouloir et par le seul fait de leur situation mixte la compénétration réciproque de leur souveraineté et du royaume.

On n'appréciera donc sainement la question de la souveraineté des princes de Dombes qu'en faisant par avance abstraction de toute la période qui s'est écoulée de 1523 à 1560. Quant à la nomination des tuteurs aux princesses mineures de Dombes, quant à la saisie des revenus d'un prince régent qui se trouvait en même temps le frère de Louis XIII, faut-il y voir autre chose que le règlement de questions de famille ? Les légistes de France eux-mêmes ne l'ont pas cru, et les Dombistes, si prompts à faire préciser la portée des moindres actes qui puissent renfermer un semblant d'atteinte à leur indépendance, ne s'en sont pas souciés en cette occurrence.

Souvent, d'ailleurs, l'argument se fût retourné contre les

(1) *Procès-verbal de la prise de possession de la Dombes*, dressé par Pierre de la Guiche, bailli de Mâcon, 17 septembre 1523 : « .. A raison de quoy, le roy nostre dit seigneur et maître, a voulu et veult toutes les terres dudit Bourbon soient prinses et mises soulz sa main comme commises et à lui acquises par les causes que dessus (lèse-majesté) ou autrement *par droit de guerre*... — Et au résidu se sont déclairez vouloir estre et demeurer féaulx et loyaulx subjectz du roy nostre dit seigneur comme à luy *par droit de guerre acquis et prins* à l'encontre dudit Bourbon. »

légistes, — et ils le savaient parfaitement. — Par exemple, si le roi désigna les tuteurs de Marie de Dombes, c'est qu'elle était la fiancée de son fils, et s'il avait tant désiré qu'elle le fût, c'est qu'il n'entendait pas voir la Dombes, qui, depuis la conquête de la Bresse sur le duc de Savoie, se trouvait complètement enclavée dans le royaume, passer par une alliance dangereuse de sa jeune souveraine entre les mains d'un étranger et vraisemblablement d'un ennemi. Cette appréhension démontrait bien la notion fort exacte que se faisait Henry IV de l'indépendance et de la souveraineté du pays de Dombes.

Et alors si l'on veut voir quels étaient les attributs de souveraineté incontestablement reconnus à ses princes, on analyse facilement qu'ils jouissaient de toutes les prérogatives spécifiées par Loyseau dans son *Traité des seigneuries*, ch. II, n° 9, et qui sont : 1° la puissance législative ; 2° la création d'offices ; 3° la levée d'impôts ; 4° le monnayage ; 5° le droit de paix ou de guerre ; 6° l'établissement de justices souveraines.

« J'ai mis à bon droit, dit Loyseau, pour le premier acte de souveraineté celui de faire des lois parce qu'il comprend directement sous soi tous les cinq autres... qui notoirement se font en vertu de la loi, c'est-à-dire de l'ordonnance du prince souverain. »

Les princes de Dombes incontestablement possédaient cette première prérogative ; ils la possédaient et l'exerçaient sous ses deux formes, l'une en quelque sorte négative qui consiste à ne pas suivre la loi d'autrui, et l'autre que l'on manifeste en imposant la sienne.

Ne pas suivre la loi d'autrui, la Dombes n'avait jamais manqué d'affirmer ce droit et ce fait. En matière religieuse elle avait rejeté les édits de pacification. En matière civile elle repoussait une foule d'usages adoptés tout autour d'elle par les provinces tributaires du Parlement de Paris. C'est ainsi par exemple que contrairement aux ordonnances de France les mères héritaient en Dombes. — Maintes fois ses princes

avaient déclaré, et ses magistrats démontré qu' « ordonnances du royaume n'ont point de lieu en Dombes » (1).

L'édit de Champigny de 1561, les grandes ordonnances de 1581, le règlement général de 1610, pour ne parler que des textes les plus importants, attestaient que, si dans la souveraineté l'on ne connaissait pas la loi du roi, on savait y suppléer par une loi nationale émanée des pouvoirs de Dombes et pour l'usage spécial des Dombistes. — Ce premier attribut de la souveraineté, PUISSANCE LÉGISLATIVE n'était donc pas discutable.

Et les cinq autres, suivant la thèse de Loyseau, lui faisaient cortège. Le prince CRÉAIT DES OFFICES à son bon plaisir, tantôt une capitainerie des chasses, tantôt une maîtrise des eaux et forêts, tantôt encore et beaucoup plus souvent des charges de conseillers, conseillers clercs, maîtres des requêtes, présidents à mortier, chevaliers d'honneur, etc., à son Parlement de Dombes.

(1) Une curieuse démonstration de ce principe fut le séjour des Juifs à Trévoux. Par ordonnance de 1306, Philippe le Bel les avait chassés du royaume. Ceux de Lyon se réfugièrent en Dombes et y restèrent près de deux siècles. Ce n'était pas qu'on les estimât davantage, témoin cette nomenclature extraite de la pancarte du péage de Trévoux : Payeront pour un bœuf 16 deniers viennois, pour un cuir paré 4 deniers viennois, pour un porc 2 deniers viennois, pour chacun juif passant comme dessus 16 deniers viennois, pour chacune juive grosse d'enfant 32 deniers viennois. Le 31 juillet 1390, Humbert VII de Thoire-Villars autorise les juifs moyennant 8 francs d'or à faire un cimetière à Trévoux dans la terre acquise à cet effet par leurs coreligionnaires Samson Lyon et Samsonet Cohen. *Ephémérides historiques*, p. 20. Ils avaient une maison d'école qui servit depuis à la résidence du Parlement en attendant la construction du Palais du duc du Maine. — En 1428, une enquête contre les juifs de Trévoux est menée par le délégué de l'official de Lyon et les juges du Beaujolais; ses conclusions les condamnent, mais elles restent lettre-morte. En 1467, les habitants invoquent les privilèges de leur cité et demandent l'expulsion de leurs dangereux hôtes, préférant payer les tributs que ceux-ci acquittaient. Les juifs doublèrent ces offres, si le prince voulait leur continuer sa protection; il fallut que le chancelier du duc vînt en personne informer sur leurs usures; il conclut à leur expulsion que des lettres patentes d'août 1467, datées de Louviers, prononcèrent. « Mais ils ne sortirent pas tous, dit Aubret; car ils trouvèrent du crédit auprès des ministres ». En 1488, enfin, malgré les officiers intéressés à leur séjour, ils durent s'éloigner définitivement. AUBRET. *Mémoires pour servir à l'histoire de Dombes*. T. III, p. 69 et suiv.

Il LEVAIT LES IMPOTS, envoyant de temps à autre à son premier président ou au gouverneur l'invitation d'assembler les états pour solliciter d'eux l'octroi du don gratuit.

Il BATAIT MONNAIE; et l'antique atelier de Trévoux, réorganisé par Louis de Bourbon en 1574 jetait sans interruption, — sauf pendant la Ligue, — sur les marchés de France et d'Europe les pièces marquées au coin de Dombes.

Quant à faire la PAIX OU LA GUERRE, on sait assez par les longues querelles des ducs de Savoie avec ceux de Bourbon si ces derniers partaient allègrement en campagne et s'ils demandaient pour cela l'autorisation de quiconque. Pour la paix les conseils étaient plus nécessaires, et les médiations successives de Charles VII et de Louis XI entre Monsieur de Bourbon et Louis de Savoie prouvaient surabondamment que le roi ne prétendait rien être qu'un tiers arbitre entre deux princes, ses voisins.

Enfin la dernière marque de souveraineté résidait dans l'attribution de la JUSTICE EN SUPRÊME RESSORT : c'était là le thème du conflit jadis engagé par Marie de Duin, renouvelé par Catherine Carrel, et dont l'acte de mars 1682 proclamait définitivement l'inanité en affirmant la suprématie du Parlement et du Conseil privé de Dombes. « Au préjudice d'une souveraineté si certaine et si solennellement reconnue, disaient les lettres patentes du Grand Roi, on ne laisse pas de comprendre dans le titre du rôle de nos provinces de Lyonnais, Beaujolais, Mâconnais et autres dont l'appel ressortit en notre dite Cour, le pays de Dombes. Ce que n'étant pas raisonnable, vu que cette nouveauté n'a commencé que depuis la condamnation du connétable de Bourbon..., voulons et nous plaît que ladite seigneurie de Dombes soit reconnue et tenue par tous nos officiers et sujets comme *Souveraineté sous notre protection*... Et d'autant que le pouvoir de juger en dernier ressort est une des principales marques de la souveraineté, laquelle il ne serait pas juste contester aux seigneurs de Dombes..., déclarons que la mention qui a été faite du pays

de Dombes dans les rôles des provinces du Lyonnais, Mâconnais et autres... ne pourra être tirée à conséquence au préjudice du droit de souveraineté qui appartient à notre cousine en usufruit et à notre fils en propriété. Défendons à notre Cour de plus comprendre dans les dits rôles le dit pays de Dombes ni de souffrir qu'il y soit compris à l'avenir. »

Louis XIV ne se réservait que *la bouche et les mains* ; c'était la seule marque de déférence que François II, par l'acte transactionnel de 1560, eût stipulé à son égard et à celui de ses successeurs. Or, on sait que l'hommage *de mains et de bouche* est la même chose que l'hommage simple qui n'emporte point serment de fidélité. Le roi ne se faisait aucune illusion à ce propos, puisque l'acte de 1682 qualifiait comme il suit cet hommage : « Lequel devoir nous entendons nous être fait et à nos successeurs rois par les souverains de Dombes à chaque mutation, comme *d'un moindre souverain à un plus puissant, son protecteur, et non comme d'un sujet à son roi ni d'un vassal à son seigneur.* » C'était formellement exclure toute idée de sujétion.

Il y avait d'ailleurs d'illustres exemples de princes souverains plus considérables que ceux de Dombes, se trouvant liés par leur serment envers le Roi de France ou envers l'Empereur. Les ducs de Bretagne prêtaient hommage au roi comme à leur SOUVERAIN SEIGNEUR. Les princes de l'empire germanique, sans exception, devaient l'hommage-lige à l'Empereur. Les uns et les autres cependant étaient souverains, au temps même où ils remplissaient ce devoir.

Reconnaissons d'ailleurs que tout souverains qu'ils fussent, ils ne pouvaient invoquer aussi pleinement que les princes de Dombes tous les attributs de la souveraineté. Ainsi, pour ne traiter que du point qui fait plus spécialement la matière de cet ouvrage, ils ne possédaient pas le dernier ressort de la justice. Les ducs de Bretagne — notamment Pierre de Dreux dans le traité de 1231, le comte Jean dans ses rapports avec Philippe le Bel... — reconnaissaient que les jugements

de leur Parlement (lequel ne fut érigé en Cour souveraine que par Henry II en 1553) relevaient en appel du Parlement de France. Quant aux princes germaniques, les décisions de leurs juges ressortissaient à la chambre impériale de Wetzlaer, à l'entretien de laquelle ils étaient obligés de contribuer; et leurs sujets pouvaient porter devant les tribunaux de l'Empire les affaires conclues à leur désavantage par le tribunal du prince. (Réal. iv, p. 135.)

Vu :

Lyon, le 26 janvier 1900.

*Le doyen de la Faculté,
président de la thèse,*

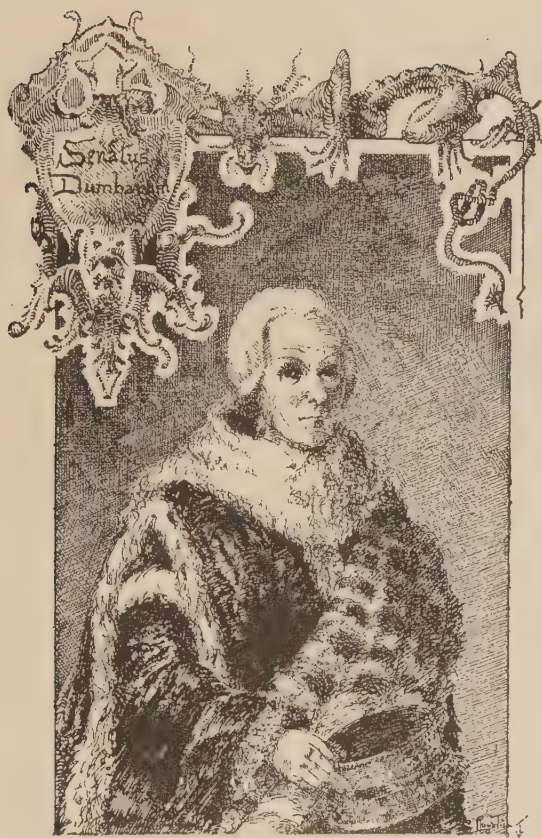
E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER

Lyon, le 28 janvier 1900.

*Le recteur de l'Académie,
président du conseil de l'Université,*

Gabriel COMPAYRÉ.



TENUE DE GALA DES PREMIERS PRÉSIDENTS AU PARLEMENT DE DOMBES

*D'après le portrait de Benoît Cachet de Garnerans
Tableau appartenant à M. Louis-Valentin Smith.*

LISTE

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES

MEMBRES DU PARLEMENT DE DOMBES

depuis sa fondation — 1523 — jusqu'à sa dissolution — 1771

PREMIERS PRÉSIDENTS

Présidence militaire de Jacques de Chabannes, sire de la
Palisse. 1523 à 1525.

Vacance.

Antoine Dubourg. 1530 à 1532.

Jean Godon. 1532 à 1544.

Jean du Peyrat. 1544 à 1550.

Hugues Dupuy. 1550 à 1562.

Jean du Fournel. 1562 à 1568.

Claude Baronnat. 1568 à 1571.

Jérôme de Châtillon. 1571 à 1587.

Vacance.

Nicolas de Langes. 1593 à 1596.

Balthazard de Villars. 1596 à 1621.

Pierre de Sève de Laval. 1621 à 1653.

Guillaume de Sève de Laval. 1653 à 1675.

Barthélemy Mascrany de la Verrière. 1675 à 1682.

Pierre de Sève de Laval. 1682 à 1699.

Benoît Cachet de Montézan. 1699 à 1704.

Antoine Desrioux de Messimy. 1704 à 1712.

Benoît Cachet de Montézan (président
pour la seconde fois). 1713 à 1727.

Nicolas Bellet de Tavernost. 1727 à 1730.

Louis Cachet de Montézan. 1730 à 1747.

Jean-Benoît Cachet, comte de Garnerans. 1747 à 1771.

PRÉSIDENTS A MORTIER

*Les noms écrits en italique sont ceux des présidents à mortier
devenus premiers présidents.*

- * *Jean du Fournel*, 1561.
- * *Nicolas de Langes*, 1572.
- * Pierre Austrein, 1601.
- ** François Cousin, 1637.
- ** Pierre Chapuis, seigneur de Montguyon et de Margnolas,
1646.
- *** Jacques Trouilleux, seigneur d'Amareins et de la Vau-
pierre, 1658.
- *** Louis Rousselet, 1670.
- *** Claude Garon de Châtenay, 1678.
- ** Claude Guye, 1682.
- * Laurent Bottu de la Balmondière, 1689.
- ** *Benoît Cachet de Montézan*, 1695.
- ** *Antoine Desrioux de Messimy*, 1699.
- * Pierre Perrichon, 1699.
- * Nicolas des Champs, 1705.
- *** Chol de Torpanne, 1717.
- ** *Louis Cachet de Montézan*, 1750.
- *** Etienne de Meaux de Marbé, 1729.
- ** Jean-Baptiste Clugnet, 1731.
- *** Barthélemy Bernard Duveyrier, 1727.
- ** François Guichard, 1752.
- ** Jean-Baptiste Mauvernay, 1767.
- * Louis Basset de la Marelle, 1770.

* Le 1^{er} office de second président ou président à mortier fut créé en 1561, comme on l'a vu au ch. X, p. 116. Supprimé le 7 mai 1593 (v. ch. X, p. 117), il fut rétabli en 1601, et définitivement supprimé en 1617.

** Le 2^e office fut créé en 1635 par Gaston d'Orléans.

*** Le 3^e office fut créé en 1658 par la Grande Mademoiselle.

MAITRES DES REQUÊTES

La première date est celle de la nomination; la seconde, celle de l'installation.

- Pierre de Montconnis, seigneur de Liergues et de Pouilly,
9 août 1603.
- Gaspard de Montconnis, fils du précédent, 27 juin 1629.
1^{er} août 1629.
- André Bollioud, seigneur de Fétan et de Fourquevaux,
18 février 1642. 29 avril 1643.
- * Claude Butillon, seigneur d'Amareins et d'Aillé, 24 juin
1647. 3 juillet 1647.
- * André Beraud-Amyot, baron d'Albigny, seigneur de
Bully, 30 novembre 1651. 3 décembre 1651.
- ** Constant de Silvecanne, 28 novembre 1654. 16 décembre
1654.
- Jacques Pillehotte, seigneur de la Pape, 11 mars 1658.
Mars 1658.
- ** Gaspard de Vincent, seigneur de Panettes et de Breille,
10 décembre 1658. Février 1660.
- * François Duprat, seigneur de Chassagny, 15 mars 1661.
7 avril 1661.
- * Louis Rousselet de Rouville. 1668.
- * Dufournel, 1670.
Claude-François de Poleins, 1678.
Christophe Liotaud de Fontaney. 1680.
- ** Jean de Gimel du Colombier. 1681.
- * Dutour-Veuillard. 1695.
- ** Pierre Penet de Monternot. 1696.
- * Gaspard Leviste de Briandas. 1698.
Claude Aymard. 1703.
- * Corteille de Veauvand. 1705.

Jacques-Antoine Aymard.	1710.
** Louis Delafont de la Rolle.	1710.
* Flurand.	1724.
* François Dubost.	1730.
Blaise Reynod.	1732.
** André-Christophe Chomel du Mont.	1732.
** Michet.	1740.
* Jérôme Duplessis.	1749.
Morin Desgrivet.	1752.
** Flachère.	1760.
Deleuillon.	1766.
* Jacquet.	1768.

* Second office de maître des requêtes créé en juillet 1646, par Gaston d'Orléans.

** Troisième office de maître des requêtes créé par la Grande Mademoiselle en 1658.

CONSEILLERS

André Bohier, sénéchal de Lyon, 6 novembre 1523.

Franc des Champs, 8 novembre 1523.

Jean Varinier, 8 novembre 1523.

Antoine Audoin, }
Nicolas de Langes, } 5 novembre 1524. 10 novembre 1524.

Pariel, en fonctions l'an 1525.

Jean d'Albon, baron de Saint-André, 1525.

Mathieu Athiaud, }
Jean de Teignac, } en fonctions l'an 1534.

Etienne Faye d'Espaisse, 1536.

Pierre Grollier, }
Pierre de Limandas, } en fonctions avant 1559.
Guillaume Martin, }
François de Villars, }
Néry de Torvéon, } en fonctions lors de l'avènement de
Benoît Buatier, } François II, 1559.
Jean Cybérans, }
Toussaint Charreton. }

Jean de Guillens, écuyer, seigneur de Monjustin et du Vivier,
26 septembre 1571.

Georges Grolier, seigneur de Casant, 17 janvier 1573.
11 février 1573.

Etienne de la Barge, abbé d'Idrac, comte de Lyon, 10 jan-
vier 1576. 15 février 1576.

Antoine de Masso, seigneur de la Cluzelle, 30 mai 1578.
18 juin 1579.

Claude de Torvéon, 20 août 1578. 13 mai 1579.

Claude de Rubys, seigneur de l'Anticaille, 17 février 1581.
22 novembre 1581.

André Charreton, seigneur de la Douze, 31 octobre 1582.
22 juin 1583.

Claude Trelon, seigneur de Mogneneins, 10 mars 1594.
22 juin 1594.

Georges Langlois, seigneur de Tanay en Dombes, 15 mars
1594. 7 septembre 1594.

Pierre Allard, seigneur de Sardon, novembre 1594.

Toussaint Grolier, seigneur de Belair, 26 mars 1596.
25 avril 1596.

Nicolas de Regnaud, seigneur d'Oullins, 16 décembre 1597.

François de Champier, doyen de Trévoux, 17 avril 1598.
10 juin 1598.

Pierre Austrein, seigneur de Jarnosse, 5 juillet 1598.
29 juillet 1598.

Laurent du Bourg, 10 janvier 1605. Même jour.

Maurice de Fenoil, grand obéancier de Saint-Just, 25 janvier
1602. 7 mars 1602.

François de Bullioud, seigneur de Célettes et de la Tour
d'Epinay.

Alexandre Bouilloud.

François de Regnaud, seigneur de Champagnieu.

Claude du Sauzey.

Thomas de Meschateins-la-Faye, chanoine, comte, grand
vicaire de Lyon, 24 février 1613. 18 avril 1613.

Abraham Vallier, seigneur d'Eole et de Beaumont,
11 novembre 1613.

Jacques de la Porte, 15 novembre 1613. 29 janvier 1614.

Louis de Rochefort, 4 janvier 1619. 18 septembre 1619.

Guillaume Langlois, 12 juin 1623. 30 août 1623.

Henry Grolier, seigneur de Belair, 31 juillet 1624. 29 novem-
bre 1624.

Charles de Torvéon, 16 août 1625. 3 septembre 1625.

Louis Trelon, seigneur de Mogneneins et de Fleurie,
5 décembre 1625. 17 décembre 1625.

- Louis Landry, $\left. \begin{array}{l} \text{11 décembre 1625.} \\ \text{9 février 1626.} \end{array} \right\} \text{24 mars 1626.}$
- Jean Leviste, seigneur de Briandas, 10 juillet 1629. 12 septembre 1629.
- Pierre Bollioud Mermet, 26 janvier 1630. 10 avril 1630.
- Louis Austrein, 26 juillet 1630. 11 septembre 1630.
- Pierre du Fenoil, 24 août 1630. 20 novembre 1630.
- César de Bernou, seigneur de Saint-Didier, de Formans et de Marcieu, 6 juin 1630. 4 décembre 1630.
- Charles Phily, 20 septembre 1634. 29 novembre 1634.
- Jean-Claude Charbonnier, écuyer, seigneur de Crangeac et de Longes, 26 août 1641. 27 novembre 1641.
- Marc-Antoine du Sauzey, seigneur de Jarnosse, de Varennes et de la Molière, 26 février 1642. 16 septembre 1643.
- Alexandre Cholier, 5 mai 1644. 8 juin 1644.
- Jean-François de Pradel Auterin, prieur de Saint-Martin-de-Chalamont, $\left. \begin{array}{l} \text{17 mai 1644.} \\ \text{9 août 1645.} \end{array} \right\} \text{6 septembre 1645.}$
- Charles de Serre, seigneur de Charly, 26 novembre 1646. 6 mai 1648.
- Pierre Cholier, 10 avril 1648. 22 avril 1648.
- Barthélemy de Chavannes, écuyer, seigneur de la Rey, 12 septembre 1648. 18 décembre 1648.
- Claude Cachet, seigneur de Montézan, 17 janvier 1653. 18 juin 1653.
- Claude de Pradel Auterin, proto-notaire du Saint-Siège, 4 décembre 1656. 24 janvier 1657.
- Guillaume Bollioud, 2 avril 1657. 16 mai 1657.
- Pierre Mallet, 29 novembre 1658. 4 décembre 1658.
- Barthélemy Dru, 19 décembre 1658. 29 janvier 1659.
- Jean Clément Phily, 22 décembre 1658. 18 juin 1659.
- Claude d'Albon, comte de Lyon, précenteur, abbé de Savigny, 11 janvier 1659. 26 janvier 1659.
- Benoît Penet, seigneur de Monternost, 17 janvier 1659.
- Louis Rousselet, 1662.

Jean Deschamps.	1663.
Pierre-François Maugas.	1667.
Jean-Jacques Dutour Veuillard.	1667.
Martial Carette.	1668.
Alexandre Tholomet.	1669.
Jean Garon.	1673.
François Laborier.	1673.
Lambert de Pont Saint-Pierre.	1679.
Louis Chappuis.	1680.
Claude Espiard de la Cour.	1680.
Louis Atheaud de Montchanin.	1681.
Pierre de Sève de Laval.	1683.
Claude Janin.	1684.
Pierre Penet de Monternost.	1688.
Nicolas Bellet de Tavernost.	1690.
Aymard de Suduyrand des Alimes.	1691.
Jacques Charrier.	1691.
Jacques Dutour-Veuillard de Saint-Nizier.	1691.
Guy de Montilley.	1692.
Balthazard Murgier.	1692.
Jean de Chazelle.	1694.
Laurent-Justinien Tholomet de Fontanelle.	1695.
Louis Aubret.	1695.
Antoine Desrioux de Messimy.	1695.
Horace de Sève de Laval.	1696.
Jean Montagne.	1696.
Charles-François Pareyre.	1698.
Claude Bernard.	1699.
Laurent Guichard.	1699.
Claude Penet de Saint-Virba.	1702.
J.-B. Flurand de Rancé.	1708.
Charles-Joseph Bullioud.	1709.
Charles-Joseph Mathon.	1709.
Nicolas Petro.	1712.
Pierre d'Assier.	1713.

Louis Cachet de Montézan.	1713.
Léonard-François Pupil de Sablon.	1713.
Louis Boyat.	1721.
Gaspard Rollin de Champclos.	1721.
Charles-François Favier.	1721.
Claude Dupré de la Surange.	1721.
Charles de la Vigne.	1724.
Abel-Joseph Clapperon.	1724.
Jacques-Just Dubessey de Contenson.	1728.
François Samoël.	1729.
J.-B. Maurier.	1730.
Gaspard Rollin de Champclos.	1733.
Antoine-François Boissat.	1733.
Charles Dumarest.	1733.
Charles-Olivier Duport.	1734.
François Guichard.	1735.
Joseph-Marie Gaspard Boysson du Noyer.	1736.
Silvain Couvert de la Vergne.	1739.
Etienne Quarré de Chintry.	1741.
Claude-Marie Dupré de la Surange.	1742.
J.-B. Vincent.	1745.
Bernard Loppin du Châtelain.	1746.
J.-M. Braquier.	1748.
François-Hyacinthe Cyvot de Charencin.	1749.
Joseph Valentin.	1751.
J.-B. Mauvernay.	1754.
François Guiguet.	1755.
Noël Boyer de Sugny.	1755.
Jean Fuzeaud.	1756.
Pierre Challaye.	1760.
Jean-Marie Audras.	1761.
Jean Rouchet de Chazotte.	1767.
Jean-Louis Guichard.	1767.
Pierre Fraisse.	1770.

AVOCATS ET PROCUREURS GÉNÉRAUX

André Baronnat, 1523.

Claude de Bellièvre, 1531.

Mathieu de Vauzelles, mars 1535.

Pierre Bouilloud, procureur général en 1559.

Jean Girinet, avocat général en 1560.

Justinian Micollier; pourvu le 15 janvier 1594, reçu le 17 septembre.

Alexandre Cholier, procureur général en 1598.

Jacques d'Avènes, procureur général en 1610.

Pierre de Fenoil, seigneur de Sérézin; pourvu le 19 décembre 1616, reçu le 18 janvier 1617.

Jean de Pomey, procureur général; pourvu le 12 mai 1620, reçu le 3 juin 1620.

Barthélemy Puget, procureur général; pourvu le 22 novembre 1625, reçu le 12 août 1626.

Etienne Meyssonnier, avocat général; pourvu le 15 juin 1633, reçu le 7 septembre 1633.

» procureur général; pourvu le 25 janvier 1643, reçu le 22 décembre 1643.

Jean Rhosnet, procureur général; pourvu le 15 mars 1646, reçu le 23 mars 1646.

Pierre Mallet, avocat général; pourvu le 1^{er} avril 1653, reçu le 28 mai 1653.

Bonaventure Cholier; pourvu le 2 décembre 1658, reçu le 11 décembre 1658.

Claude-François de Poleins, avocat général; pourvu le 20 décembre 1658, reçu le 29 janvier 1659.

Jean-Ferdinand Bullioud, 1675.

Jean de Gimel du Colombier, 1677.

Nicolas de Pressins, 1678.
Aymard de Suduyrand des Alimes, 1681.
Jacques Perrichon, 1690.
Louis Aubret, 1691.
Jean Garnier, 1695.
Claude-François de Poleins, 1699.
Balthazard Dugad-Mouton, 1699.
Jean-Claude Ramey de la Salle, 1717.
Jean-Aimé Berthelon des Brosses, 1723.
Guy Drappier-Duval, 1723.
Jacques-Antoine Desrioux de Messimy, 1726.
Jean-Philibert Duval, 1734.
Jean-Benoît Cachet de Garnerans, ?.
Jean-Christophe Le Jouhan, 1736.
Philippe Basset, 1747.
Marc Desrioux de Messimy, 1753.
François-Elisabeth Bellet de Tavernost, 1757.
Louis Basset de la Marelle, 1765.
Claude Voiret de Charnet, 1770.
Jean-Pierre-François Catalan, 1771.

LES SOUVERAINS DE DOMBES

Depuis la création du Parlement jusqu'à l'annexion — 1523 à 1762.

L'OCCUPATION ROYALE

François I ^{er} .	17 septembre 1523	- 31 mars 1547.
(Louise de Savoie, mère du roi, princesse de Dombes de 1527 à 1531.)		
Henry II.	31 mars 1547	- 10 juillet 1559.
François II.	10 juillet 1559	- 27 septembre 1560.

APRÈS LA TRANSACTION DE 1560

Louis de Bourbon-Montpensier.	1560 à 1582.
François » »	1582 à 1592.
Henry » »	1592 à 1608.
Marie de Dombes.	1608 à 1626.
Gaston d'Orléans et Marie de Dombes.	1626 à 1627.
Anne-Marie-Louise d'Orléans, duchesse de Montpensier.	1627 à 1693.
(Tutelle légale de Gaston d'Orléans, 1627 à 1650.)	

APRÈS LA DONATION CONSENTIE PAR ANNE-MARIE-LOUISE

Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine.	1693 à 1736.
Louis-Auguste II de Bourbon.	1736 à 1755.
Louis-Charles de Bourbon, comte d'Eu.	1755 à 1762.

ECLAIRCISSEMENTS ET RÉFÉRENCES

CHAPITRE PREMIER

- P. 7. GÉOGRAPHIE DU PAYS DE DOMBES. *Abrégé de l'histoire de la souveraineté de Dombes par Cachet de Garnerans*, et plan dressé en 1696 par Neuvéglise, agrégé au collège de Thoisse.
- P. 8. L'AFFAIRE MARIE DE DUIN. *Aubret. Mémoires pour servir à l'histoire de Dombes*, t. III, p. 161 ; *Bibliotheca Dumbensis*, t. II, p. 662, passage extrait du *Manuscrit de Trévoux*. — L'auxiliaire de Marie de Duin est désigné dans le premier de ces ouvrages sous le nom de Jean des Alinges de Coudrée, et dans le second sous le nom que nous lui donnons ici de seigneur de Condres. Comme il était seigneur de Condrieu, peut-être les deux désignations ne sont-elles qu'une corruption du nom de ce domaine ?
- P. 9. LA PRISE DE POSSESSION DE LA DOMBES. *Procès-verbal* conservé aux Archives, p. 1389, cote 390, reproduit dans la *Bibliotheca Dumbensis*, t. II, p. 431.
- P. 10. LETTRES PATENTES DE NOVEMBRE 1523. *Recueil des droits et privilèges du Parlement de Dombes*, imprimé à Trévoux en 1741. Lettres patentes de François Premier, Roy de France, portant établissement et création d'un conseil de Dombes en souverain et dernier ressort, au lieu de la Chambre que les ducs de Bourbonnois, souverains dudit pays, avoient en la ville de Moulins, où ils faisoient leur résidence.
- P. 13. LA MAISON ROYALE DE ROANNE. La Cour ayant vu et fait voir et visiter en présence de noble homme Hugues Charreton, trésorier général de Monseigneur, la séance du Conseil du Parlement de

Dombes a été d'avis pour la commodité et seureté de l'entrée d'icelle chambre faire poser des marches de pierres et continuer la vis pierre de taille depuis la chambre criminelle et prison de Rohanne jusques au planchier et faire un rangpan de pierres pour porter lesdites marches jusques à l'hauteur dudit planchier. Mars 1568. Devis extrait des *Registres du Parlement*, t. I, fol. 6 ; *Bibliotheca Dumbensis*, t. II, p. 487.

- P. 13. LE COMPTE DE GUILLAUME BARJOT. Ce Barjot exerçait depuis le 6 septembre 1524 l'office de trésorier et maître des eaux et forêts tant du Beaujolais du royaume que de celui de l'empire. *Aubret*, t. III, p. 227, 230.
- P. 14. LA CHAMBRE DES COMPTES DE MOULINS. Il lui arriva encore, malgré la création du Parlement, de statuer sur des questions relatives exclusivement à la Dombes et qui ne devaient plus être de son ressort. *Aubret* relate — t. III, p. 234 — que Jean de Mars, seigneur d'Aubigny, faisant foi et hommage au roi comme fondé de procuration de Jean de Lugny, seigneur de Ruffey et Saint-Trivier en donna son dénombrement à la chambre des comptes de Moulins en 1526, quoique il semble, dit-il, qu'elle ne pût pas recevoir un pareil hommage et dénombrement depuis la création du Parlement de Dombes. — Après la transaction du 25 août 1527, Louise de Savoie adressa des lettres patentes à la chambre des comptes de Moulins, « à qui il semble, dit le même auteur, que cette dame donna quelque autorité au préjudice du Parlement séant à Lyon ». t. III, p. 236.

CHAPITRE II

- P. 18. LES ÉTATS DU BEAUJOLAIS A LA PART DE DOMBES. Voici les noms des vingt-quatre seigneurs qui y comparurent ou se firent représenter : Les seigneurs de Saint-Trivier, de Juifs, de Fléchères, de Lurcy, de Franche-

leins, de Chavagnieu, de la Colonge, de Tavernost, de Bezeneins, de Lignieu, de Montagny, de Pioneins, de Challiours, de Challes, de Villette, de Tanay, de Gravins, se firent représenter; les seigneurs de Messimy, de Chazelles, de Chaneins, de la Bâtie et Belvey, de Meresge, de Beaumont, d'Ars y assistèrent en personne; les seigneurs de Garnerans, de Barbarel et de Gletins, bien que convoqués, s'abstinrent. — *Aubret, t. III, p. 237.* — La commission de Louise de Savoie était du 31 mars 1527 et l'assemblée des états se fit le 6 juin 1528. Il n'y a entre ces deux dates qu'un écart de deux mois environ, car l'*ancien style* en usage avant 1566 comprenant dans le même millésime les douze mois qui s'écoulaient d'une fête de Pâques à l'autre, mars se trouvait le dernier mois de l'année 1527 et avril le premier de l'année 1528. C'est ainsi que la transaction du 24 août 1527 est antérieure à la commission du 31 mars 1527.

- P. 19. GATHINIERA OU GATHINERIA, L'AVOCAT SAVOYARD. Ce jurisconsulte téméraire qui venait de Savoie soutenir, à l'abri de sa cliente Marie de Duin, les prétentions de l'empire, ne serait-il point le fameux Mercurin Alborio de Gattinara, qui né à Verceil en 1465, fut successivement conseiller du duc de Savoie, professeur suppléant à l'Université de Dôle en 1506, président au Parlement de cette ville en 1508, chef du conseil de l'archiduchesse Marguerite, deux fois ambassadeur en Espagne, chancelier de l'empereur Charles Quint, et qui, devenu veuf, fut créé cardinal en 1529 et mourut l'année suivante à Inspruck? — L'orthographe des noms et surtout des noms étrangers ne préoccupait guère les anciens chroniqueurs, pourvu que la consonnance y fût. Si le Mathieu Gathiniera d'Aubret était l'Alborio de Gattinara de Charles-Quint, on conçoit l'importance des motifs politiques qui sous couleur d'intérêt privé soulevaient la controverse que le duc de Bourbon trancha sirudemment. V. sur Gattinara, *H. Beaune. Les Universités de Franche-Comté, p. 191.*

- P. 21. SÉPARATION DE LA DOMBES ET DU BEAUJOLAIS. Lettre patente de François premier, roy de France et Seigneur de Dombes adressées au Conseil de Dombes, établi à Lyon, portant qu'il sera pris toutes lettres de justice par les habitants dudit pays, sous le scel de la chancellerie dudit conseil ou Parlement... *Recueil des droits et privilèges du Parlement de Dombes.*
- P. 24. CONFIRMATION DES PRIVILÈGES. Lettres patentes d'Henry II roy de France, adressées au Conseil du pays de Dombes, établi à Lyon, portant confirmation de tous privilèges, franchises, coutumes et libertés accordées aux habitants dudit pays. Données à Fontainebleau, au mois de février de l'an de grâce mil cinq cent quarante-sept, de notre règne le premier. — La députation du seigneur de Messimy amena Henry II à donner en mars 1549, toujours de Fontainebleau, des lettres patentes portant exemption en faveur des habitants dudit pays de Dombes de toutes garnisons, assiette de garnisons, payement de la gendarmerie. *Recueil des droits et privilèges du Parlement de Dombes.*
- P. 24. SUPPRESSION DE L'OFFICE DE TABELLION. *Aubret, t. III, p. 285.*
-

CHAPITRE III

- P. 28. LES PÉAGES. *Traité des péages, par Mathieu de Vauzelles.* Lyon, 1550. Une constatation qui prouve à quel point le droit romain sévissait dans la formation intellectuelle des jurisconsultes de la région et de l'époque : c'est que Mathieu de Vauzelles estime à propos de justifier l'ordonnance d'Henry II par cette remarque qu'elle est conforme à la loi « Si publicanis et vectigalia ».
- P. 28. LA COMMISSION D'HENRY II. Lettres patente d'Henry II, roy de France, portant commission adressée aux conseillers, les gens tenant à Lyon la Cour du Parlement de Dombes, pour la vérification et réfor-

mation des péages sur les rivières du Rhône, d'Isère et la Saône, données à Fontainebleau, le 23 de février 1547. Henry, par la grâce de Dieu, roy de France, Seigneur de Dombes. Au premier huisier de notre Cour de Parlement de Dombes, séant à Lyon, ou autre notre sergent sur ce requis, salut. Comme par nos lettres patentes d'édit, adressées à nos amez et féaux Conseillers, les gens tenant notre dite Cour de Parlement de Dombes, séant audit Lyon, les avons commis pour procéder à la vérification de nosdites lettres pour le fait de la réformation des péages, et pour ce faire notre procureur général audit parlement ait fait requête à notre dite Cour de lui faire délivrer commission pour publier nos lettres d'édit ès lieux pour ce nécessaires et adjourner les seigneurs propriétaires desdits péages, suivant la forme de nos dites lettres... Te mandons de l'ordonnance de notre dite Cour que nos dites Lettres desquelles la teneur s'ensuit :tu publies ès lieux pour ce nécessaires et dont seras requis par notre dit Procureur général. Et en outre te mandons que tu fasses exprès commandement de par Nous à notre dite Cour et à tous seigneurs prétendant droit de péage sur lesdites rivières, qu'ils ayent à apporter ou envoyer en notre dite Cour leurs Lettres, Titres et Enseignements, par vertu desquels lesdits péages sont par eux levés, dedans deux mois prochains... Mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers et sujets que à toi en ce faisant soit obéi. *Recueil des droits et privilèges du Parlement de Dombes.*

P. 29. L'ADVOCAT DU ROY. Les avocats généraux s'appelèrent à partir de la restitution de la souveraineté aux princes de Bourbon avocats généraux au Parlement de Dombes. Mais de 1523 à 1560, ils étaient qualifiés procureurs ou avocats du Roy, puisque le Parlement était juridiction royale.

P. 32. IMMUNITÉ DE L'HÔTEL-DIEU POUR LES PÉAGES. Arrêt du 21 avril 1541 mentionné par *Aubret. Mémoires pour servir à l'histoire de Dombes*, t. III, p. 276.

CHAPITRE IV

- P. 38. RESTITUTION DE LA DOMBES. Transaction passée entre François II, roy de France et Louis de Bourbon, portant la restitution de la seigneurie ou principauté de Dombes avec tous les droits de souveraineté, prééminences, prérogatives, exemptions, franchises et libertés y appartenant, sans aucune chose en retenir fors la bouche et les mains seulement. Par devant Gilles Mesnager et François Stuart, notaires royaux au Chastelet d'Orléans. Fait et passé audit Orléans, le mercredi 27^e jòur de novembre de l'année mil cinq cent soixante. *Recueil des droits et privilèges du Parlement de Dombes.*
- P. 40. BAILLIAGE DE TRÉVOUX. Lettres patentes d'Henry II. *Ibid.*
- P. 41. ORDONNANCE DE CHAMPIGNY. Edit et ordonnance de Louis de Bourbon, duc de Montpensier, Pair de France, souverain de Dombes, adressez au Parlement dudit Pays, portant plusieurs règlements pour l'administration de la justice et autres. Du quinziesme du mois de septembre 1561. *Ibid.*
- P. 43. LA TOUR DU CHATEAU DE TRÉVOUX. « Les huguenots étant sortis de Lyon au mois de janvier pour venir saccager la Dombes..., le capitaine Moreau vint à leur tête assiéger Trévoux..... Il en mina la tour... Ayant mis des pétards dans le gros du mur, du côté de la ville, ils en firent sauter un pan qui se détacha en pain de sucre renversé ; mais l'effet du pétard ou de la mine ne fit que fendre et un peu élever cette partie du mur qui retomba dans le même endroit... AUBRET, *Mémoires pour servir à l'hist. de la Dombes.* T. III, p. 325.
-

CHAPITRE V

P. 45. PACIFICATION. Edit de pacification du 12 mars 1563.

P. 46 LES FANTAISIES DES HUGUENOTS EN DOMBES. 6 janvier 1562.

D'Aiguebonne, drapier à Lyon, capitaine de huguenots, s'empare du château de Baneins, y enlève un prêtre, 3.000 écus d'or et les papiers du sieur Barbarel. *Guigue, Ephémérides hist. de la Bresse, du Bugey, de la Dombes*, p. 64 — « Les calvinistes de Lyon brûlèrent en 1562 le château de Barbarel, parce que le seigneur allait à la messe, était catho- et suivait le parti du roi ». AUBRET, *Mém.* T. III, p. 321 ; « ils rompirent toutes les images de Thoisse y et de Saint-Didier. *Ibid.* Un corps d'évangélistes, dont les principaux capitaines se faisaient appeler Aramon, La Bergerie, Chasnes, se saisit de Jean Burthet, dit Piochat, luminier de l'église Saint-Didier, et le menace de le pendre ou de l'arquebuser, s'il ne leur donne pas le calice et la platine d'argent... et comme il ne leur donnait pas la croix, les chappes et autres ornements, ils lui dirent qu'ils brûleraient sa maison. » AUBRET, p. 326. « Plusieurs seigneurs se laissèrent surprendre par l'hérésie et s'allièrent aux calvinistes de Bresse... Ces prétendus réformés firent du scandale dans l'église de Saint-Trivier, y abattirent les autels et les images, rompirent les livres, etc. » *Ibid.*, p. 330.

P. 48. ARRÊT CONTRE LES HUGUENOTS. Rendu par le Parlement de Dombes, le 7 janvier 1568. *Registres du Parlement*. T. I, fol. 3. Cité dans la *Bibliotheca Dumbensis*, II, p. 488.

P. 49. LETTRE DE LOUIS DE BOURBON A SON PARLEMENT. *Registres*. T. I., fol. 14. Cité dans la *Bibl. Dumb.* II, 490.

P. 52. LETTRE DU GOUVERNEUR A NICOLAS DE LANGES *Registres*. T. I, fol. 42. *Bibl. Dumb.* 491.

CHAPITRE VI

- P. 57. LE CONSEIL PRIVÉ. *Notice historique sur la principauté de Dombes* par Boucher d'Argis, conseiller au conseil souverain 1752.
- P. 59 et suiv. LES ORDONNANCES. V. *Ordonnances de Mgr le Duc de Montpensier* prince souverain de Dombes avec brève et sommaire interprétation d'aucuns principaux points et articles d'icelles concernant l'ordre, instruction et jugements des procès civils et criminels, par M. Hierosme de Castillon... Lyon 1583. — Poésie à Mgr le Duc de Montpensier par Philibert du Bois. — Elégie au même par Antoine Baudan.
- P. 69. EMPLOI DE LA TORTURE. La note au bas de cette page attribue à tort au Père Auger une protestation dont l'honneur revient bien à un Jésuite, mais pas à celui-ci. C'est le P. Frédéric de Spée, né en 1591 à Keserswerth, au château de Langen-feld, mort à Trèves le 7 août 1635, qui publia en 1631 un courageux volume contre l'usage de la torture et notamment ses abus dans les procès de sorcellerie. Traduit du latin par un médecin de Besançon, Frédéric Bouvet, sous le pseudonyme de Villedor, il fut édité à Lyon en 1660, « *aux despens de l'auteur et se vend en rue Mercière chez Claude Prost.* » Une citation donnera l'idée de la manière du P. de Spée. Après avoir développé 15 raisons de l'iniquité de la torture, il termine ainsi son chap. xx : « Qu'est-il besoin de nous mettre tant en peine de trouver des sorciers et sorcières ? Sus, Messieurs les Juges, en voulez-vous trouver ? Faites seulement saisir des capucins, jésuites et autres religieux, mettez-les à la torture. Ils confesseront. Sinon, remettez-les y une fois, deux fois, trois fois, ils viendront à point... Si vous en voulez davantage, faites saisir les prélats, les chanoines, les docteurs ; ils confesseront. En voulez-vous davantage ? Laissez-moi faire. Je vous ferai bien chanter à la torture, et vous m'en ferez

autant par après, et ainsi nous serons tous sorciers ! »
Advis aux criminalistes sur les abus qui se glissent dans les procès de sorcellerie, pp. 108, 109.

Et plus loin : « J'insère nécessairement la conclusion qu'il faut donc abolir la torture et autres afflictions qui en tiennent lieu ou en corriger les abus. Et je veux bien que les princes sachent que leur conscience y est engagée, aussi bien que celle de leurs conseillers et confesseurs, si dans l'occasion ils dissimulent ou demeurent muets, et qu'ils en rendront compte devant le souverain Juge. Je ne veux pas qu'ils me croient, moi ; qu'ils consultent les théologiens ; et ils leur apprendront qu'ils ne peuvent pas se jouer ainsi du sang humain, et que nos testes ne sont pas des paumes à balloter à plaisir. » *Ibid.* XXIX, p. 151.

CHAPITRE VII

P. 74 et s. LES ASSISES DE 1583. *Aubret. Mém. pour servir à l'hist. de Dombes*. T. III. p. 403 et suiv.

P. 76. LE PROCÈS DU BAILLI. *Aubret. Mém.* p. 405, p. 411.

Lettre missive du Souverain de Dombes à la cour du Parlement de Dombes au sujet des Grands Jours tenus à Trévoux. 9 janvier 1584. *Registres du Parlement*. II. fol. 78. Arrêt du Conseil, 25 Mai 1584. *Registres*. II. fol. 84. *Bibl. Domb.* 494.

P. 78. CONDAMNATION DE THÉVENON. Arrêt du conseil du prince du 7 juin 1586, enregistré au Parlement le 9 décembre 1587. *Aubret. Mémoires*. p. 411.

P. 80. PROVISIONS DE PREMIER PRÉSIDENT. A Nicolas de Langes. Lettres d'Henry de Bourbon données à Tours le 17^e de mars. *Registres du Parlement*. T. I. fol. 38.
— Nicolas de Langes, deuxième du nom, — son père fait conseiller en 1524 était mort très jeune — avait la réputation du plus fameux antiquaire de son siècle. Papire Masson indiqua ce fait dans l'inscrip-

tion funéraire qu'il composa pour la sépulture des de Langes dans l'église St-Georges, à Lyon.

P. 81. LES DÉSORDRES PRODUITS PAR LA GUERRE. *Aubret. Mémoires.* p. 457.

P. 82. LES ASSISES DE 1602. *Ibid.* p. 459, 461, 462. — La harangue de Balthazard de Villars existe en manuscrit original à la Bibliothèque de Lyon, avec un portrait du premier président. Elle a été publiée dans la *Bibliotheca Dumbensis* p. 500 et suiv.

CHAPITRE VIII

P. 89. MONTHOLON. Le tuteur de Marie de Dombes, François de Montholon, troisième du nom, — deux François de Montholon avaient été chanceliers de France — ne doit pas être confondu avec le surintendant de la justice de Lyon, Guillaume de Montholon, son cousin et contemporain. Ils étaient bien tous deux conseillers d'état ; mais c'est l'unique trait d'analogie que l'on puisse relever entre eux. Les actes même de Dombes, à défaut de l'historique de la famille de Montholon, indiqueraient la dualité des deux personnages. Ainsi dans les verbaux des limites de 1612 qui départageaient les intérêts adverses du royaume et de la Dombes, l'un des commissaires royaux était Guillaume de Montholon. Verbaux des limites de Dombes et de Bresse. *Bibliotheca Dumbensis*, II, p. 517. Il eût été singulier vraiment de la part du pouvoir royal de choisir pour soutenir ses droits l'administrateur si vigilant et si ferme de la principauté contre laquelle ces droits devaient être revendiqués !

P. 90. LA CULTURE DU MURIER. *Aubret. Mém.* III p. 483.

P. 91. LE RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE 1610. Lu, publié, et enregistré, ouï et ce requérant le procureur de Madame à Lyon en Parlement, le septième de juillet mil six

cent dix. *Registres du Parlement*. T. III. fol. 2.
Bibl. Dumb. 510.

- P. 93. ÈRE NOUVELLE. Détails empruntés aux curieux procès-verbaux de la Société des bons républicains sans-culottes de Trévoux, publiés par M. Valentin-Smith à la fin du premier volume de la *Bibliotheca Dumbensis*. Procès verbaux des séances du 22 nivôse an II p. 59, et 10 ventôse an II, p. 96.
- P. 94. VISITE ÉPISCOPALE. Procès-verbal de la visite du Révérend Père Archevêque de Lyon, en Dombes. *Registres du Parlement*. T. III, fol. 27 à 50. *Bibliotheca Dumbensis*. T. II, p. 528.
- P. 95. LETTRE DE RÉCEPTION. De Marie de Dombes, le 8^e jour d'août 1614. *Bibl. Dumb.* T. III. p. 531.
- « CAMILLE DE NEUVILLE. Procès-verbal conservé aux archives du Rhône. *Bibl. Dumb.* 550.

CHAPITRE IX

- P. 102. CRÉATION DE L'HOPITAL. Fondation par lettres patentes d'Anne Marie Louise, souveraine de Dombes, octobre 1686. *Bibl. Dumb.* II. 566. et suiv. — Procès-verbal de la visite faite à Trévoux par l'archiprêtre de Dombes, Curtilliat, en 1711. Archives du Rhône. *Bibl. Dumb.* II p. 555.
- « IMPRIMERIE. Privilège accordé à Jean Molin. A Dunkerque, le douzième jour de may, l'an mil six cent soixante-et-onze, de notre souveraineté le quarante-quatrième. Archives, carton k. 1172. *Bibl. Dumb.* II 561.
- « COLLÈGE DE THOISSEY. Lettres patentes d'Anne Marie Louise, souveraine de Dombes, portant établissement d'un collège à Thoissey. Donné à Choisy, au mois de juin de l'an de grâce mil cinq cent quatre-vingt, et de notre souveraineté le cinquante-cinquième. — *Livre de l'établissement et progrès du*

collège de Thoisseÿ, par M. Girié. Manuscrit in-folio cité dans la *Bibliotheca Dumbensis*. T. II, p. 574 et suiv.

P. 103. L'UNIVERSITÉ DE DOMBES. Projet d'une université de Dombes à établir à Thoisseÿ. Supplique de S. A. R. au Pape. Lettres de M. de Rollinde. *Bibl. Dumb.* II 579 et suiv.

P. 104 et suiv. LA MONNAIE DE DOMBES. *Notice sur la monnaie de Trévoux*, par Mantellier. — Aubret. *Mém.* III, p. 432, 435, 438, 439, 466. — Le Parlement fixe la valeur des monnaies et en rend le cours forcé. Septembre 1577, p. 379. — Ordonnances de Monseigneur sur les règlements, ordre et police que les officiers, ouvriers et monayeurs en la Monnoye de Dombes doivent garder pour la fabrique d'icelle. Donné à Paris le 24^e jour de Février 1594, de notre souveraineté le troisième. Henry. — Arrêt du Parlement de Dombes pour Benoist May et Pierre Perrou pourvus de l'office de Monnoyeur et ouvrier en la Monnoye de Trévoux. Du vingt-septième May 1598. *Recueil des droits et privilèges du Parlement de Dombes*.

P. 107. COUR DES MONNAIES. Edit de création. Donné à Paris au mois de juin, l'an de grâce 1658 et de notre souveraineté le 32^e. Anne Marie Louise. *Bibl. Dumb.* II, 556.

P. 108. VISITE A TRÉVOUX. Procès-verbal dressé par le Parlement de Dombes. *Registres du Parlement*. T. VII. fol. 144. *Bibl. Dumb.* 559. — *Mémoires de M^{lle} de Montpensier*.

P. 109. LE CHEVALIER D'HONNEUR GABRIEL DE BUSSILLET. Dans des notes manuscrites de M. Valentin Smith fort aimablement mises à notre disposition par son fils, M. Louis Valentin-Smith, on découvre cette exclamation. « Pauvre Bussillet, pauvre conseiller! Je me propose de dire un jour sa mésaventure. La tradition et quelques notes inédites de l'époque rapportent qu'il s'éprit tout à coup d'un amour fou pour Mademoiselle, qui avait alors 31 ans, et même qu'il

se jeta à ses genoux... Qui sait? Peut-être Mademoiselle éprouvait-elle quelques sentiments de bienveillance, quelques titillations en songeant aux ardeurs qu'elle excitait chez un jeune chevalier, elle qui à 22 ans, en parlant il est vrai d'un roi, du roi d'Angleterre, disait: « Je meurs d'envie qu'il me dise des douceurs parce que je ne sais encore ce que c'est. » En tout cas elle se moqua du conseiller. *Autrefois comme de nos jours le conseiller est parfois fort moquable.* Et puis la femme est simaligine, si mixte, si complexe! » On peut regretter que l'érudit et spirituel bibliophile n'ait pas eu le loisir de narrer tout au long « la mésaventure ».

P. 110. LETTRE A M^{me} DE PONTAC. *Relation de l'Isle invisible. La princesse de Paphlagonie.*

CHAPITRE X

P. 115-116. CONFIRMATION D'OFFICES. Lettres patentes de François II, roy de France, portant confirmation des offices créés dans le Parlement de Dombes, exercez par les officiers dudit Parlement, y dénommez au temps de son avènement à la couronne, ensemble de tous les honneurs, autoritez, privilèges, prérogatives, prééminences, franchises et libertez, gages, profits, émoluments accoutumez et qui y appartiennent. Donné à Amboise ce septième jour de mars l'an de grâce mil cinq cent cinquante-neuf et de notre règne le premier. — *Recueil des droits et privilèges du Parlement de Dombes.* Trévoux 1741.

P. 116. note 2. CONSTRUCTION DE L'ÉGLISE DE CHALAMONT. Aubret. *Mémoires.* III, p. 522.

P. 116 et suiv. Pour les provisions d'offices voir Samuel Guichenon, *Histoire de la Souveraineté de Dombes*, annoté par Guigue, t. II; d'Assier de Valenches, *Mémorial de Dombes*, p. 89 et suiv. Aubret, *Mémoires*, t. III et *Registres du Parlement*; Bou-

cher d'Argis, *Notice historique sur la principauté de Dombes*, p. 53.

P. 120. ADMONESTATIONS AUX AVOCATS. *Ordonnances de Mgr le duc de Montpensier*. Lyon, 1583, p. 66 et 67. Art. 41, p. 39.

P. 121. VÉNALITÉ DES CHARGES. « Marie de Dombes ayant fait de grandes épargnes par la sagesse et la bonne administration de ses tuteurs résolut de supprimer la vénalité de tous les offices de la souveraineté. Elle donna son édit pour cette suppression au mois de novembre 1617... » Par le même édit enregistré au Parlement le 3 décembre, Madame régla l'âge d'admission des officiers de son Parlement ; nul ne pourra être président qui ne soit âgé de 40 ans et qui n'ait exercé 10 ans au moins les fonctions de conseiller ou d'avocat plaidant. Les conseillers, avocats et procureurs généraux auront au moins 30 ans d'âge et 5 ans de profession d'avocat. Quant aux autres officiers il n'en sera point reçu avant 25 ans. — Mais les officiers en charge alléguèrent tant de bonnes raisons que l'édit, en ce qui touche la gratuité, ne reçut pas d'application. — Aubret, *Mémoires pour servir à l'histoire de Dombes*, III, 501.

P. 122. MÉRITE DE JÉRÔME DE CHATILLON. Rubys, *Histoire véritable de la ville de Lyon*, ch. LXIV, p. 437.

P. 123 et suiv. Lettres patentes confirmant les privilèges des officiers du Parlement de Dombes. *Recueil des droits et privilèges du Parlement*.

P. 124. DISPENSE D'EXAMEN. Délibération du Parlement de Dijon par laquelle le sieur Espiard, conseiller au Parlement de Dombes, fut reçu sans examen conseiller au Parlement de Dijon, comme ayant été officier audit Parlement de Dombes, et ce après en avoir eu les ordres du Roi par Monsieur le Chancelier. — *Recueil des droits et privilèges du Parlement*.

P. 125. DROIT DE COMMITTIMUS. Arrest du conseil d'Etat du Roy, confirmatif du droit de committimus en faveur

de Messieurs les officiers de la Cour de Parlement de Dombes, alors séant à Lyon. Du vingt-septième du mois d'octobre 1670. — *Recueil*.

P. 126. DÉFENSE DU SIEUR MABIEZ. Ordonnance de M. d'Herbigny, intendant de la généralité de Lyon qui décharge le sieur Mabiez, descendant d'un conseiller secrétaire au Parlement de Dombes. — Le Commis du préposé dit « que le sieur suppliant ne peut avoir acquis la noblesse qu'il prétend lui être attribuée par une charge de secrétaire au Parlement de Dombes que feu son père a possédée environ deux années, *parce que la noblesse desdits officiers n'est point transmissible qu'au cas que le père et l'ayeul ayant joui pendant le temps porté par les ordonnances.* » A quoi le sieur Mabiez réplique que le commis « s'abuse de vouloir discuter la qualité du suppliant, *puisqu'il ne la tire pas comme fils d'officiers des Parlements de France, mais bien du Parlement de Dombes auxquels on ne l'a jamais disputée... ces prérogatives ne pouvant et ne devant pas être confondues avec celles des Parlements de France.* »

P. 126 et 127. LES LETTRES DE VÉTÉRANCE. Cas de du Fenoil. *Aubret, Mém.*, III, 527. — Il n'était pas indispensable d'avoir servi 20 ans pour obtenir du prince des lettres de vétérance. Par lettres du 23 juin 1594, le prince conserve à André Charreton son rang et séance de conseiller, attendu son service de 12 ans à la cour. *Ibid.*, 428.

P. 127. LES ÉPICES. *Ordonnances de Mgr de Montpensier*, p. 81.

P. 128. LA TRAITE DU SEL ET LES GAGES. *Aubret, Mém.*, III, p. 370-371.

CHAPITRE XI

P. 133. DONATION DE LA SOUVERAINETÉ. Copie de contract de donation et lettres patentes passées par Mademoiselle d'Orléans, souveraine de Dombes, duchesse

de Montpensier, de Saint-Fargeau et Chastelleraut, au profit de Mgr Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine, de la souveraineté de Dombes, et ensuite l'arrêt d'enregistrement dudit contract. *Recueil des droits et privilèges du Parlement de Dombes*.

- P. 134. L'AFFAIRE CARREL. *Manuscrit de Trévoux*. Aubret. Extraits cités dans la *Bibliotheca Dumbensis*, p. 666 et suiv. — Extrait des registres du Conseil d'Etat du roy. Entre Damoiselle Catherine Carrel, femme en premières noces de Henry Pré, demanderesse en requête..., et Louis Pré, défendeur... *Recueil des droits et privilèges*.
- P. 135. SERVICE FUNÈBRE DE MADEMOISELLE. Avaient pris place dans le chœur : M. de Maulevrier, comte et sacristain de Lyon, quantité de gentilshommes de Lyon, Mâcon, Villefranche, Belleville, Châtillon, et dans la nef : M^{me} de Malézieu, M^{me} la marquise de Maulevrier, M^{mes} du Clairon, de Barbaret, de Saint-Romain, Aubret et plusieurs autres. — Procès-verbal dressé par Philibert Girié, principal du collège de Thoissey. *Bibl. Dumb.*, III, p. 596-597.
- P. 136. DÉVELOPPEMENT DE L'IMPRIMERIE. — Privilège d'imprimeur et libraire de la souveraineté de Dombes accordé à Jean Boudot, le 26^{me} de juin mil six cent quatre-vingt-dix-neuf. *Bibl. Dumb.*, III, 682.
- P. 137 et suiv. Lettre de cachet de S. A. S., qui transfère son Parlement à Trévoux. — *Bibl. Dumb.*, III, 607. Edit portant suppression du bailliage et des gabelles... et création d'une chambre des requêtes. *Ibid.*, 609. — Edit augmentant de 6.000 livres les gages des membres du Parlement. *Ibid.*, 612. — Arrêt du Conseil souverain de Dombes, qui ordonne à tous les officiers du Parlement de faire leur résidence dans la ville de Trévoux, et leur défend d'avoir leur domicile ailleurs et d'exercer aucun emploi ou charge hors de la souveraineté. Fait au Conseil souverain de Dombes, tenu à Versailles, le 4^{me} septembre 1697. De Malézieu, *Ibid.*, 614.

P. 140. ARRÊT DE RÈGLEMENT pour la chambre des vacations.
Ibid., 621.

P. 142. AVIS DES CONTEMPORAINS. « La chambre des requêtes du Palais est tenue par les conseillers du Parlement lesquels, au nombre de trois, y font le service par semestre. » Boucher d'Argis. *Notice sur la principauté de Dombes*. 1752.

Il est probable qu'au temps où écrivait Boucher d'Argis, on avait trouvé trop considérable le nombre de 7 que fixait l'édit de 1699, et qu'on l'avait ramené à 3. — Aubret, avocat général au Parlement à l'époque de la première présidence de Cachet de Garnerans, dit de la chambre des requêtes : « Cette chambre est composée de 4 conseillers qui font le service, et changent alternativement tous les six mois. » *Manuscrit de Trévoux*. *Bibl. Dumb.* III. 676.

P. 142. LETTRE DE M. CACHET DE MONTÉZAN. Nous avons trouvé la copie de cette lettre, dont M. Léonor de Cibeins possédait l'original, parmi des *notes manuscrites* de feu M. Valentin Smith, très obligeamment communiquées par M. Louis-Valentin Smith.

P. 143. TESTAMENT DU DUC DU MAINE. Octobre 1735. *Bibl. Dumb.* II. 717.

P. 143. L'INTENDANT. Il n'y avait pas d'intendant de Dombes jusqu'en 1696. Ce fut seulement à l'époque du transfert du Parlement que le *duc du Maine* créa ce poste dont il pourvut M. Claude Cachet par lettres du 15 décembre 1696.

CHAPITRE XII

P. 147. LES PRIVILÈGES DE TRÉVOUX. Charte de 1300. Art. I.
Bibliotheca Dumbensis. II. p. 12.

P. 148. LE GUET ET LES FORTIFICATIONS Aubret. *Mémoires pour servir à l'histoire de la Dombes*. III. p. 374. — Edit pour le guet et garde-fortifications de cette souveraineté. Donné en notre château de Cham-

pigny, au mois de juillet l'an de grâce mil cinq cent soixante-seize, et de notre souveraineté le seizième.
Recueil des droits et privilèges du Parlement.

- P. 150. TAILLE PERPÉTUELLE. Edit portant suppression des Etats de Dombes et ordonnant une imposition annuelle et à perpétuité par forme de taille. Août 1739. *Bibl. Dumb.* 731.
- P. » . TENTATIVE DU PARLEMENT. Remontrances au sujet de l'édit qui supprime les états de Dombes et ordonne la levée de 50.000 livres annuellement et à perpétuité, par forme de tailles... Les gens tenant votre cour de Parlement. A Trévoux, le 24 août 1739. *Bibl. Dumb.* II. 734.
- P. 151. ECHANGE DE LA PRINCIPAUTÉ. Contrat d'échange entre le Roi et Son Altesse sérénissime Monseigneur le Comte d'Eu. 19 mars 1762. *Bibl. Dumb.* II. 741.
- P. » . DERNIÈRE SÉANCE DU PARLEMENT. « Et chacun des membres de la dite assemblée étant retiré, M. le comte de Ruffey a remis au greffier en chef un ordre du roi qui lui enjoint de fermer sur le champ les portes des greffes et de veiller à ce que personne n'y entre et à la conservation des papiers qui y sont renfermés; il a remis en même temps un ordre du roi au concierge du palais qui lui enjoint de *tenir les portes fermées et de n'y laisser entrer personne* jusqu'à nouvel ordre de Sa Majesté. Procès verbal signé de MM. de Damas de Ruffey, de Flesselles, Cachet de Garnerans, Desrioux de Messimy, Verdat de Sure. *Mémorial de Dombes.* p. 411.
- P. » . SORTIE DE M. DE GARNERANS. Anecdote rapportée par Dugas de Bois Saint-Just dans *Paris, Versailles et la Province*. Flesselles, l'intendant de Lyon, devint pour son malheur prévôt des marchands de la ville de Paris, et fut assassiné par les émeutiers le 14 juillet 1789.
- P. » . ATTRIBUTION DES AFFAIRES DU PARLEMENT. Le ressort de Dombes fut rattaché au conseil supérieur créé à Lyon par Maupeou. Un édit de janvier 1772 institua à Trévoux une sénéchaussée et siège d'élection qui

ressortit à partir de juillet 1775 au Parlement de Dijon.

P. 153. LE DÉSIR DES LYONNAIS. Rubys, *Histoire de Lyon*, p. 453.
Privilèges de la ville de Lyon, p. 32.

P. 154. LE PARLEMENT CHEZ LES DOMBISTES. En 1789, les gens de Dombes n'étaient pas encore consolés de la perte de leur Parlement; car parmi les doléances du Tiers aux Etats Généraux on lit celle-ci : Les députés solliciteront le rétablissement de l'ancien Parlement de Dombes supprimé en 1771; à cet effet, ils exciperont des lois des anciens souverains de cette principauté qui ont déclaré les offices de cette cour inamovibles hors le cas de forfaiture; feront sentir combien il est fatigant pour cette principauté d'aller chercher la justice à quarante lieues et dans une province qui n'a ni la même jurisprudence ni les mêmes usages qu'elle... Extrait des *notes manuscrites* de M. Valentin Smith.

ERRATA

- Page 9. Au lieu de : *reconnaissaient*, lire : *reconnaissaient*.
- Page 14. Au lieu de : *Jean des Francs* et *Jacques Varinier*, lire : *Franç des Champs* et *Jean Varinier*.
- Page 18. Au lieu de : *Jean de Colanges*, lire : *Jean de Colonges*.
- Page 20. Au lieu de : *balliage*, lire : *bailliage*.
- Page 28. Au lieu de : 13 février, lire : 23 février.
- Page 40. Au lieu de : 13 octobre 1548, lire : 13 octobre 1558.
- Page 69. Au lieu de : *Père Edmond Auger*, l'illustre Jésuite, etc... lire : *le Père Frédéric de Spée*. Voir *Eclaircissements et références*, p. 190.
- Page 81. Au lieu de : *retranchaient*, lire : *retranchait*.
- Page 163. Au lieu de : dernier *essort*, lire : dernier *ressort*.
-

TABLE DES ILLUSTRATIONS

	Pages
I. — La maison royale de Roanne	15
II. — Trévoux ancien et Trévoux moderne.....	35
III. — Ruines du château de Trévoux.....	55
IV. — Jacques de Chabannes, seigneur de la Palisse.....	71
V. — L'église collégiale de Trévoux	87
VI. — La Grande Mademoiselle	99
VII. — Maison de la Grande Mademoiselle à Trévoux	113
VIII. — Le Duc du Maine	131
IX. — Le Palais du Parlement à Trévoux.....	145
X. — Costume de premier président.....	167

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES PROFESSEURS DE LA FACULTÉ DE DROIT	4
--	---

I

LA CRÉATION DU PARLEMENT

Situation géographique de la Dombes. — Son histoire. — Son indépendance. — La défection du connétable de Bourbon. — Prise de possession de la Dombes par le roi de France. — La requête des gens de Dombes. — Le Conseil et chambre de dernier ressort. — Sa composition. — La présidence du maréchal de la Palisse. — Souvenir de cette présidence militaire. — Résidence du Parlement. — Le territoire emprunté. — La maison de Roanne. — Attributions judiciaires du Parlement. — Dessaisissement du grand conseil de Moulins	7
--	---

II

LE PARLEMENT SOUS LES ROIS DE FRANCE

Les hostilités du Connétable. — Sa mort. — Sa succession. — Louise de Savoie, souveraine de Dombes. — Le traité de Cambrai. — Inanité des prétentions impériales sur la Dombes. — M ^{me} de Bourbon rentre en possession de la souveraineté : elle en est à nouveau dépouillée. — Louise de Savoie nomme un premier président. — Antoine Dubourg. — François I ^{er} , seigneur de Dombes. — Jean Godon, premier président et les gens de Gravins. — Séparation de la Dombes et du Beaujolais, par les lettres d'Evreux, avril 1543. — Les précautions des Dombistes. — Le sceau du Parlement. — Efficacité des privilèges de Dombes. — Création et retrait de six offices au Parlement. — Le premier président du Peyrat. — La ratification d'Henry II. — Retraite du tabellion. — Le paiement de la gendarmerie. — Le dernier acte de du Peyrat	17
--	----

III

LE PARLEMENT ET LES PÉAGES

Appréciation des péages. — Les mesures royales. — La Commission d'Henry II. — Son importance pour le Parlement de Dombes. — L'avocat du Roi, Mathieu de Vauzelles. — Le <i>traité des péages</i> . — Préface. — Règles de la création des péages. — Les obligations des publicains. — Les marchandises exceptées des péages. — Les personnes privilégiées. — La violation de ces règlements. — Les exactions des publicains. — La conclusion de Mathieu de Vauzelles.	27
--	----

IV

LE PARLEMENT ET LOUIS DE BOURBON-MONTPENSIER

La transaction de 1560. — Avènement de Louis de Bourbon-Montpensier. — Du Fournel procède à la mutation de souveraineté. — Différences dans la condition juridique de la Dombes et du Beaujolais. — Le bailliage de Dombes. — L'ordonnance de Champigny. — Mesures judiciaires : la suppression du juge d'appaux. — Mesures politiques : défense de tenir une assemblée sans l'autorisation du prince ou du Parlement ; restrictions aux levées d'impôts. — Mesures religieuses : la lutte contre l'hérésie de Calvin. 37

V

LE PARLEMENT ET LA DÉFENSE RELIGIEUSE

Nomination d'un gouverneur de Dombes. — Claude Champier, seigneur de la Bastie. — Concours du Parlement et du gouverneur. — Les entreprises des huguenots. — Sac de l'église de Saint-Trivier. — Violences contre le gouverneur. — Décret de prise de corps rendu par le Parlement. — Mesures votées par les Etats. — L'arrêt du 7 janvier 1568. — Invasion du duc des Deux-Ponts, et son contre-coup dans le principauté. — Louis de Bourbon annonce au Parlement que l'édit de pacification ne sera pas admis en Dombes. — Le Parlement proclame sa compétence exclusive en matière de police et de défense religieuse. — Les achats de blé. — Les responsabilités du gouverneur. — Ses ennemis. — Extension du rôle du Parlement. 45

VI

LES ORDONNANCES DE DOMBES

Travaux préparatoires des ordonnances de 1581. — Le Conseil privé. — Promulgation des ordonnances après la mort du duc Louis. — Le premier président Jérôme de Châtillon. — Commentaires des Ordonnances de Dombes. — Titres concernant la procédure civile. — Rapprochement entre la procédure des Ordonnances et celle du législateur de 1806. — Critiques. — Les huissiers. — Leurs mésaventures. — Leurs devoirs. — Les greffiers. — Les Conseillers au Parlement. — Préceptes des ordonnances et conseils du commentateur. — Titres concernant la procédure criminelle. — Exercice de l'action pénale et rôle du ministère public. — L'instruction. — Les droits de la défense. — La torture..... 57

VII

LES GRANDS JOURS DE DOMBES

Raison d'être des Grands Jours. — Négligence des prescriptions de l'ordonnance de Champigny. — Ouverture des Grands Jours de 1583. — Enregistrement des édits sur l'imposition des étrangers, et sur la monnaie. — Règlement général pour la justice. — Informations contre le bailli de Dombes et son lieutenant. — Procès des deux officiers. — Remontrances de Jérôme de Châtillon à l'encontre du dessaisissement de sa compagnie. — Le Parlement pendant la Ligue. — Son interdiction. — Avènement

d'Henry de Bourbon-Montpensier. — La misère en Dombes. — Les Grands Jours de 1602. — Le premier président Balthazard de Villars. — Harangue d'ouverture. — Œuvre des Grands Jours de 1602..... 73

VIII

LES ATTRIBUTIONS ADMINISTRATIVES DU PARLEMENT

Les tuteurs de Marie de Dombes. — Le Parlement seconde l'initiative de M. de Montholon. — Essai de culture du mûrier. — La manufacture de Trévoux. — Le règlement général de 1610. — Deux époques. — Le premier et le second président dressent les verbaux des limites de Bresse et de Dombes. — Les visites archiépiscopales en Dombes. — Réception de Simon de Marquemont par Balthazard de Villars. — Procès verbal de sa tournée. — Admonestations de la souveraine. — Réception de Camille de Neufville. — La tenue des registres paroissiaux. — Mariage de Marie de Dombes avec Gaston d'Orléans. — Mort de la princesse. — Tutelle de Gaston. — Emancipation de sa fille, la grande Mademoiselle..... 89

IX

LE PARLEMENT ET LA GRANDE MADEMOISELLE

Multiplicité des attributions du Parlement. — L'hôpital de Trévoux. — Le privilège de l'imprimerie. — L'enseignement. — Le collège de Thoisse. — Le projet d'Université. — La Monnaie et le rôle du Parlement. — Activité de l'atelier de Dombes. — Contestation entre le Parlement et le Conseil privé. — Création de la Cour des Monnaies. — Lettres patentes de juin 1658. — Visite de Mademoiselle à Trévoux. — Son appréciation sur le pays et ses habitants. — Présentation du Parlement. — Messieurs de la Compagnie avaient-ils plié le genou devant leur souveraine ? — Aventure du chevalier d'honneur Gabriel de Bussillet. — La relation de l'*Isle invisible* 101

X

LE PERSONNEL DU PARLEMENT ET SES PRIVILÈGES

Accroissements successifs du Parlement avec Louise de Savoie, Louis de Bourbon-Montpensier, le duc Henry, le duc François. — Alternatives de suppressions et de rétablissements d'offices. — Création des maîtres des requêtes. — Suppression de deux offices par M. de Montholon. — Recrudescence avec Gaston d'Orléans et la Grande Mademoiselle. — Les résistances du Parlement. — Composition de la Compagnie au jour de sa dissolution. — La communauté des procureurs et avocats. — Vénalité des charges. — La Paulette. — Les privilèges des officiers du Parlement. — La noblesse. — Les exemptions d'impôt. — Garanties royales. — La dispense d'examen. — Le droit de committimus au petit sceau. — Entreprises des traitants. — Assignation Gachot. — Assignation Lacour de Beauval. — Victoire des parlementaires. — Les lettres de vétérance. — Le costume des conseillers. — Emoluments. — Les épices. — Les gages prélevés sur la traite du sel..... 115

XI

LE PARLEMENT ET LE DUC DU MAINE

Donation de la Dombes au duc du Maine. — L'indépendance du Parlement de Dombes à l'égard du Parlement de Paris. — Affaire Carrel. — Acte royal de 1682. — Service funèbre de la Grande Mademoiselle à Thoisse. — Les réformes du duc du Maine. — Réorganisation du Conseil souverain, et création d'un chancelier. — La Compagnie des Libraires de Trévoux. — Transfert du Parlement à Trévoux. — Augmentation des gages du personnel. — L'obligation de résider. — Son inobservation. — Sa sanction. — Incompatibilité des charges dans le royaume avec celles du Parlement. — Suppression du bailliage et des gabelles remplacés par une chambre des requêtes. — Organisation par l'édit du 20 janvier 1699 de la chambre des vacations. — Comment fonctionnait-elle? — Les doléances de Cachet de Montézan. — La vie à Trévoux. — Mort du duc du Maine. — Son testament..... 133

XII

LE PARLEMENT ET LES IMPOTS. — LA SUPPRESSION DU PARLEMENT

L'exemption des tailles. — Le Parlement délivre les lettres d'assiette. — La question des droits de guet et de fortifications. — Restriction de la compétence du Parlement. — Louis-Auguste II de Bourbon et le don gratuit. — Suppression des états de Dombes. — Energique protestation du Parlement. — Cession de la principauté au roi de France. — Publication des lettres d'échange. — Suppression du Parlement de Dombes. — La sortie de M. de Garnerans. — Appréciation du rôle du Parlement. — L'opinion de la Grande Mademoiselle. — Le parti-pris des Lyonnais. — Conclusion.. 147

APPENDICE. — La question de la souveraineté du pays de Dombes... 159

LISTES CHRONOLOGIQUES des membres du Parlement de Dombes..... 169

ECLAIRCISSEMENTS ET RÉFÉRENCES..... 183

ERRATA..... 203

TABLE DES ILLUSTRATIONS..... 205



LYON. — IMPRIMERIE EMMANUEL VITTE, RUE DE LA QUARANTAINE, 18.
